



LA LETTRE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

N° 23 - Août 2022

Céréales et protéines végétales : production, tendances et dépendances en AEOI



Editorial

Chers lecteurs,

Notre numéro d'août de la Lettre économique régionale de l'AEOI s'inscrit dans les suites de la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'approvisionnement en céréales, et en particulier en blé, et en oléagineux de notre région. En effet les conséquences, inattendues sans doute à l'origine, de cette guerre ont été une remise en cause complète des chaînes et des sources d'approvisionnement de nombreux pays en céréales. Nous avons voulu, grâce au travail de nos collègues d'Addis-Abeba, de Dar es Salam, Kampala, Khartoum, Kigali, Tananarive et de notre conseiller aux affaires agricoles Vincent Abt, étudier en détail les productions en céréales et protéines végétales des pays que nous suivons et leur état de dépendance à l'égard des importations dans ce domaine.

Mais la guerre en Ukraine ne doit pas nous faire perdre de vue que plusieurs de ces pays sont déjà fragilisés dans leurs productions agricoles, et notamment de céréales, par les conséquences du changement climatique qui se fait durement sentir avec une sécheresse qui dure au Kenya et dans la Corne de l'Afrique, en particulier le sud de l'Éthiopie et la Somalie. La famine menace.

La France et l'UE portent et soutiennent deux initiatives importantes qui veulent renforcer la production et développer une forme de souveraineté alimentaire pour l'Afrique : les initiatives « Protéines végétales » et « FARM », cette dernière initiée par le président de la République, fondées sur trois piliers : 1) un pilier Commerce qui veut préserver un marché agricole ouvert en identifiant des nouvelles sources d'approvisionnement à des coûts de transport raisonnable, 2) un pilier Solidarité qui veut apporter un soutien direct aux pays en situation d'insécurité alimentaire, 3) un pilier Production qui veut renforcer les capacités de production durables des pays vulnérables.

Ce travail, plus qu'une lettre mensuelle, est une véritable somme. Ne soyez pas découragés par le nombre de pages, c'est passionnant !

Jérôme BACONIN
Chef du Service économique régional

Sommaire

Note méthodologique et glossaire des termes	3
Glossaire illustré des céréales et oléo-protéagineux.....	7
Perspectives régionales.....	10
L'Afrique de l'Est et l'Océan Indien, pilier africain de la production de céréales et de protéines végétales	
Le graphique du mois.....	18
Production de céréales en AEOI	
Communauté d'Afrique de l'Est.....	19
Burundi – Le haricot avant tout, même si le maïs et le riz sont en essor	
Kenya – Le maïs, base de la production	
Ouganda – Le maïs comme céréale de base et les oléagineux pour réduire les importations	
Rwanda – Une dépendance persistante aux importations de céréales, malgré les progrès réalisés dans plusieurs productions comme le maïs et le riz	
Soudan du Sud – Deux « S » dans Soudan du Sud pour Sorgho et Sésame	
Tanzanie – Du maïs à l'essor du riz et des oléagineux	
Indicateurs régionaux	
Corne de l'Afrique	43
Djibouti – A l'exception de quelques haricots secs, tout est importé	
Erythrée – Une grande diversité de céréales, mais des rendements très faibles	
Ethiopie – La plus grande production de céréales d'Afrique de l'Est	
Somalie – Une forte dépendance aux importations	
Soudan – Un Soudan à plusieurs vitesses : blé et sorgho pour la consommation interne, sésame et arachides pour l'exportation	
Indicateurs régionaux	
Océan Indien	58
Comores – Des importations de riz, de farine et d'huile pour compléter la production locale	
Madagascar – Le riz au centre du système agricole et alimentaire malgache	
Maurice – Un pays structurellement dépendant des importations des céréales et oléo-protéagineux	
Seychelles – Une absence de production de céréales et d'oléo-protéagineux	
Indicateurs régionaux	
Contacts.....	69

Note méthodologique et glossaire des termes

Par le SER de Nairobi

Préambule et méthodologie

Cette lettre intitulée « Céréales et protéines végétales : production, tendances et dépendances en AEOI » a pour ambition de traiter – au niveau régional et pour chacun des 15 pays de la zone AEOI – la production, la consommation, la dépendance aux importations, la structuration et les principaux enjeux des filières, les politiques publiques, les projets et les perspectives pour ce qui concerne les céréales et les protéines végétales. Le terme « protéines végétales », recouvre les productions de légumineuses, riches en protéines végétales, qui regroupent à la fois les légumineuses à graines (protéagineux) et les légumineuses oléagineuses (soja, arachides). Pour compléter l'analyse et couvrir un champ plus complet des grandes cultures (céréales et oléo-protéagineux), la lettre porte également sur les oléagineux à graines (tournesol, sésame, colza, ricin, lin, coton, etc.). Cette lettre a ainsi vocation à dresser un panorama de ces productions et à couvrir les enjeux remis sur le devant de la scène avec la crise COVID-19, et accentués avec la guerre en Ukraine (céréales, huiles végétales). Ces productions s'inscrivent par ailleurs pleinement dans le champ des initiatives « *Protéines végétales* » et « *FARM* », lancées courant 2022. **L'initiative « Protéines végétales »**, lancée en février 2022 à l'occasion du Sommet UE-UA, a pour objectif de favoriser le développement de la culture de protéines végétales (incluant les légumineuses) pour la consommation humaine ou l'alimentation animale en Afrique. **L'initiative « FARM – Food and Agriculture Resilience Mission »**, a quant à elle été lancée par la France en mars 2022 lors de la présidence du Conseil de l'UE avant d'être poussée au G7. Elle a pour objectif d'apporter une réponse opérationnelle à l'aggravation de la crise alimentaire mondiale dans le contexte de guerre en Ukraine et s'appuie sur 3 piliers : (1) Commerce - préservation d'un marché agricole ouvert ; (2) Solidarité – action de solidarité à l'égard des pays les plus exposés à l'insécurité alimentaire et du secteur agricole ukrainien ; (3) Production – soutien aux capacités de production agricole durable des pays vulnérables. Pour mener à bien cette analyse, les données issues de la FAO (données officielles, estimations, etc.) ont été valorisées, complétées par quelques données issues des douanes et statistiques nationales.

Glossaire des termes

❖ Types de cultures

Grandes cultures. Regroupement des cultures de céréales, de protéagineux et d'oléagineux à graine. Dans certains cas, les cultures telles que la betterave à sucre, la canne à sucre ou la pomme de terre, qui peuvent faire l'objet d'une mécanisation à grande échelle, font également parties des grandes cultures.

Céréales. Plantes consommées généralement sous forme de farine pour leurs grains riches notamment en glucides. Les céréales (*cereals* en anglais), au sens strict, sont des plantes monocotylédones de la famille des graminées (maïs, blé, orge, sorgho, millet, riz, avoine). Certaines plantes, comme le sarrasin, peuvent également être considérées par extension comme des céréales (*cf* glossaire illustré).

Protéagineux. Plantes annuelles appartenant au groupe botanique des *fabacées* dont les grosses graines sont riches en protéines. Cette richesse est due à une interaction mutualiste qui lie ces plantes améliorantes à des bactéries fixatrices d'azote. Les protéagineux (*pulses* en anglais) regroupent notamment les haricots, le niébé, le pois, le pois d'Angole, les pois chiches, les fèves, les lentilles (*cf* glossaire illustré). Les protéagineux sont également dénommés « légumineuses à graines » ou « légumes secs ».

Oléagineux. Plantes cultivées pour leurs graines riches en matière grasse, dont on extrait l'huile pour un usage alimentaire, énergétique ou industriel. Ce procédé d'extraction est appelé trituration : les graines sont ainsi broyées et pressées, laissant alors un coproduit appelé tourteau, recyclé dans l'alimentation animale. Certaines graines peuvent être consommées à l'état germées (tournesol, soja) ou en farine (lin), simplement séchées (tournesol, courge) ou encore sous forme de tofu (soja). Les oléagineux à graines (*oil crops* en anglais) regroupent notamment le soja, les arachides, le tournesol, le sésame, le colza, le ricin, le lin et le coton (*cf* glossaire illustré). Si les premiers sont surtout cultivés pour leur huile, la production d'huile est plus accessoire pour les 2 derniers. Les oléagineux à fruits (palmier à huile, olivier, cocotier, etc.) ne font pas l'objet de cette

étude – leur production restant peu répandue dans la région, à l'exception du cocotier et du palmier à huile, dans certaines zones –, mais leur huile fait partie de certaines analyses présentées (notamment importations).

Oléo-protéagineux. Terme regroupant à la fois les protéagineux et les oléagineux.

Légumineuses. Ensemble des plantes de la famille des fabacées. Elles regroupent à la fois les légumineuses à graines (ensemble des protéagineux) et les légumineuses oléagineuses (soja, arachides). La principale caractéristique des légumineuses est de ne pas nécessiter d'engrais azotés, ces plantes fixant l'azote naturel. Les légumineuses sont riches en protéines végétales, mais contiennent également des facteurs antinutritionnels.

❖ *Produits transformés*

Farine. Poudre obtenue par la mouture de grains de céréales ou résultant du broyage de certaines denrées (animal, poisson, soja, etc.).

Huile. Liquide gras, inflammable, insoluble dans l'eau, d'origine végétale, animale ou minérale. Les huiles végétales sont obtenues par trituration des matières premières en les broyant et les pressant (à froid ou à chaud) pour obtenir une huile brute (ou vierge) qui peut être raffinée ultérieurement par distillation.

Tourteau. Les tourteaux sont les résidus solides de l'extraction de l'huile des graines ou des fruits oléagineux. Ce sont les coproduits de la trituration, procédé de fabrication de l'huile. Ils représentent généralement de 50 à 75 % de la masse des graines. Les tourteaux, qui peuvent être notamment riches en protéines, sont généralement utilisés en alimentation animale.

Taux d'extraction. Le taux d'extraction est le rapport entre la masse de farine ou d'huile extraite et la masse initiale de produit végétal transformé (blé, maïs, soja, etc.). Il est d'environ 75 à 80% pour les farines de céréales et de 25 à 50% pour les huiles d'oléagineux.

❖ *Nutrition*

Glucides. Nutriments essentiels à l'organisme qui regroupent les sucres considérés comme la première source d'énergie du corps (calories). Les glucides peuvent être simples (sucre de table) ou complexes tels que ceux contenu dans les céréales, les protéagineux et autres légumineuses, etc.

Lipides. Nutriments essentiels à l'organisme qui regroupent les molécules présentes dans le gras des aliments et sont utilisés pour constituer des réserves de graisses (et donc d'énergie) et la fabrication notamment des membranes cellulaires. Ils se divisent en acides gras saturés et acides gras insaturés et peuvent être d'origines animale ou végétale (huiles végétales, noix, arachides, etc.).

Protéines. Nutriments essentiels à la structure et à la vie des cellules (composition notamment des muscles, hormones, enzymes, anticorps, etc.). Les protéines sont des chaînes d'acides aminés qui peuvent être d'origine animale ou végétale. Il existe 20 types d'acides aminés dont 9 sont considérés comme essentiels car ne pouvant être synthétisés par le corps humain. C'est le cas de la lysine, abondant dans les produits d'origine animale, mais plus limitant dans les produits d'origine végétale (comme les céréales) : sa concentration est néanmoins plus importante dans la plupart des légumineuses.

Facteurs antinutritionnels. Composés qui réduisent la valeur nutritionnelle des aliments. Ils peuvent par exemple réduire la biodisponibilité de certains composés ou inhiber des enzymes nécessaires à la digestion. Toutes les graines de légumineuses contiennent des facteurs anti-trypsiques, qui inhibent l'action des protéases de la digestion et gênent l'absorption des acides aminés au niveau intestinal. Ces facteurs anti-trypsiques sont thermolabiles et un traitement thermique suffisant permet de les dégrader : soit un traitement hydrothermique (100°C, humide) pendant 20 à 30 min, soit un traitement à haute température par environ 150°C pendant quelques minutes. Outre les facteurs anti-trypsiques, certaines légumineuses contiennent par exemple des phylates (soja, haricots, etc.), facteurs antinutritionnels qui chélatent les minéraux (Fe, Zn, Mg, etc.) dans le tube digestif et augmentent leur élimination fécale. Les arachides contiennent également des facteurs phyto-oestrogènes. Ces particularités imposent des modes de préparation et de cuisson spécifiques aux légumineuses pour optimiser leur pouvoir nutritionnel, mais également limiter leur « toxicité ».

Composition nutritionnelle. Le tableau ci-dessous présente quelques données de composition nutritionnelle des principales espèces de légumineuses et de céréales de la région.

Nom commun	Nom scientifique	Taux de matière sèche (%)	Teneur en protéines (g/100g)	Teneur en lysine (mg/100g)	Teneur en lipides (g/100g)
Légumineuses à graines (protéagineux)					
Haricot commun	<i>Phaseolus vulgaris</i>	90,2	21,3	1 407	2,3
Niébé	<i>Vigna unguiculata</i>	89,0	22,6	1 504	1,5
Pois	<i>Pisum sativum</i>	86,7	20,7	1 543	1,7
Pois d'Angole	<i>Cajanus cajan</i>	88,9	20,8	1 369	2,1
Pois chiches	<i>Cicer arietinum</i>	91,0	20,5	1 365	5,8
Fèves	<i>Vicia faba</i>	92,5	25,2	1 628	2,2
Lentilles	<i>Lens culinaris</i>	91,3	23,6	1 945	1,7
Légumineuses oléagineuses					
Soja	<i>Glycine max</i>	90,7	31,3	2 710	17,0
Arachides	<i>Arachis hypogaea</i>	94,6	22,4	926	44,2
Céréales					
Maïs	<i>Zea mays</i>	89,0	9,7	265	3,8
Blé	<i>Triticum spp</i>	87,2	12,0	303	2,2
Sorgho	<i>Sorghum bicolor</i>	89,8	11,5	229	3,5

Sources : Données compilées par Tillous-Borde à partir de plusieurs publications : Hassan et al., 2007 ; WAFCT, 2019 ; Global Database for Pulses on Dry Matter Basis, 2017 ; USDA, 1986/1989/2006/2008/2014 ; Ciquel, 2020 ; Leung et al., 1968 ; FAO.

❖ Autres termes

Conditions pédoclimatiques. Ensemble des caractères du climat local et des caractères des sols servant de cadre à la production agricole.

Protéines végétales. Le terme « protéines végétales » peut prendre plusieurs significations. Au sens strict, il représente les protéines d'origine végétale issues notamment des graines de céréales et d'oléo-protéagineux. Compte tenu de la richesse en protéines des légumineuses (teneur, mais aussi diversité en acides aminés), le terme « protéines végétales » est également utilisé pour regrouper l'ensemble des légumineuses. Il regroupe ainsi les protéagineux, le soja et les arachides, mais ne regroupe généralement pas les céréales même si ces productions peuvent être des sources importantes de protéines. En Europe, ces protéines végétales sont remises à l'ordre du jour par les programmes de rééquilibrage alimentaires et les modes d'alimentations végétaliens et végétariens. En Afrique, le développement de la production et de la consommation de ces protéines végétales permet à la fois d'enrichir et de diversifier l'alimentation humaine (au regard notamment de la disponibilité en acides aminés essentiels), mais également de produire des protéines nécessaires à l'alimentation animale (notamment volailles et porcs), tout en améliorant la fertilité des sols, par la fixation d'azote des légumineuses.

Proviendier. Producteur de « provende », mélange alimentaire destiné aux animaux d'élevage, ie fabricant d'aliment pour animaux.

Acronymes et abréviations

AEOI	Afrique de l'Est et Océan Indien
AFD	Agence Française de Développement
Afr. Sub	Afrique subsaharienne
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BUR	Burundi
COM	Comores
DGT	Direction Générale du Trésor (France)
DJI	Djibouti
ERY	Erythrée

ETH	Ethiopie
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FARM	Food and Agriculture Resilience Mission
FASEP	Fonds d'études et d'aide au secteur privé (financements de la DG Trésor)
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GCF	Green Climate Fund
ha	Hectare, équivalent à 10 000 m ²
hab	Habitant
j	Jour
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
KEN	Kenya
KES	Shilling kenyan
KMF	Franc comorien
MAD	Madagascar
MAU	Maurice
Mds	Milliard
M€	Million d'euros
Mha	Million d'hectares, soit 10 ¹⁰ m ²
Mhbts	Million d'habitants
MT	Million de tonnes, soit 10 ⁹ kg
MUSD	Million de dollars américains
UG	Ouganda
PAM	Programme Alimentaire Mondial (ou WFP en anglais)
q	Quintal, soit 100 kg ou 0,1 T
RDC	République Démocratique du Congo
RWA	Rwanda
SEY	Seychelles
SOM	Somalie
SOU	Soudan
SSO	Soudan du Sud
TAN	Tanzanie
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UGX	Shilling ougandais
USA	Etats-Unis
USD	Dollar américain

Glossaire illustré des céréales et oléo-protéagineux

Par le SER de Nairobi

Céréales – (Cereals)	<p>Maïs Maize <i>Zea mays</i></p>		<p>Le maïs est une céréale tropicale originaire d'Amérique latine cultivée pour ses grains riches en amidon mais aussi comme plante fourragère. Le maïs est la céréale la plus cultivée dans le monde. En Afrique, le maïs blanc représente traditionnellement la plus grande partie de la production de maïs.</p>
	<p>Blé Wheat <i>Triticum spp.</i></p>		<p>Le blé est une céréale dont les grains de l'épi composé, sont broyés pour donner de la farine. Le blé tendre (ou froment) sert à la fabrication de pain et de biscuits. Le blé dur, riche en protéines et en gluten, ne peut donner que des pains peu levés, et sert à la fabrication de pâtes alimentaires, couscous et boughour.</p>
	<p>Orge Barley <i>Hordeum</i></p>		<p>L'orge est une céréale à paille utilisée pour la fabrication du malt (bière) mais également l'alimentation animale. En Afrique, et notamment en Ethiopie, l'orge est aussi utilisée dans l'alimentation humaine. L'orge se distingue du blé par son goût plus doux, le blé ayant une saveur plus prononcée. L'orge renferme également plus de fibres.</p>
	<p>Sorgho Sorghum <i>Sorghum bicolor</i></p>		<p>Le sorgho, aussi orthographié sorgo, est une céréale dont les feuilles ressemblent à celles du maïs. En alimentation humaine, il peut être consommé en grain à l'instar du riz ou réduit en farine. En alimentation animale, il peut être utilisé en grains ou en ensilage.</p>
	<p>Millet Millet</p>		<p>Le millet (ou mil) regroupe plusieurs espèces végétales (millet commun, millet perlé, élusine, fonio, etc.). Le millet, à ne pas confondre avec le sorgho, peut être cultivé dans des zones arides et sèches d'Afrique et d'Asie. Le millet est un aliment sans gluten et aux protéines variées, également riche en fibres, vitamines et minéraux. Il est essentiellement consommé sous forme de bouillies et de galettes.</p>
	<p>Riz Rice <i>Oryza</i></p>		<p>Le riz est une céréale cultivée dans les régions tropicales, subtropicales et tempérées chaudes. La culture du riz se fait le plus souvent dans des champs plus ou moins inondés, appelés rizières. Deux espèces sont particulièrement cultivées : <i>Oryza sativa</i> (« riz asiatique ») et <i>Oryza glaberrima</i> (« riz ouest-africain » ou « riz de Casamance »).</p>
	<p>Avoine Oats <i>Avina sativa</i></p>		<p>L'avoine est une céréale aux inflorescences en panicules lâches et aux épillets retombants. L'avoine est cultivée pour sa graine, mais également comme plante fourragère à couper en vert.</p>
	<p>Sarrasin Buckwheat <i>Fagopyrum esculentum</i></p>		<p>Le sarrasin est parfois considéré comme une céréale, même s'il ne fait pas partie des graminées. Couramment appelé blé noir lorsqu'il est transformé en farine, le sarrasin est également utilisé comme engrais vert.</p>

Protéagineux – Pulses

LEGUMINEUSES à graines

Haricots

Beans
Phaseolus
spp. & *Vigna*
ssp.



Le haricot est une plante légumineuse, de type protéagineux, qui produit des gousses regroupant des graines de forme allongée. Il regroupe les espèces du genre *Phaseolus* et du genre *Vigna*. Le haricot est originaire des zones tropicales et subtropicales, et se présente sous de nombreuses espèces et variétés. L'espèce *Phaseolus vulgaris* – ou haricot commun – est la plus cultivée. Le haricot récolté à maturité est dit « sec », le haricot récolté immature est dit « vert ».

Niébé

Cow pea
Vigna
unguiculata



Le niébé, *Vigna unguiculata*, est une espèce de haricot, originaire d'Afrique et particulièrement riche en protéines. Le niébé est souvent cultivé en association avec le sorgho. Il est particulièrement adapté aux régions arides et semi-arides (200 mm de précipitations). Les feuilles, ainsi que les graines et gousses immatures peuvent être consommées comme légumes.

Pois

Peas
Pisium
sativum



Le pois, *Pisium sativum*, est une plante légumineuse, de type protéagineux, qui produit des gousses regroupant des graines de forme ronde. Le pois est originaire du proche Orient. Le pois récolté à maturité est dit « sec » : il est appelé « pois cassé » quand il est débarrassé de son enveloppe. Récolté avant maturité, il est appelé « pois vert » ou « petit-pois ».

Pois d'Angole

Pigeon peas
Cajanus cajan



Le pois d'Angole, *Cajanus cajan*, est une plante légumineuse, de type protéagineux, cultivée en agriculture pluviale dans les régions tropicales semi-arides. Le pois d'Angole, aussi appelé ambrevade, serait originaire d'Inde d'où il a diffusé en Afrique de l'Est. Il est à la fois une culture vivrière (pois secs, farine, pois frais ou légumes verts) et une culture fourragère de couverture. Le pois est riche en acides aminés comme la méthionine, la lysine et le tryptophane.

Pois chiches

Chick peas
Cicer
arietinum



Le pois chiche, *Cicer arietinum*, est une plante légumineuse, de type protéagineux, d'origine Méditerranéenne. Il s'agit d'un aliment de base en Inde qui concentre 2/3 de la production mondiale. Le pois chiche est cuisiné sous différentes formes et notamment en farine pour diverses préparations traditionnelles.

Fèves

Broad beans
Vicia faba



La fève, *vicia faba*, est une plante légumineuse, de type protéagineux, originaire du bassin méditerranéen. De nombreuses variétés de fèves existent : celles avec les plus grandes graines sont appelées « fèves » et destinée davantage à l'alimentation humaine ; celles avec des plus petites graines sont appelées « fêveroles » (Horse bean) et destinées davantage à l'alimentation animale. Les graines de la fève sont riches en amidon et en lysine, mais contiennent des facteurs anti-nutritionnels (vicine, tyramine).

Lentilles

Lentils
Lens culinaris



La lentille, *lens culinaris*, est une plante légumineuse, de type protéagineux, dont les gousses renferment des graines rondes aplaties. Les lentilles blondes et les lentilles corail sont les variétés les plus cultivées.

Oléagineux (hors à fruits) – Oil Crops

LEGUMINEUSES oléagineuses

Oléagineuses à graines

<p>Soja Soybeans <i>Glycine max</i></p>		<p>Le soja est une plante légumineuse, de type oléagineux, originaire d'Asie orientale, aux gousses velues. Le soja est la plante la plus riche en protéines végétales, contenant de nombreux acides gras essentiels. Les fruits, comestibles après trempage et cuisson, entre dans la composition du tofu, du lait de soja ou de la sauce de soja (fermentation). Le soja est par ailleurs cultivé pour son huile (la plus consommée après l'huile de palme) et les tourteaux, riches en protéines à destination de l'alimentation animale (porcs, volailles).</p>
<p>Arachide S Groundnuts ou Peanuts <i>Arachis hypogaea</i></p>		<p>L'arachide est une plante légumineuse, de type oléagineux, originaire d'Amérique latine, et qui présente la particularité de murir les fruits à 3-5 cm sous la terre. Le sol doit être léger et bien drainé pour permettre l'enfouissement. L'arachide est souvent cultivée en association avec le sorgho ou le millet. L'arachide est destinée à l'alimentation humaine (huile, beurre, farine, entière, sauce) à l'industrie (savon, combustible) ou à l'alimentation animale (tourteaux, fanes pour le fourrage).</p>
<p>Tournesol Sunflower <i>Helianthus annuus</i></p>		<p>Le tournesol est une plante oléagineuse annuelle, originaire du continent américain, cultivée pour ses graines riches en huile alimentaire (40%) et en Omega 6 et 9. Le tournesol est utilisé pour l'alimentation humaine (huile, graines) et animale (tourteaux riches en méthionine, à destination des bovins et poules pondeuses), mais également l'industrie.</p>
<p>Sésame Sesame <i>Sesamum indicum</i></p>		<p>Le sésame est une plante oléagineuse, cultivée pour ses graines dans les régions tropicales et subtropicales (zones à longues saisons chaudes, de l'équateur à 40°N ou S) dans des conditions similaires à celle du coton. Les graines produisent une huile riche.</p>
<p>Colza Rapeseed <i>Brassica napus</i></p>		<p>Le colza est une plante oléagineuse annuelle, plutôt adapté aux climats tempérés. Riche en huile et en protéines végétales, ses graines font l'objet d'utilisation diverses (alimentation animale et humaine, chimie verte, carburants).</p>
<p>Ricin Castor Oil Seed <i>Ricinus communis</i></p>		<p>Le ricin une plante oléagineuse pluriannuelle (arbuste), originaire d'Afrique tropicale et d'Inde. Elle est cultivée en Afrique pour son huile à destination de nombreux usages (alimentaire, santé, industriel).</p>
<p>Lin Linseed <i>Linum usitatissimum</i></p>		<p>Le lin cultivé est une plante oléagineuse annuelle, cultivée pour ses fibres textiles et ses graines oléagineuses. L'huile est utilisée tant en alimentation humaine qu'animale que dans l'industrie.</p>
<p>Coton Cotton Seed <i>Gossypium sp.</i></p>		<p>Le coton est une plante oléagineuse, cultivée plutôt sous la forme d'une plante annuelle, pour les fibres qui entourent sa graine. La graine est également utilisée pour son huile et les tourteaux : alimentation animale et humaine, industrie (cosmétique, apprêt des cuirs). La culture du cotonnier nécessite des niveaux de précipitations minimum de 400 à 700 mm.</p>

Perspectives régionales Par le SER de Nairobi

L'Afrique de l'Est et l'Océan Indien, pilier africain de la production de céréales et de protéines végétales

Alors que les céréales (maïs, sorgho, riz, blé, etc.) représentent la base de la production et de l'alimentation dans de nombreux pays de la région, la culture de haricots secs et autres protéagineux constitue une source importante de protéines végétales. La production de céréales et d'oléo-protéagineux en AEOI a connu une forte progression ces 20 dernières années (+67 % de surface cultivée, +161% de production). Si la production d'oléagineux ne représente que 27% de la production d'Afrique subsaharienne, elle s'établit à 40 % pour les céréales et les protéagineux. La région AEOI s'affiche comme leader de la production de blé et d'orge en Afrique subsaharienne, mais également de haricots et de sorgho, et dans une moindre mesure de maïs et de riz. Pour autant, la dépendance aux importations s'accroît progressivement pour plusieurs céréales (blé, riz, voire maïs), mais surtout pour les huiles et oléagineux. La crise sanitaire, amplifiée par la guerre en Ukraine, met aujourd'hui en lumière l'importance de ces productions stratégiques pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ces populations et invite les gouvernements et les acteurs privés à s'inscrire dans une approche plus intégrée des systèmes alimentaires, favorable au développement conjoint de ces productions agricoles.

Une production de céréales et de légumineuses, diversifiée et en forte croissance

Des surfaces en croissance de + 67 % en 20 ans. Les surfaces consacrées à la production de céréales et d'oléo-protéagineux représentent un total de 57,3 Mha en AEOI (+ 67 % en 20 ans, soit + 2,6 % par an). La part de ces surfaces représente la grande majorité des surfaces cultivées et récoltées en AEOI (81,4% en moyenne sur la région), sauf dans certains pays comme Djibouti, Maurice et les Seychelles ou comme ceux plus proches du Bassin du Congo (Ouganda, Rwanda, Burundi), où la production et la consommation de tubercules (manioc, patates douces, pommes de terre) et de bananes sont traditionnellement plus développées. Les systèmes de cultures de la Corne de l'Afrique et de Madagascar sont davantage tournés vers les céréales, dans des proportions qui rejoignent celles observées en France ou dans l'UE : 60 à 80 % des terres cultivées et récoltées y sont ainsi consacrées. Au contraire, les systèmes de culture de la Communauté d'Afrique de l'Est (hors RDC), bien que fortement dominés par la culture de maïs, se situent dans des proportions en céréales, égales ou inférieures à la moyenne africaine (20 à 50 % des terres cultivées y sont consacrées), tout en observant des proportions (10 à 40 %) bien plus importantes consacrées à la culture de protéagineux (légumes secs). Toutes ces productions sont avant tout destinées à la consommation humaine, les cultures spécifiquement fourragères, à destination de l'alimentation animale, ayant du mal à s'imposer.

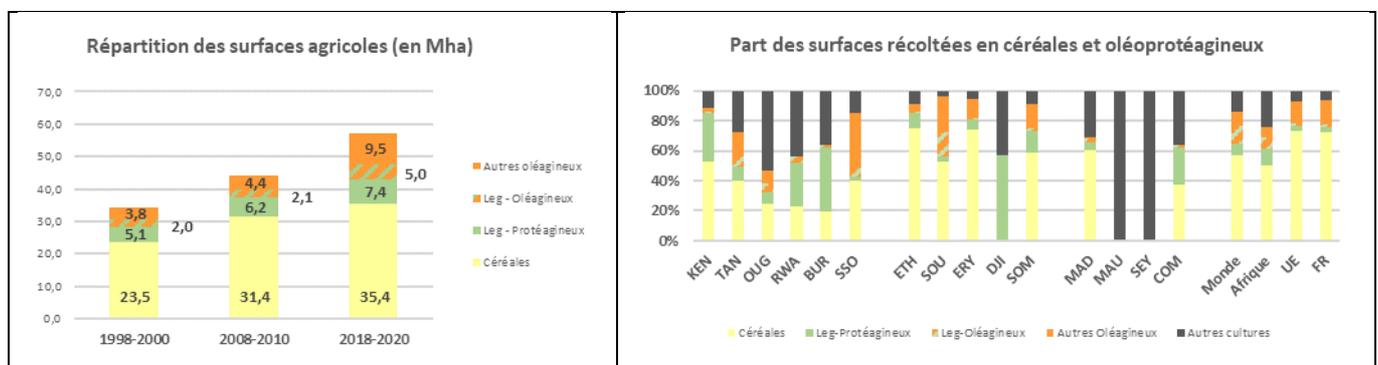


Figure 1 : Surfaces cultivées (à gauche) et part des surfaces récoltées (à droite) en céréales et oléo-protéagineux (Source FAO)

Une production en hausse de + 161 % en 20 ans. La production de céréales et d'oléo-protéagineux suit cette tendance haussière en s'établissant à 80,6 MT/an (+ 161 % en 20 ans, soit + 4,9 % par an), avec une progression plus prononcée ces 10 dernières années pour les céréales et les oléagineux. La région s'affiche ainsi comme leader de la production de blé et d'orge en Afrique subsaharienne, mais également de haricots et de sorgho, et dans une moindre mesure de maïs et de riz.

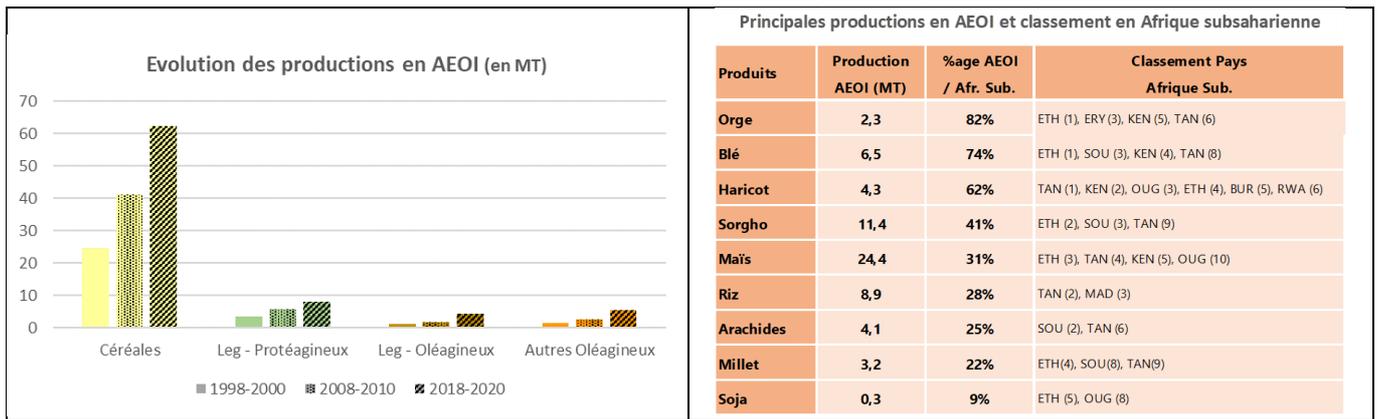


Figure 2 : Evolution des productions en AEOI sur 20 ans (gauche) et classement en Afrique subsaharienne (Source FAO)

40% de la production céréalière d'Afrique subsaharienne. Les surfaces et la production céréalières représentent un total de 35,4 Mha de terres cultivées et de 62,5 MT récoltées en AEOI (soit 31 % des surfaces récoltées en céréales et 40 % de la production céréalière en Afrique subsaharienne). Si la production de maïs est dominante en Afrique de l'Est et en Ethiopie – l'Ethiopie, la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda se plaçant parmi les 10 premiers producteurs de maïs en Afrique subsaharienne –, la production de sorgho et de millet se concentre dans les zones plus arides de l'Ethiopie et du Soudan, ces 2 pays se classant respectivement 2^{ème} et 3^{ème} producteur de sorgho et 4^{ème} et 8^{ème} producteur de millet en Afrique subsaharienne. Le riz, principale céréale cultivée à Madagascar, connaît un essor particulièrement marqué en Tanzanie, où le pays est devenu, en 20 ans, totalement auto-suffisant et exportateur de la céréale, se classant 2^{ème} producteur de riz en Afrique subsaharienne, derrière le Nigéria, mais devant Madagascar. L'orge, le blé et le teff sont par ailleurs des céréales particulièrement représentatives de la région qui concentre entre les ¾ et la totalité de la production de ces céréales en Afrique subsaharienne. L'Ethiopie s'affiche ainsi comme le premier producteur de blé en Afrique subsaharienne, devant l'Afrique du Sud, le Soudan et le Kenya.

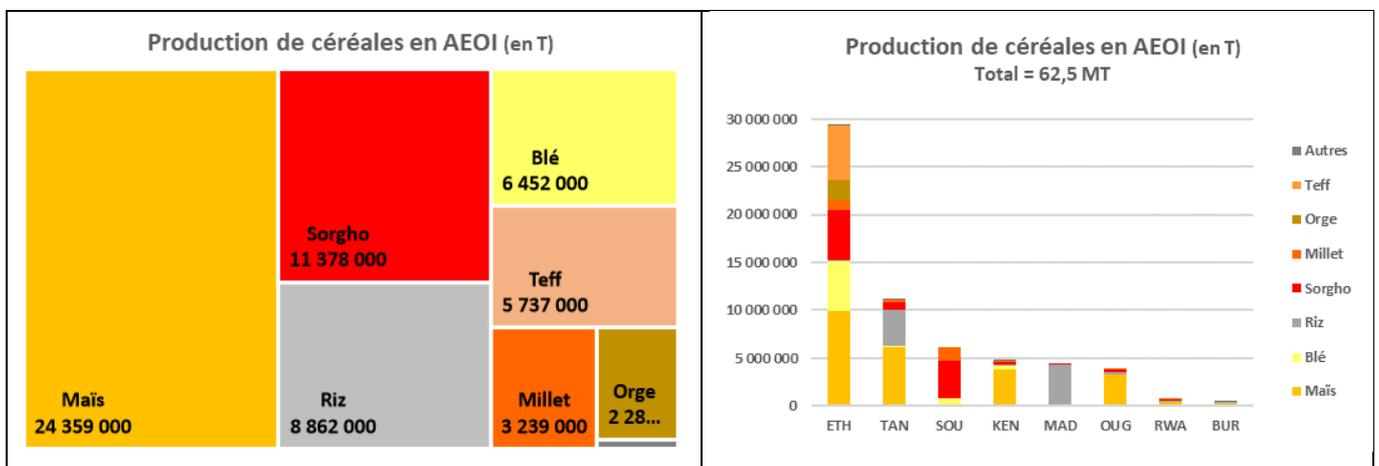


Figure 3 : Production totale de céréales en AEOI et répartition par pays (Moyenne 2018-2020) (Source FAO)

40 % de la production de protéagineux d'Afrique subsaharienne. Les surfaces et la production de protéagineux représentent un total de 7,4 Mha de terres cultivées et de 8,1 MT récoltées en AEOI (soit 27 % des surfaces récoltées en protéagineux et 40 % de la production en Afrique subsaharienne). Si les pays d'Afrique de l'Est et l'Ethiopie s'affichent comme les 6 premiers leaders africains de la production de haricots secs, la région compte une grande diversité de production de protéagineux (fèves, pois chiches, niébé, pois secs, pois d'Angole, lentilles, etc.) que l'on retrouve notamment dans les systèmes de culture en Ethiopie, en Tanzanie, au Kenya et au Soudan.

27 % de la production d'oléagineux d'Afrique subsaharienne. Les surfaces et la production de protéagineux représentent un total de 14,5 Mha (dont 5 Mha en arachides et soja) et de 10,0 MT récoltées en AEOI (dont 4,5 MT en arachides et soja), ce qui représente 38 % des terres cultivées et récoltées en oléagineux et 27 % de la production en Afrique subsaharienne. Si l'arachide représente la principale culture oléagineuse en AEOI – le Soudan étant le 2^{ème} producteur d'Afrique subsaharienne, derrière le Nigéria, et la Tanzanie le 6^{ème} – la région

connaît une augmentation ces dernières années de la production de sésame (2,5 MT, soit une production multipliée par 4,3 en 20 ans) et de tournesol (1,5 MT, soit une production multipliée par 6,3 en 20 ans). Si le Soudan s'affiche en leader de la production de sésame (1,2 MT), devant la Tanzanie, l'Éthiopie et le Sud-Soudan, la production de tournesol est principalement dominée par la Tanzanie (1,0 MT), suivie par l'Ouganda et le Soudan. La production de soja (313 000 T au total en AEOI) reste encore faible, mais se développe dans la région comme en Éthiopie, en Ouganda, en Tanzanie et au Rwanda (notamment sur des surfaces historiquement allouées à la production de canne à sucre). Le colza et la moutarde peinent encore à se développer, même si ces cultures représentent une diversification intéressante en zone de culture du maïs et en rotation avec les céréales à paille, blé et orge.

Au total, la production de légumineuses en AEOI s'établit à 12,6 MT/an, soit 31 % de la production d'Afrique subsaharienne. Avec une production diversifiée de légumineuses (protéagineux, soja, arachides) et largement dominée par les haricots secs et les arachides, la région s'affiche comme un des leaders de ces productions en Afrique subsaharienne, même si la production de soja reste encore en recul dans la région.

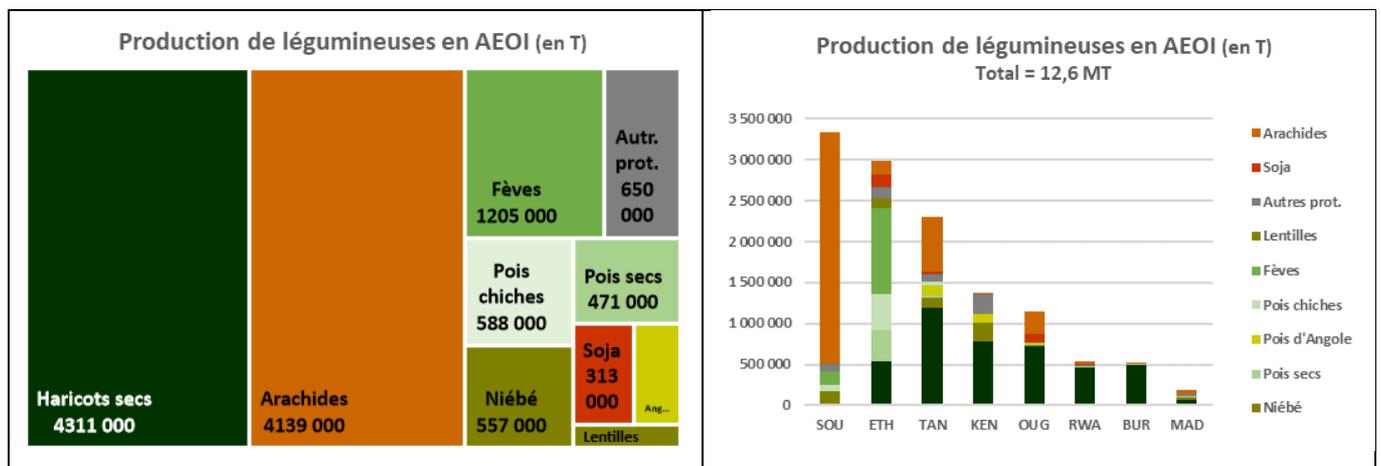


Figure 4 : Production totale de légumineuses en AEOI et répartition par pays (Moyenne 2018-2020) (Source FAO)

Une consommation en hausse, riche en protéines végétales, mais dépendante des importations

Les céréales comme base de l'alimentation. Dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien, les céréales représentent plus de 50 % des apports en calories (68 % en Éthiopie, 63 % à Madagascar, 51 % au Kenya et au Soudan) alors que ce taux est de 31 % en France et de 44 % dans le Monde. Les céréales représentent également une source majeure de protéines, différente en fonction des pays mais qui peut atteindre 64 % à Madagascar (riz), 63 % en Éthiopie (teff, maïs, sorgho, blé), 51 % au Soudan (sorgho, millet, blé), 48 % au Kenya (maïs, blé, sorgho). Les céréales sont avant tout consommées sous forme de grain ou de farine et destinées à l'alimentation humaine, mais une partie est également destinée au secteur des boissons (orge, maïs, sorgho) ou de l'alimentation animale. Le niveau d'autosuffisance en céréales reste supérieur à 80 % pour les principaux pays de la région (Tanzanie, Éthiopie, Ouganda, Madagascar, Soudan du Sud, Burundi, Érythrée), mais inférieur à 20% pour plusieurs d'entre eux (Seychelles, Djibouti, Maurice, Somalie, Comores) qui s'affichent ainsi comme fortement non autosuffisants.

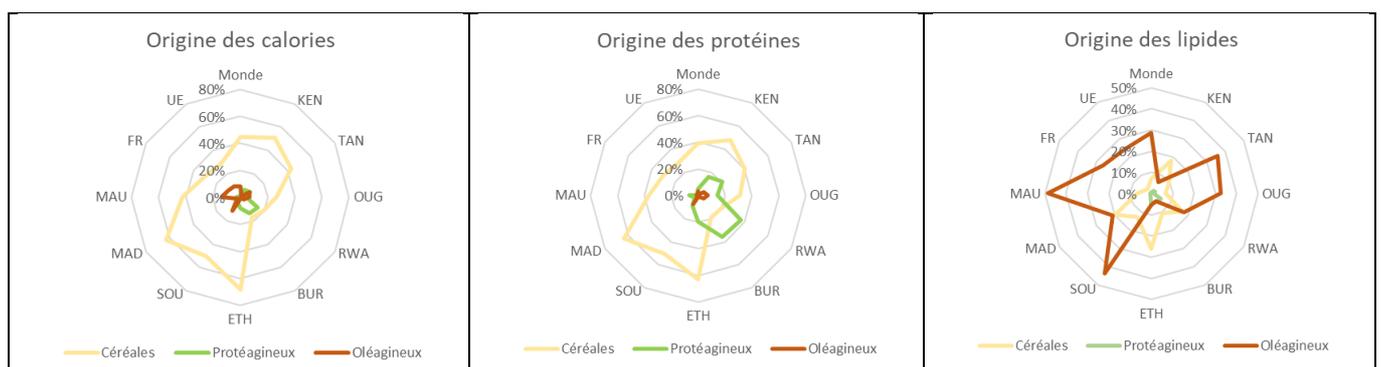


Figure 5 : Part des céréales et oléo-protéagineux dans les apports en calories, protéines et lipides (Source FAO)

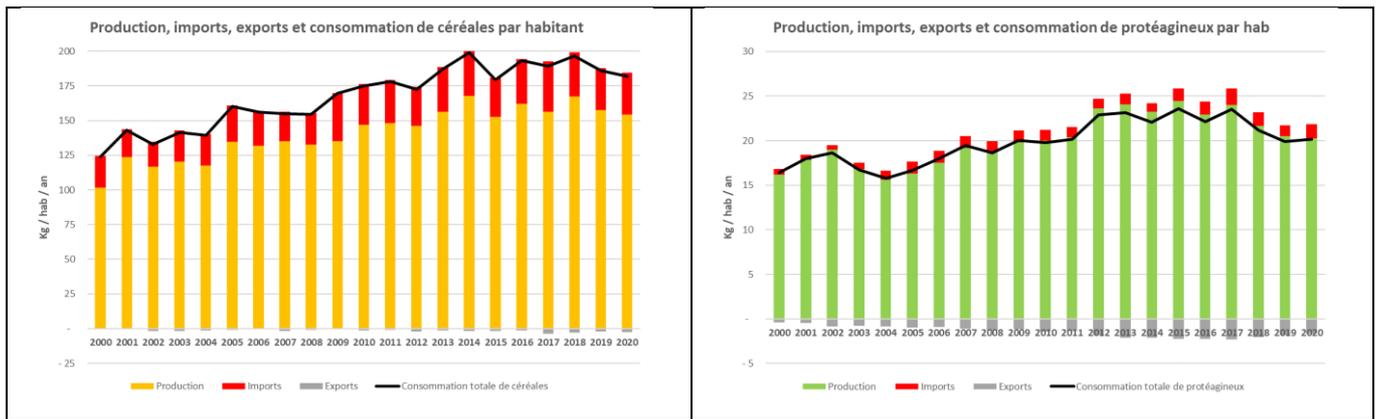


Figure 8 : Evolution de la production, des imports, des exports et de la consommation de céréales et de protéagineux, ramenés par habitant en AEOI, de 2000 à 2020 (Source FAO)

%age Consommation importée	KEN	TAN	OUG	RWA	BUR	SSO	ETH	SOU	ERY	DJI	SOM	MAD	MAU	SEY	COM
Maïs	10%	1%	0%	20%	10%	20%	1%	43%	0%	100%	11%	1%	100%	100%	2%
Blé	84%	79%	96%	91%	89%	100%	19%	76%	58%	100%	98%	92%	100%	100%	100%
Riz	85%	0%	48%	78%	0%	100%	68%	80%	100%	100%	100%	14%	100%	100%	57%
Sorgho	39%	1%	4%	18%	19%	15%	2%	3%	27%	100%	39%	84%	-	100%	-
Millet	11%	0%	0%	4%	21%	0%	0%	0%	0%	-	-	-	100%	100%	-
Orge	0%	0%	100%	100%	-	-	1%	-	0%	-	100%	-	100%	100%	-
Haricots secs	14%	0%	1%	2%	1%	84%	0%	1%	7%	0%	3%	0%	105%	100%	100%
Niébé	0%	0%	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	0%	-	-	-
Pois secs	140%	25%	43%	1%	0%	100%	14%	100%	0%	100%	100%	15%	100%	100%	100%
Pois d'Angole	0%	0%	0%	-	0%	-	-	-	0%	-	-	-	-	-	0%
Pois chiches	10%	0%	1%	100%	100%	100%	0%	1%	0%	-	100%	100%	100%	100%	100%
Lentilles	76%	-	100%	100%	100%	100%	3%	100%	98%	100%	100%	4%	100%	100%	100%
Fèves	100%	-	100%	100%	100%	100%	0%	6%	0%	100%	100%	-	100%	100%	-
Soja	88%	17%	3%	16%	1%	100%	0%	100%	-	-	-	21%	100%	100%	-
Arachide	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	-	0%	0%	0%	-	100%
Toumesol	17%	0%	0%	100%	0%	0%	2%	0%	-	-	100%	100%	100%	100%	-
Sésame	11%	0%	0%	100%	100%	0%	0%	0%	0%	100%	1%	100%	100%	100%	-
Coton	0%	0%	0%	-	0%	-	0%	0%	-	-	0%	0%	-	-	-
Huiles végétales	112%	50%	81%	144%	35%	33%	88%	47%	96%	100%	99%	94%	100%	100%	28%

Tableau 1 : Part de la consommation en céréales et oléo-protéagineux d'origine importée (Moyenne sur 2018-2020) (Source FAO)

Des importations en provenance de Russie, d'Inde, du Pakistan, d'UE, d'Ukraine pour pallier le déficit en céréales. Si pour certaines productions (comme le maïs), les importations s'effectuent en priorité sur le marché régional, les importations de céréales, hors AEOI, s'établissent autour de 3,1 Mds USD en moyenne sur 2019 à 2021, soit 5 % de la valeur des importations hors AEOI de ces pays. La Russie, l'Ukraine et l'UE sont les principaux partenaires pour les échanges de blé, alors que l'Inde et le Pakistan le sont pour le riz. Les importations de protéagineux sont bien moins importantes et représentent un total d'environ 155 MUSD, soit 5 % de la valeur des importations de céréales. La Turquie, les USA, et dans une moindre mesure le Canada et l'Ukraine, représentent les principaux partenaires commerciaux pour les protéagineux (pois secs, etc.).

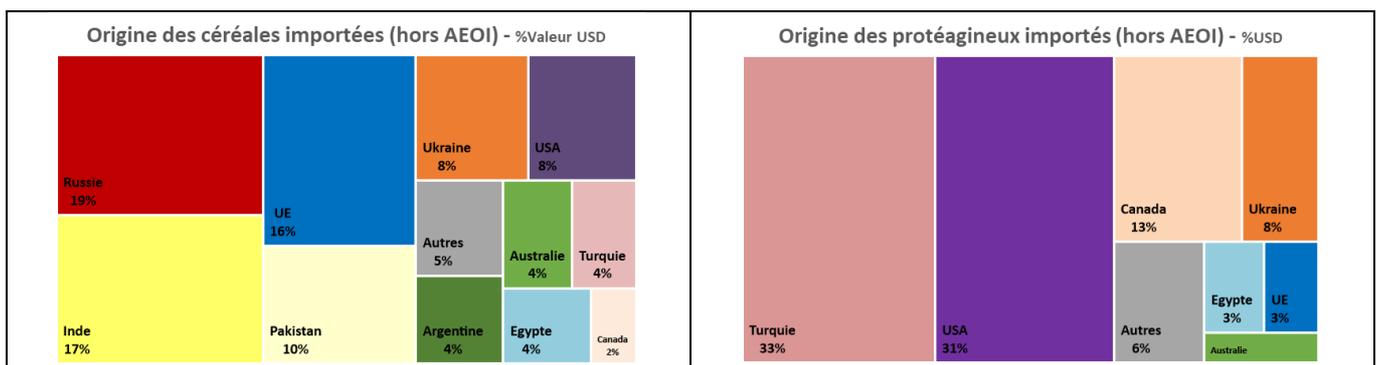


Figure 9 : Origine des importations de céréales et de protéagineux en AEOI en pourcentage de la valeur USD (Source douanes)

Le blé : une dépendance aux importations différentes en fonction des sous-régions. Avec 7,3 MT importées sous forme de grains, le blé représente la principale céréale importée par les pays d'AEOI. A cette quantité s'ajoute 0,8 MT de farine de blé importée, à destination de pays dont les capacités de transformation de céréales restent insuffisantes (Somalie, Soudan du Sud, Erythrée, Djibouti, Madagascar). Si la Russie est le principal exportateur de blé sous forme de grains vers les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (hors RDC), elle se positionne en 2^{ème} position, derrière l'UE, pour la Corne de l'Afrique et l'Océan Indien. Pour les farines, la Turquie et l'Égypte, transformant notamment des grains en provenance de Russie et d'Ukraine, se positionnent en premiers fournisseurs.

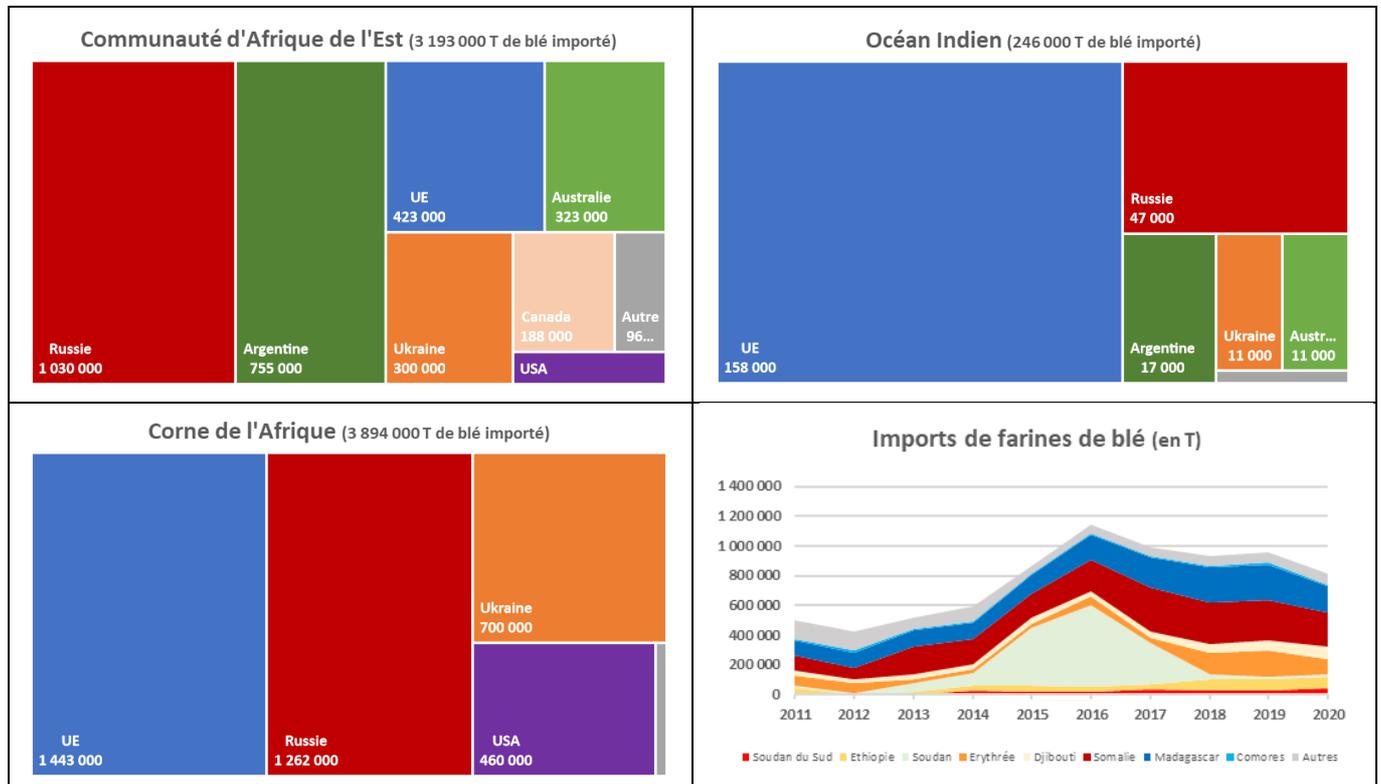


Figure 10 : Origine des importations de blé en AEOI et évolution des imports de farine de blé (Sources douanes et FAO)

Les huiles végétales : une très forte dépendance aux importations que la production d'oléagineux n'arrive pas à contenir. Le cas des huiles végétales est très particulier. Si les productions d'oléagineux (arachides, soja, tournesol, ou autres) ont connu une forte progression ces dernières années (+ 6,6 % par an, en moyenne sur 20 ans), leur transformation locale ne permet pas d'approvisionner de manière suffisante une demande toujours croissante. Alors que la production d'huile a doublé en 20 ans en AEOI, passant de 0,5 MT à 1,0 MT d'huiles végétales, les importations ont quant à elles été multipliées par 7 sur la période, passant de 0,5 MT à 3,5 MT (dont 3,0 MT d'huile de palme, raffinée ou non, et 0,5 MT d'huile de tournesol). Les coûts de production, les prix de vente et les rendements à l'hectare (bien supérieurs pour l'huile de palme) expliquent pour beaucoup cette tendance.

L'alimentation animale : une situation contrastée en fonction des pays. En AEOI, la production agricole est avant tout destinée à l'alimentation humaine. Dans ce contexte, peu de productions sont directement destinées à l'alimentation animale. Le secteur s'approvisionne ainsi essentiellement sur le marché des céréales alimentaires (maïs, sorgho, etc.), des sous-produits de la transformation des céréales (sons de blé et de riz, etc.) ou de la transformation des oléagineux (tourteaux de tournesol et de soja, etc.). La dépendance aux importations reste nuancée en fonction des pays et du développement notamment des filières volailles et porcines. Le Kenya, l'Ile Maurice, la Tanzanie, Madagascar, le Rwanda et l'Ouganda s'affichent comme des importateurs de tourteaux à destination de l'alimentation animale. Chaque année, le Kenya importe en moyenne 152 000 T de tourteaux (tournesol, soja, coton) pour ses besoins d'élevage et l'Ile Maurice 55 000 T de tourteaux de soja. La Tanzanie, le Soudan et l'Ouganda s'affichent quant à eux comme des pays exportateurs (dans la région ou sur de plus longues distances) de tourteaux de tournesol, d'arachides, de coton et de soja.

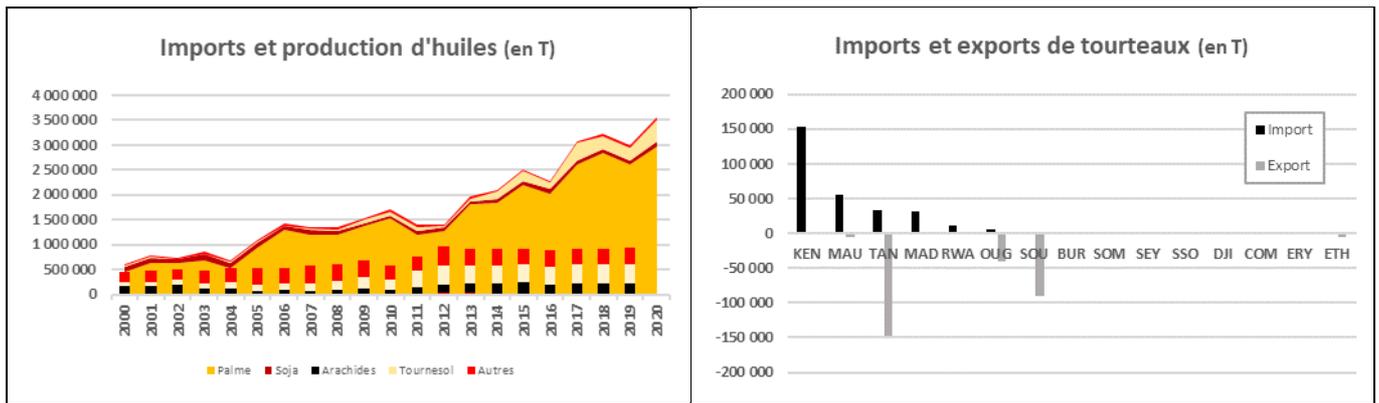


Figure 11 : Import/Production (en histogrammes) d'huiles (à gauche) – Import/Export de tourteaux (à droite) en AEOI (Source FAO)

Le double défi de la croissance démographique et de la souveraineté alimentaire

Avec une croissance démographique de + 2,5%/an, le risque d'une dépendance accrue aux importations est particulièrement important. Alors que la région compte aujourd'hui près de 400 millions d'habitants, elle devrait atteindre 500 Mhbts à horizon 2030 et 750 Mhbts à horizon 2050, soit 10 millions de nouveaux consommateurs à satisfaire chaque année (l'équivalent de la population de la région Ile-de-France). Malgré l'augmentation générale de la production, le niveau de dépendance tend à s'accroître pour ce qui concerne les céréales (blé, riz, maïs) et les huiles alimentaires. Des déficits en protéines d'origines végétale et animale (soja, arachides, tourteaux, volailles, etc.) sont par ailleurs observés. Les défis à relever pour les systèmes alimentaires sont donc particulièrement importants afin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, et de garantir une plus grande souveraineté alimentaire, nationale et régionale.

Un risque amplifié par des facteurs externes : le changement climatique et l'augmentation des cours de l'énergie et des matières premières. Si les efforts réalisés ces 20 dernières années ont permis d'observer une croissance importante des surfaces (+2,6 %/an) et de la production (+4,9 %/an) en céréales et oléo-protéagineux, il est probable que ces niveaux de performance ne puissent être atteints sur la prochaine décennie au regard des contraintes et aléas climatiques (sécheresses, inondations, évolution des conditions pédoclimatiques, etc.) et de l'augmentation du prix de l'énergie et des matières premières qui impactent la disponibilité en intrants (engrais, produits phyto, semences, etc.) et pèsent sur les échanges commerciaux.

Un risque également amplifié par des facteurs internes, et notamment la productivité et la structuration du secteur agricole. Plusieurs freins sont régulièrement mis en avant et limitent la production et la productivité agricole, comme la faiblesse des rendements, la qualité et la disponibilité en intrants, la petite taille des exploitations, l'accès au foncier, le faible niveau de structuration des filières, le manque d'infrastructures (stockage, irrigation, voies d'accès, etc.), la vulnérabilité face aux aléas climatiques, etc. Ces 20 dernières années, l'augmentation de la production a fait l'objet de stratégies, de réalités et de leviers différents en fonction des pays, mais la production de céréales a vraisemblablement bénéficié d'une attention plus particulière, comme en témoigne l'analyse des facteurs d'évolution des productions de céréales et de légumineuses : une augmentation des surfaces et des rendements (même si limitée) pour les céréales, et une augmentation davantage portée sur l'augmentation des surfaces pour les légumineuses.

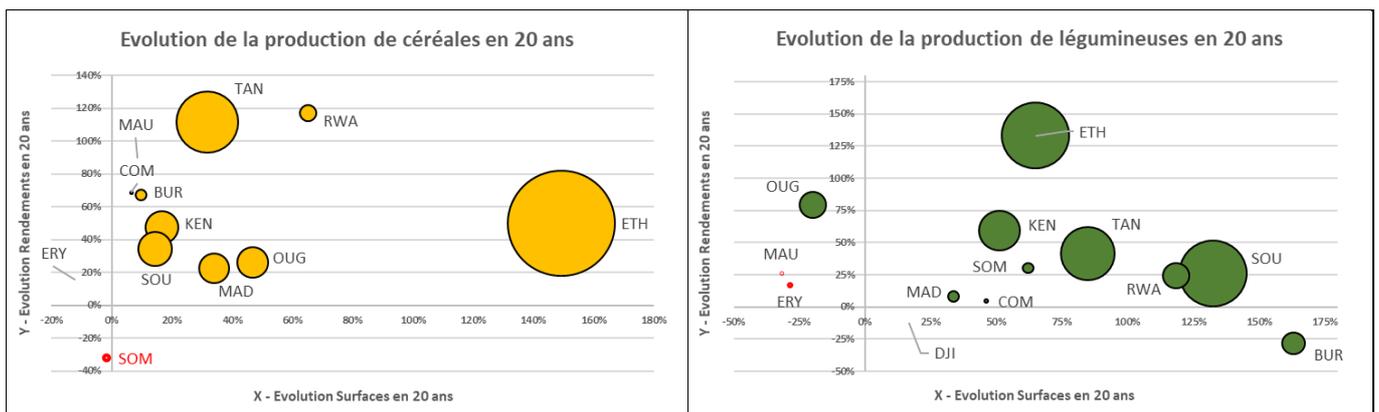


Figure 12 : Facteurs d'évolution des productions de céréales et de légumineuses en AEOI (Source FAO)

Vers une approche plus intégrée des systèmes alimentaires, favorable au développement conjoint des céréales et des légumineuses ?

Des stratégies agricoles bousculées dans le contexte actuel. Alors que de nombreux pays se sont dotés de stratégies à 10 ou 20 ans pour leur secteur agricole, et que de nombreux bailleurs se sont engagés à financer des projets dans les domaines du développement agricole, du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le contexte actuel invite à requestionner les enjeux et les moyens pour y parvenir. L'approche « système alimentaire » est dorénavant davantage mise en avant et renvoie vers une approche plus intégrée des stratégies agricoles et nutritionnelles pour renforcer la sécurité et la souveraineté alimentaires des pays. Dans ce contexte, l'intérêt porté aux oléagineux (arachide, soja, tournesol, etc.), et dans une moindre mesure aux protéagineux, est grandissant, même si l'approche combinatoire des céréales et des légumineuses, reconnue comme pertinente, reste encore timide. Au niveau de la production de céréales et des oléo-protéagineux, l'amélioration des niveaux de productivité est considérée comme un axe de travail prioritaire, mais rendu complexe par les systèmes agricoles en place. Dans certaines situations, l'augmentation des surfaces semble plus simple à mettre en œuvre, mais nécessite d'importants investissements (irrigation, routes, etc.) et peut se heurter aux conflits d'usage.

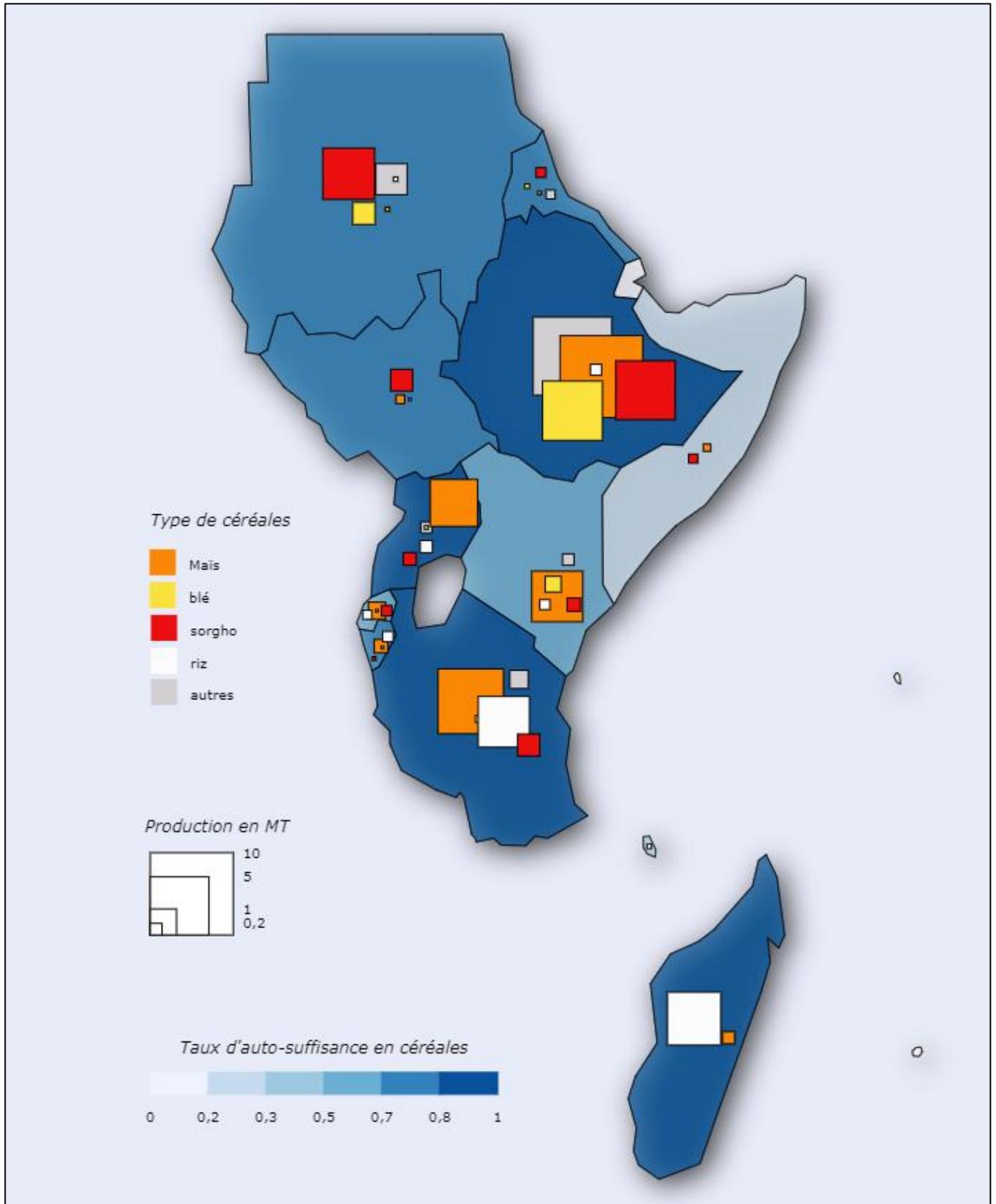
Vers une approche plus systémique ? Avec la crise COVID-19 et la guerre en Ukraine, l'augmentation du prix de l'énergie et des matières premières a poussé de nombreux gouvernements à renforcer leur politique de subvention aux intrants pour sécuriser à court terme leur niveau de production et d'autonomie alimentaire. La BAD a ainsi mobilisé une grande partie de l'enveloppe d'1 Mds USD annoncée en 2022 pour accompagner ces politiques publiques africaines. A moyen terme néanmoins, de nouvelles approches, à la fois sectorielles et systémiques, pourraient être encouragées et se déployer. La recherche d'une approche plus systémique et intégrée par les systèmes alimentaires, en considérant les multiples bénéfices de la culture et de la consommation des légumineuses, pourrait notamment se dessiner dans certains pays.

De nouvelles pistes d'actions ? Le contexte actuel est particulièrement favorable à la révision d'un certain nombre d'approches traditionnelles, mais cette transformation est rendue complexe par le nombre de dimensions à prendre en compte (agriculture, nutrition, emploi, environnement, climat, commerce, etc.). Plusieurs pistes d'actions, particulièrement vertueuses, peuvent néanmoins être identifiées et se combiner pour soutenir la transformation des systèmes agricoles et alimentaires. La promotion d'innovations dans les pratiques culturales représente un levier important pour améliorer la productivité agricole des céréales et oléo-protéagineux : si l'accès aux semences et aux intrants de qualité reste pertinent, la maîtrise du travail du sol et des conditions de semis, par le déploiement de petites mécanisations et d'outils d'aide à la décision, peut contribuer à renforcer les niveaux de rendement par une meilleure maîtrise de la densité et des conditions de semis – notamment pour les productions les plus sensibles (blé, orge, soja, etc.) – et par une meilleure conduite des itinéraires techniques (apports fractionnés en engrais, quantité et période d'application, etc.). La promotion d'innovations dans les rotations culturales, en introduisant de nouvelles productions dans les assolements (sorgho, niébé, soja, tournesol, colza, etc.), peut par ailleurs contribuer à réduire la dépendance aux importations, renforcer la sécurité nutritionnelle, tout en proposant le déploiement de pratiques plus agro-écologiques et la mise en place de systèmes de cultures plus résilients. La promotion d'innovations organisationnelles, tant au niveau de l'organisation des producteurs que des filières, représente un autre levier pertinent : le terme « filière » est en effet plus fort de sens que le terme « chaîne de valeur », car il implique une approche plus collective et concertée entre les différents acteurs ; cette approche est particulièrement importante dans le cadre du développement de productions, aux débouchés multiples, et valorisées après transformation comme les oléagineux (huiles, tourteaux, etc.). Le renforcement de la place du secteur privé, le soutien aux investissements dans les filières (irrigation, stockage, transformation, commercialisation, etc.), la sécurisation des imports et la diversification des sources d'approvisionnement, ou la création et la diffusion de connaissances (recherche appliquée, formation, vulgarisation et conseil) représentent autant d'autres leviers de transformation de ces filières. Enfin, les approches « démonstrateur », comme celles proposées par les projets FASEP, ou la mise en relation d'acteurs privés locaux et internationaux, peuvent favoriser les innovations et les changements de paradigmes et sont susceptibles d'accélérer la transformation des systèmes agricoles et alimentaires.

Le graphique du mois

Par le SER de Nairobi

Production de céréales en AEOI



Source : Carte réalisée par le SER de Nairobi à partir des données FAO

Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi Par le SER de Nairobi



Le haricot avant tout, même si le maïs et le riz sont en essor

Alors que l'alimentation de base est avant tout constituée de manioc et de banane, le Burundi se positionne comme l'un des plus grands consommateurs de haricots au Monde. Si le pays est quasi-entièrement dépendant des importations pour le blé, les productions de riz et de maïs connaissent un essor ces 10 dernières années. Ces productions, essentiellement vivrières, connaissent néanmoins des fluctuations substantielles d'une année sur l'autre, compte tenu de la grande vulnérabilité des systèmes de production face aux variations climatiques et à la disponibilité en intrants. L'augmentation des prix des denrées alimentaires, amplifiée par la guerre en Ukraine, impacte aujourd'hui la disponibilité en céréales, en protéines végétales, mais aussi en protéines animales, et justifie, encore davantage, de faire converger les enjeux agricoles et nutritionnels, dans un pays où la malnutrition touche plus de 10% de la population et où plus de 50% des enfants connaissent des retards de croissance.

La production de haricots bien devant celle du maïs et du riz

Le maïs et le riz comme principales céréales. La production de céréales au Burundi est dominée par le maïs (274 000 T pour 228 000 ha en moyenne sur 3 ans) et le riz (160 000 T pour 52 000 ha). Ces deux cultures ont connu une augmentation sensible des surfaces en production et des quantités produites ces 10 dernières années. Le sorgho (21 000 T pour 35 000 ha, en baisse ces dernières années), le millet (10 000 T pour 9 000 ha) et le blé (12 000 T pour 12 000 ha) sont d'autres céréales cultivées en plus petite quantité dans le pays.

Une production de protéagineux dominée par le haricot. Le haricot est, de loin, la légumineuse la plus cultivée dans le pays. Sa culture est possible à toutes les altitudes. Même si les surfaces cultivées et les niveaux de production varient d'une année sur l'autre, et d'une saison à l'autre, la production s'établit, en moyenne sur 2018/2020, à 491 000 T pour 773 000 ha. Les rendements sont particulièrement faibles et en baisse et s'établissent à 0,6 T/ha. D'autres protéagineux sont cultivés en plus petites quantités, comme le pois sec (12 000 T pour 2 900 ha, en baisse) et le pois d'Angole (2 800 T pour 2 400 ha, en légère augmentation).

L'arachide et le soja comme principaux oléagineux. La culture d'oléagineux reste peu développée dans le pays : l'arachide (10 600 T pour 16 900 ha) et le soja (2 500 T pour 4 700 ha) font partie des principales cultures, auxquelles il convient d'ajouter le coton (1 800 T pour 2 500 ha) dont les graines sont valorisées en huile.

En synthèse, alors que les tubercules (manioc, patate douce, pomme de terre) et la banane représentent les principales cultures alimentaires du pays, le haricot arrive en 3^{ème} position en termes de production. Au total, la production de céréales et d'oléo-protéagineux s'établit en moyenne à 1,0 MT/an, pour une surface récoltée de 1,2 Mha, ce qui révèle des niveaux de productivité particulièrement bas. Fortement dépendantes des conditions climatiques et de la disponibilité en intrants, ces productions connaissent par ailleurs des fluctuations importantes d'une année à l'autre, et tout particulièrement pour ce qui concerne les céréales.

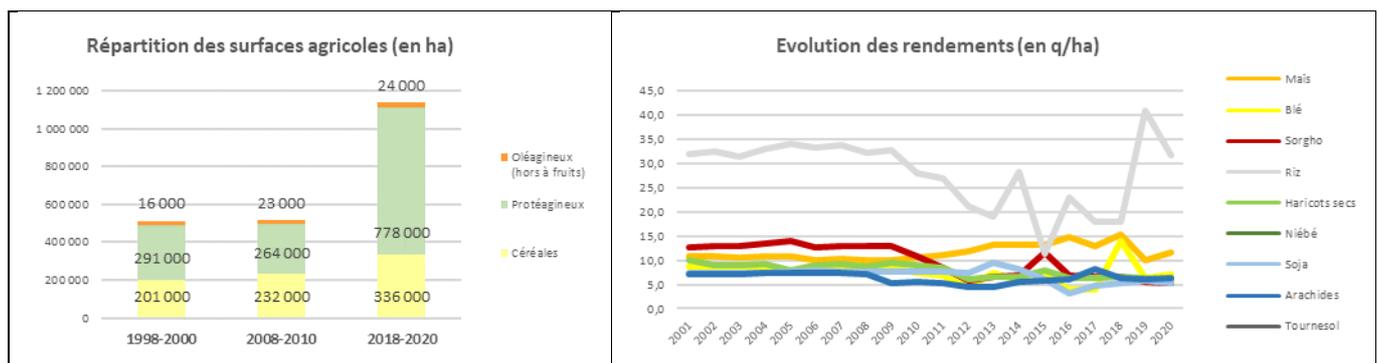
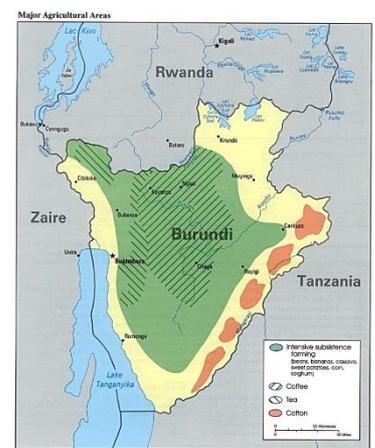


Figure 13 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

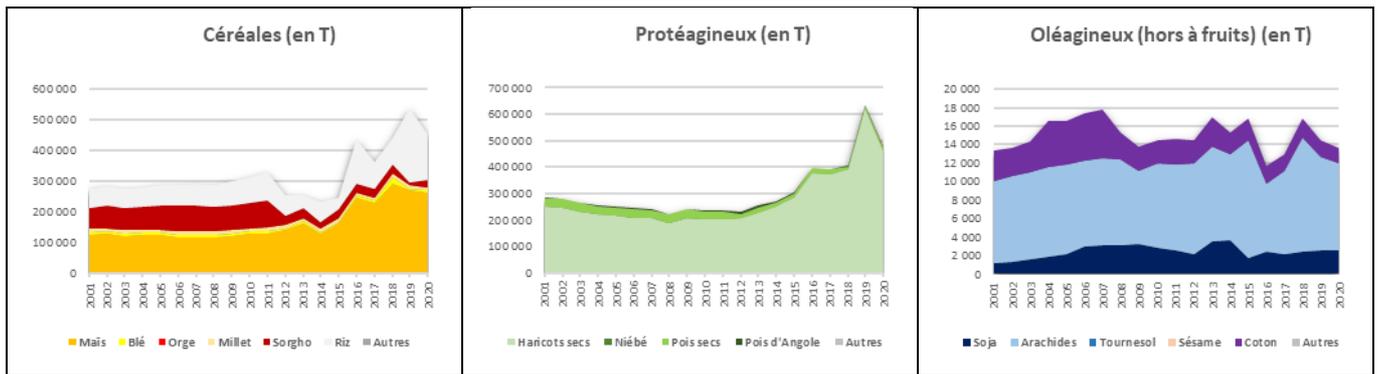


Figure 14 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Le haricot comme base de l'alimentation burundaise, après les tubercules et la banane. La consommation de haricots concerne la grande majorité de la population burundaise qui compte parmi les plus grands consommateurs de haricots au monde. Ils sont consommés frits sous forme d'*Ibiharage* ou en soupe sous forme de *Marahagwe* et représentent la principale source de protéines au Burundi (92,9% des apports protéiques étaient d'origine végétale en 2019 selon la FAO), mais aussi de micronutriments comme le Fer et le Zinc. Sur 2,1 millions de ménages que compte aujourd'hui le Burundi, les autorités estiment que les besoins alimentaires s'établiraient à 144 kg/ménage/an pour le haricot, à 215 kg/ménage/an pour le maïs et à 120 kg/ménage/an pour le riz. La consommation de légumineuses (haricots, mais aussi pois secs, pois d'Angole, arachides, soja) s'établit à 74,2 g/pers/jour, bien au-delà de la moyenne mondiale, mais ne suffit pas à combler les carences en acides aminés et nutriments essentiels, dans un régime riche en tubercules et où les apports protéiques sont quasi-exclusivement d'origine végétale. La malnutrition toucherait ainsi plus de 10 % de la population et le pays présenterait des taux de retard de croissance chez les enfants parmi les plus élevés au monde, soit 54 %, avec une prévalence chez les garçons et en zone rurale.

L'autoconsommation comme principal débouché des productions de céréales et de protéagineux. L'agriculture familiale fournit 95% de l'alimentation, mais ne parvient pas à couvrir tous les besoins nutritionnels. La production agricole s'étend en moyenne sur 0,5 ha par ménage. Si les céréales et les protéagineux sont avant tout produits pour être auto-consommés, le haricot s'avère être la denrée la plus commercialisée sur les marchés et les centres de négoce du Burundi, et représente ainsi une source de revenu non négligeable pour les petits agriculteurs burundais. En ville, les habitudes alimentaires se diversifient quelque peu et la consommation de produits préparés hors du foyer se développe progressivement.

Un recours aux importations pour compléter une production insuffisante en céréales et huiles végétales. Plusieurs productions locales font l'objet d'importations complémentaires pour mieux satisfaire la demande nationale. C'est le cas notamment du blé (*cf infra*), du maïs, du sorgho et du millet pour les céréales, mais aussi de l'huile de palme, et dans une moindre mesure, de l'huile de tournesol. Les importations sont néanmoins limitées par l'augmentation des prix de ces denrées alimentaires, liée aux impacts de la crise COVID-19 et de la guerre en Ukraine, mais aussi aux restrictions des déplacements transfrontaliers en provenance d'Ouganda et du Rwanda qui imposent de passer par la Tanzanie, augmentant d'autant le prix du fret de produits tels que la farine de maïs ou les haricots.

Une forte dépendance au blé importé. Le blé (sous forme de grains ou de farine) représente la denrée la plus importée au regard de sa consommation. Près de 90% du blé consommé au Burundi est ainsi importé, auquel s'ajoute un volume non négligeable de farine. Le blé est historiquement importé de Russie, même si une diversification des approvisionnements s'observe ces dernières années en provenance de l'UE et du Royaume Uni (UK).

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	273 770	228 124	12,0	29 165	10%	TAN, AdS, OUG, ZAM	-	0%
Blé	12 085	11 942	10,1	94 431	89%	RUS, UE, UK	-	0%
Riz	160 169	51 998	30,8	37	0%	-	-	0%
Sorgho	20 774	35 135	5,9	4 747	19%	TAN, OUG	-	0%
Autres céréales	24 003	32 764	7,3	2 705	10%	-	211	1%
Haricots secs	491 194	772 591	6,4	3 166	1%	TAN, CHINE	7	0%
Niébé	-	-	-	-	-	-	-	-
Pois secs	12 160	2 874	42,3	1	0%	-	-	0%
Pois d'Angole	2 810	2 354	11,9	-	0%	-	-	0%
Autres protéagineux	-	-	-	-	-	-	-	-
Soja	2 521	4 659	5,4	-	0%	-	-	0%
Arachide	10 589	16 869	6,3	-	0%	-	-	0%
Tournesol	-	-	-	19	0%	-	694	-
Autres oléa. à graines	1 834	2 538	7,2	19	1%	-	46	2%
Huiles végétales	22 143	-	-	11 886	35%	INDO, KEN, EGY	206	1%
Tourteaux	Pas données	-	-	686	-	-	325	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	49	-	-	3 888	-
Farines	Pas données	-	-	11 607	-	TAN, RUS	18 316	-

Tableau 2 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Source FAO et douanes)

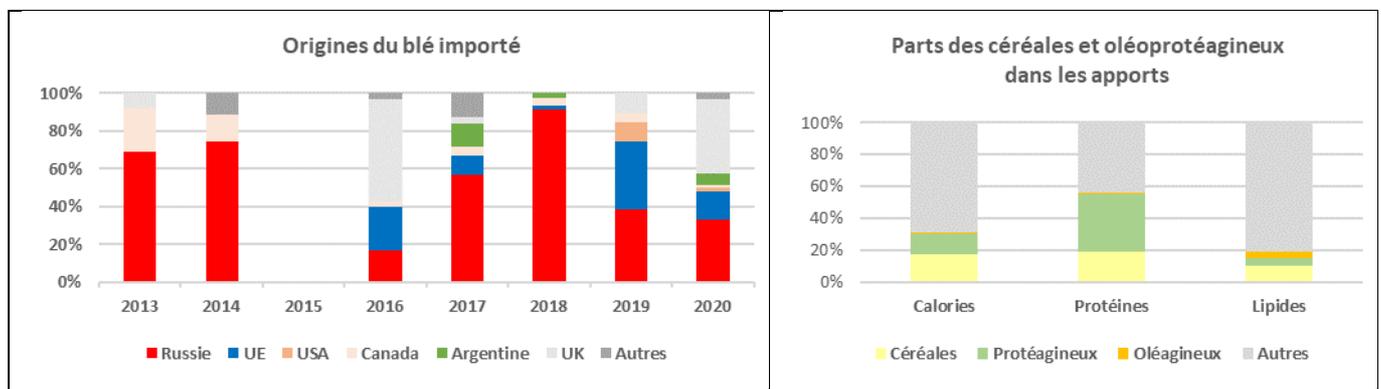


Figure 15 : Evolution des origines du blé importé (Gauche) et Part des céréales, oléagineux et protéagineux dans les apports caloriques, protéiques et lipidiques en 2019 (Droite) (Source FAO et douanes)

Structuration des filières et principaux enjeux

L'agriculture, essentiellement familiale, est pratiquée par environ 1,2 million de familles rurales sur de très petites exploitations (moyenne de 0,5 ha). Les cultures vivrières représentent 90 % de la surface cultivée. Une majorité d'exploitations pratique ainsi une agriculture de subsistance, utilise peu d'intrants, est peu mécanisée et dispose d'un accès limité aux financements, ce qui contribue à de faibles niveaux de productivité.

Les filières céréales et oléo-protéagineuses, à visée vivrières, sont de fait peu structurées. S'il existe une grande diversité de petites entreprises artisanales de transformation, notamment meunières, la quasi-totalité de ces entreprises relèvent du secteur informel. Le manque de structures et de capacités de stockage, l'absence de transformation organisée, et de marchés en aval, limitent les interactions entre les différents maillons des filières et leur structuration. Un acteur majeur, l'entreprise SAVONOR, domine le secteur des huiles végétales. L'entreprise FOMI, créée en 2019, est quant à elle le seul acteur du secteur des engrais organo-minéraux.

A court terme, le pays connaît des hausses de prix et des pénuries sur des produits comme le blé et la farine, mais également les carburants, impactant ainsi la logistique locale. L'approvisionnement en blé reste critique dans un contexte où les capacités de stockage et financière sont limitées.

A moyen terme, les principaux enjeux du secteur agricole burundais, pour renforcer la sécurité alimentaire et limiter la dépendance aux importations, résident dans l'amélioration de la productivité agricole, la lutte contre la fragmentation et la dégradation des terres et la transformation d'un secteur dominé par une agriculture de subsistance vers un secteur plus productif, orienté vers les marchés (zones urbaines notamment). Pour y parvenir, plusieurs leviers agronomiques, technologiques, socio-économiques, organisationnels et institutionnels doivent être activés, tout en notant que ces investissements ne seront pas spécifiques au secteur des céréales et des oléo-protéagineux. Le développement et le renforcement de l'accès aux semences, aux

engrais, et plus généralement, aux intrants de qualité est particulièrement souhaitée. La diffusion de nouvelles variétés et pratiques culturales, la promotion d'innovations technologiques, l'amélioration de la production et la diffusion de connaissances (recherche, vulgarisation), tout comme l'amélioration de l'accès aux financements constituent d'autres leviers identifiés pour améliorer la productivité agricole. La réforme de la gouvernance foncière est citée par de nombreuses parties prenantes comme capitale pour limiter la fragmentation des terres et leur dégradation par des pratiques agricoles difficilement durables compte tenu des faibles surfaces considérées. Au-delà de l'investissement dans le stockage, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, la transformation du secteur nécessitera également des investissements dans les secteurs de l'énergie, de la logistique (connectivité routière) ou de l'irrigation. Enfin, pour renforcer la lutte contre la malnutrition et l'accès à une plus grande variété et quantité de protéines végétales et animales, le développement de filières céréales et légumineuses à des fins d'alimentation animale pourrait être encouragé.

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Un objectif de croissance de 8,3% sur 10 ans pour le secteur agricole. Le gouvernement s'est doté en 2018 d'un Plan National de Développement – PND 2018/27 – qui fixe des objectifs ambitieux pour le secteur agricole : renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles, accroissement durable de la production agricole, promotion d'une agriculture familiale de marché. Des efforts particuliers sont attendus dans l'extension des périmètres irrigués, la mécanisation de l'agriculture, l'intensification agricole et la régionalisation des cultures. Les subventions aux engrais et aux semences améliorées ont été confortées dans ce cadre.

Fin 2020, le gouvernement a élaboré un document d'orientation de la politique environnementale, agricole et d'élevage qui décline les objectifs spécifiques du PND et liste une série de projets à soutenir tels que l'intensification des cultures de maïs, de riz et de haricot ou le développement de la filière millet. L'amélioration de la disponibilité en semences améliorées (à travers la création d'entreprises de multiplication de semences en lien avec ISABU, l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi) et en engrais (à travers le renforcement des capacités de production d'engrais organiques) fait partie des priorités. La réduction des pertes post-récolte est également recherchée, tout comme la diffusion de connaissances en s'appuyant sur la mise en place de « centres de rayonnement », entités régionales d'intensification agricole. Les objectifs sont ambitieux : (i) pour le maïs : augmentation de 5% par an de la production, introduction de 3 nouvelles variétés plus performantes, création de 2 usines de transformation et de 2 hangars de stockage ; (ii) pour le riz : mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de la filière riz établie en 2020, construction de 5 hangars de stockage, 5 aires de séchage et 5 unités de transformation ; (iii) pour le haricot : opérationnalisation de 40 multiplicateurs de semences et développement de la culture du haricot volubile qui pourrait multiplier par 2 ou 3 la productivité à l'hectare du haricot nain. Sur les filières animales, et pour renforcer la disponibilité en protéines animales, un objectif de triplement de la production de volailles et de quintuplement de la production de porcs est fixé et amplifie les besoins en céréales et protéines végétales pour l'alimentation animale.

Plusieurs projets de développement des cultures de céréales et de haricots mis en œuvre. Plusieurs programmes et projets ont été initiés et financés ces dernières années, sur fonds propres ou avec l'appui des bailleurs internationaux, dans le domaine du soutien à la production céréalière (riz, maïs) et du haricot. C'est le cas notamment du Programme National de Subvention des Engrais (PNSEB), du Programme National de Subvention des Semences du Burundi (PNSSB), du Projet Régional de Développement Agricole Intégré dans les Grands Lacs (PRDAIGL, financé par la BM et portant notamment sur les filières riz et maïs), du Programme de Développement des Filières (PRODEFI, financé par le FIDA et portant notamment sur les filières riz et haricot), ou du Projet d'Intensification de la Production Agricole et de Réduction de la Vulnérabilité au Burundi (PIPARV-B, financé par le FIDA et portant notamment sur les filières maïs et porcines).

La malnutrition, une priorité. Au-delà du soutien aux programmes de développement agricole, de nombreux financements sont mobilisés par les bailleurs pour soutenir les actions notamment du PAM, de l'UNICEF, des ONG afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. L'augmentation du prix des matières premières conduit aujourd'hui à un renforcement de ces actions. La France, au-delà du soutien aux actions du PAM, se mobilise depuis plusieurs années dans le cadre du projet PAGRONUT (financements FSPI) pour soutenir l'entrepreneuriat dans ce domaine, avec l'appui du pôle de compétitivité VALORIAL et renforcer l'offre locale en produits à haute valeur nutritive pour les enfants (farines enrichies, à base de maïs et de soja, par exemple).

Communauté d'Afrique de l'Est – Kenya Par le SER de Nairobi

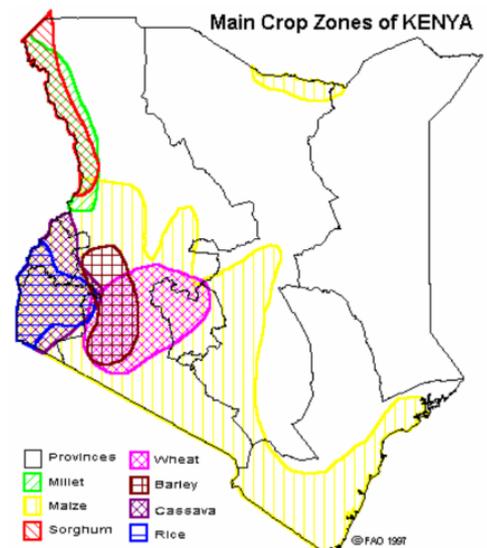


Le maïs, base de la production

Au Kenya, la production céréalière est dominée par le maïs, qui couvre près de 40% des terres arables et constitue l'alimentation de base kenyane, très loin devant la production de sorgho, de blé, de millet et de riz. La production de légumineuses est dominée par le haricot sec, mais le niébé et le pois d'Angole font également partie des habitudes culturelles et alimentaires dans certaines régions. Pour toutes ces productions, le Kenya reste néanmoins dépendant des importations et des augmentations de surfaces cultivées pour assurer les besoins croissants de la population, compte tenu d'une relative stabilité des rendements. Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine, et amplifié par une importante sécheresse qui touche le Nord et l'Est du pays depuis maintenant 4 saisons de production, le renforcement de la production céréalière fait partie des priorités agricoles. L'augmentation des surfaces irriguées et la subvention d'engrais et de semences à destination des plus petites exploitations sont les axes d'intervention privilégiés pour assurer la sécurité alimentaire du pays.

Une production dominée par le maïs

Une production céréalière de maïs avant tout. Les surfaces cultivées en céréales s'établissent à 2,7 Mha pour une production totale de 4,9 MT. Le maïs (blanc) est la principale céréale cultivée, couvrant 2,2 Mha, soit 38% des terres arables, une surface en forte augmentation ces 20 dernières années (+47%), compensant l'absence d'augmentation de rendement. Les autres céréales cultivées représentent des surfaces bien moins importantes : le Sorgho arrive en 2^{ème} position avec 220 000 ha (un doublement en 20 ans), le blé en 3^{ème} avec 130 000 ha et le millet en 4^{ème} avec 120 000 ha. Si le maïs, le sorgho et le millet sont davantage cultivés sur des petites surfaces et pour l'autoconsommation, le blé est quant à lui davantage cultivé pour la commercialisation et sur des parcelles de plus grande taille (plateaux du Centre du pays, à plus de 1500 m d'altitude : Nakuru, Trans Mara, Uasin Gishu, Nyandarua, Narok, Meru Central, Trans Nzoia, Keiyo et Laikipia). Les surfaces cultivées en riz ont quant à elles doublées en 20 ans, et s'établissent désormais à 28 000 ha.



Une production diversifiée de protéagineux, dominée par les haricots secs. La production de protéagineux (ou légumineuses à graines) s'étend sur plus d'1,7 Mha et atteint 1,4 MT. Les haricots secs représentent les 2/3 de cette surface, soit 1,2 Mha. Le niébé (basses terres de l'Est, Nord de la Vallée du rift, Nyanza, Ouest) et le pois d'Angole (Makueni, Kitui, Mwingi, Mbeere, Tharaka, Meru et Machakos) sont les 2 autres cultures protéagineuses d'importance, avec 250 000 ha et 130 000 ha. Les surfaces sont en forte progression pour le niébé (+140% en 20 ans) et en nette diminution pour le pois d'Angole (-20%), tout en doublant la production ces 20 dernières années.

Une faible production d'oléagineux. Les surfaces consacrées aux oléagineux (hors à fruits) représentent tout juste 175 000 ha. 28 000 ha sont consacrés au sésame, 17 000 ha à l'arachide, 14 000 ha au ricin et 14 000 ha au coton. La culture de tournesol est en forte diminution ces 20 dernières années (passant de 13 000 à 5 000 ha), alors que la culture de soja reste très peu développée et se stabilise autour de 2 400 ha.

En synthèse, la production de céréales et d'oléo-protéagineux se répartit sur l'ensemble des comtés du Centre, du Sud et de l'Ouest du pays, bénéficiant d'une diversité de zones agroécologiques. Certaines cultures (sorgho, millet, niébé) se développent quant à elles dans les comtés plus arides et semi-arides du pays (ASAL). L'association fréquente de la culture du maïs avec celle du haricot, en rotation ou en inter-rang, explique pour beaucoup la prédominance de ces deux cultures pour l'autoconsommation.

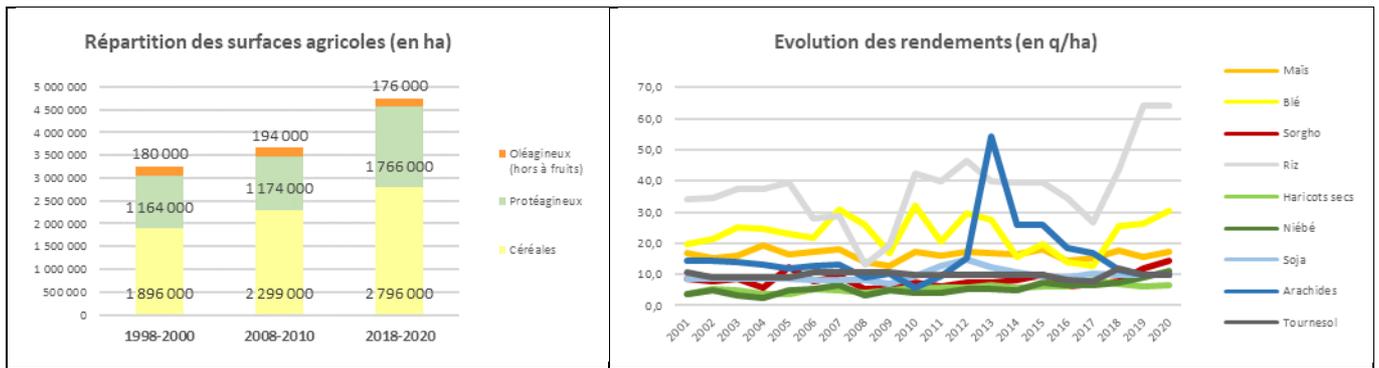


Figure 16 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

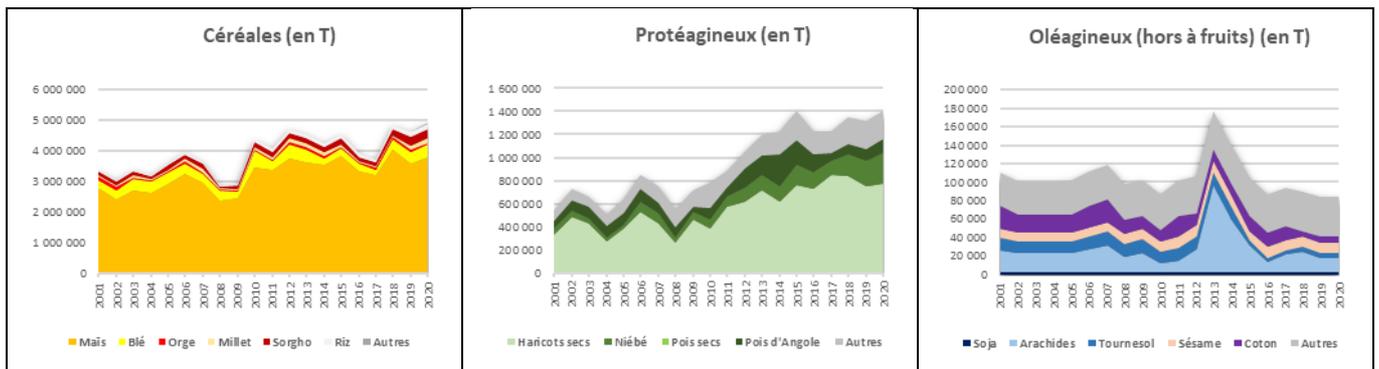


Figure 17 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Le maïs et le haricot comme base de l'alimentation kenyan. Les céréales et les haricots représentent plus de 60% des apports en calories et en protéines du régime moyen kenyan. Les repas les plus courants comprennent l'*ugali* – préparé avec de la farine de maïs –, les *chapatis* et les *mandazis* – préparés avec de la farine de blé –, ou le *pilau* – riz préparé avec une variété d'épices. La consommation de légumineuses s'établit à 47,0 g/pers/jour, au-delà de la moyenne mondiale, apportant une plus grande diversité d'acides aminés d'origine végétale : la consommation des haricots secs, le pois d'Angole et le niébé, et dans une moindre mesure l'arachide, est ancrée dans les habitudes alimentaires kenyanes, même si le maïs reste l'aliment de base du régime kenyan, à la fois pour ses apports calorifiques et protéiques. Un guide national recommande de consommer des légumes secs et fruits oléagineux au moins quatre fois par semaine (<https://www.fao.org/nutrition/education/food-dietary-guidelines/regions/countries/kenya/en/>).

L'autoconsommation comme premier débouché des productions de céréales et de protéagineux. Avec plus de 4 millions de petits producteurs, une grande partie de la production kenyan de maïs et de haricots est avant tout auto-consommée. Seuls 1/3 des producteurs commercialiseraient une partie de leur production, dont 86% à destination de l'alimentation humaine. En valeur, selon les données KNBS, le maïs arriverait ainsi en 2^{ème} position des céréales commercialisées au Kenya (6,9 Mds KES ~57M€), derrière le blé (10,4 Mds KES ~ 87M€).

Une forte dépendance aux importations de céréales et d'huiles végétales. Si le Kenya importe entre 80 et 90% de sa consommation de blé, les importations de riz, de maïs et de sorgho sont également significatives, traduisant un déficit important de production de céréales pour assurer l'auto-suffisance alimentaire du pays. Les importations d'huiles végétales sont également très importantes (1MT/an) et directement liées à un fort déficit en production d'oléagineux dans le pays (tournesol, soja, arachides). Ce déficit conduit également à l'importation de plus de 150 000 T de tourteaux pour l'alimentation animale, qui souffre également d'une faible production de cultures directement destinées à cet usage (maïs grains, maïs ensilage, soja, sorgho, luzerne, etc.).

Une dépendance – à plus de 85% au blé importé – qui s'accroît. Alors que le blé représente 13% des apports en calories, plus de 85% de la consommation locale de blé est importée, notamment en provenance de Russie, mais également d'Argentine et plus récemment d'Australie. L'UE (Allemagne, Pologne, Lettonie) est

classiquement le 3^{ème} fournisseur de blé kenyan, en représentant 15,8% des parts de marché. Cette dépendance aux importations s'accroît compte tenu des contre-performances observées dans la production de blé local ces dernières saisons. Le prix du blé importé s'établissait à 251,4 USD/T en moyenne sur 2017-2021 (305,3 USD/T depuis le Canada, 246,2 USD/T depuis l'UE, 245,4 USD/T depuis la Russie et 242,9 USD/T depuis l'Argentine). A ce jour, les réserves en blé sont critiques, les meuniers travaillant à 30-40% de leur capacité, alors que la consommation mensuelle s'établit habituellement autour de 0,2 MT).

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	3 794 926	2 252 789	16,8	409 950	10%	TAN, OUG, ZAM	6 192	0%
Blé	369 167	134 895	27,4	1 872 644	84%	RUS, ARG, UE, AUS	2 994	1%
Riz	151 360	26 411	57,3	882 077	85%	PAK, INDE, TAN	490	0%
Sorgho	264 000	233 420	11,3	114 315	39%	AUS, INDE	88 441	34%
Autres céréales	190 070	148 741	12,8	15 531	8%	-	18 439	10%
Haricots secs	786 122	1 171 187	6,7	127 279	14%	TAN, UK	26 467	3%
Niébé	226 815	246 880	9,2	-	0%	-	-	0%
Pois secs	-	-	-	50 144	140%	USA, UKR, TAN	14 425	-
Pois d'Angole	105 620	126 080	8,4	-	0%	-	-	0%
Autres protéagineux	235 863	221 409	10,7	6 733	3%	-	21 936	9%
Soja	2 397	2 395	10,0	16 086	88%	TAN, MALAWI	228	10%
Arachide	17 467	16 671	10,5	-	0%	MALAWI, ARG	-	0%
Tournesol	5 333	5 000	10,7	1 062	17%	UKR, OUG, RUS	54	1%
Autres oléa. à graines	60 662	151 861	4,0	1 890	3%	-	3 381	6%
Huiles végétales	24 729	-	-	980 483	112%	INDONESI, MALAISIE	131 031	530%
Tourteaux	Pas données	-	-	152 369	-	TAN, ZAM, MAL, OUG	65	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	53 921	-	TAN, OUG	143 384	-
Farines	Pas données	-	-	15 266	-	EGY, TAN, INDE	2 740	-

Tableau 3 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

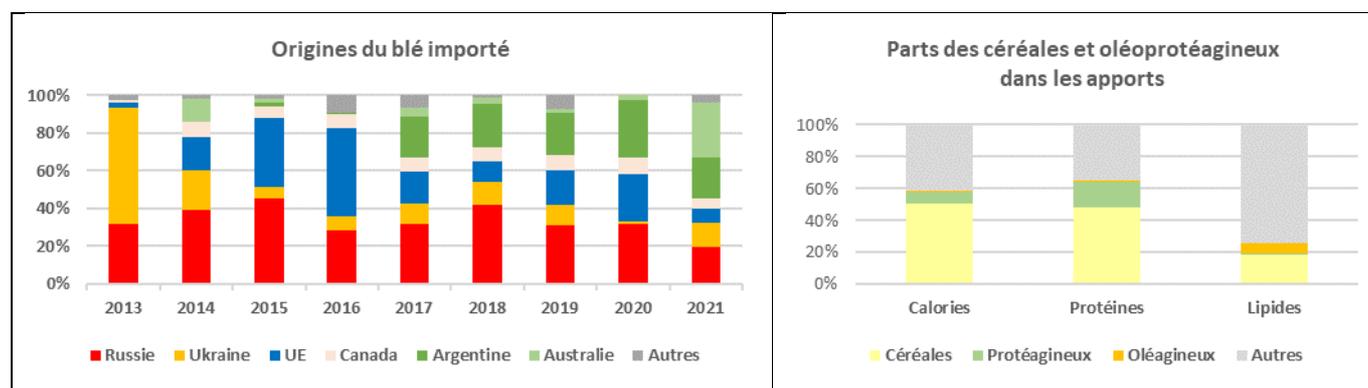


Figure 18 : Evolution des origines du blé importé (Gauche) et Part des céréales, oléagineux et protéagineux dans les apports caloriques, protéiques et lipidiques en 2019 (Droite) (Sources FAO et douanes)

Structuration des filières et principaux enjeux

Entre petits producteurs et grandes exploitations. Le secteur des céréales et des oléo-protéagineux est marqué à la fois par des productions assurées par des petits producteurs et de plus grands opérateurs. Pour le maïs, près de 3 millions de petits producteurs, cultivant en moyenne 1,6 ha, assument 70% de la mise sur le marché, le reste serait assuré par 3500 grandes exploitations. Pour le blé, la plus grande partie de la production est assurée par des exploitations de moyenne et grande taille (200 grandes exploitations de plus de 40ha – dont certaines entre 2 et 4 000 ha – assureraient 80% de la production), le reste serait assuré par 2000 petits producteurs. Les principaux producteurs sont regroupés au sein de la *Cereal Growers Association*.

Une multitude de meuniers mais un nombre limité d'huileries. Le maïs comme le blé sont avant tout consommés sous forme de farine. Si le secteur est dominé par quelques grands transformateurs regroupés essentiellement au sein de la *Cereal Millers Association*, l'*United Grain Millers Association* compte environ 140 meuniers de petite à moyenne taille. Dans le secteur des huiles, l'entreprise *Bidco* domine le marché et transforme une grande partie de la production kenyane de tournesol et de soja. D'autres acteurs tels que *Kapa Oil* et *Unilever Kenya* sont également présents. La contractualisation se développe par ailleurs entre les producteurs et les industriels de la transformation du soja, de l'orge et du sorgho.

A court terme, l'approvisionnement en maïs et en blé sous vigilance. Sous l'effet conjugué de la guerre en Ukraine et de la sécheresse qui sévit au Kenya depuis 2 ans, les stocks en maïs et en blé font l'objet d'une attention particulière des autorités. Chaque semaine, un point de situation est effectué dans le cadre du *Food Security Monitoring Committee*. Fin août, les stocks des meuniers étaient suffisants pour 1 à 2 mois d'activité, après une légère reprise des importations de blé et maïs, pour assurer la jointure avant la prochaine récolte.

A moyen terme, l'augmentation de la production locale est indispensable. Pour faire face à l'augmentation de la consommation et diminuer la dépendance aux importations, l'augmentation de la production en céréales et oléo-protéagineux est indispensable. Le Kenya dispose des conditions pédoclimatiques pour assurer une grande partie de ces productions, ce qui nécessite de relever plusieurs défis : augmentation des surfaces (développement de l'irrigation, structuration de l'amont), augmentation de la productivité (semences et intrants, mécanisation, santé et fertilité des sols, lutte contre les maladies et ravageurs, conseil agricole et financement, R&D, rotations et pratiques agroécologiques), et réduction des pertes post-récolte (stockage, transformation). Si l'amélioration des conditions de stockage constitue un levier à moyen terme, les marges de progrès sont particulièrement importantes sur le long terme concernant l'amélioration de la productivité, compte tenu des rendements relativement faibles (~17 q/ha pour le maïs, ~27 q/ha pour le blé, ~11 q/ha pour le sorgho, ou 7 q/ha pour les haricots). Le (re)développement de productions telles que le sorgho, le millet, le niébé et le pois d'Angole dans les régions plus arides du pays, ou le développement des cultures de soja (en conversion à la canne à sucre notamment), de tournesol (plutôt adapté à la région du lac Victoria et plus résistant que le maïs au stress hydrique) ou du colza (depuis 10 ans au Kenya, en manque de capacité de transformation, mais très intéressante dans les rotations maïs, blé, orge) constituent d'autres alternatives importantes, en insistant également sur les cultures à destination de l'alimentation animale.

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Un objectif de + 27% dans la production de maïs. L'*Agricultural Sector Transformation and Growth Strategy* (ASTGS) décline la stratégie agricole sur la période 2019-2029, en veillant notamment à atteindre « une sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous les kenyans », l'un des 4 piliers du *Big Four Agenda*. Le maïs fait partie des cultures cibles et un objectif d'augmentation de 27% de sa production est visé sur la période : la baisse des rendements oriente à ce jour la stratégie vers des engrais plus abordables (subventions, production locale) et l'augmentation des surfaces par le développement d'une agriculture commerciale à plus grande échelle sur les terres arables rendues disponibles, notamment par l'irrigation. Le sorgho fait également l'objet d'un objectif spécifique d'augmentation des surfaces de production de 5 000 ha. Le développement des légumineuses reste plus discret, même s'il est fait mention de relancer la culture du niébé sur 2 000 ha dans les comtés plus arides.

Plusieurs projets de développement des céréales. Plusieurs projets de la *Banque Mondiale* visent à renforcer la production et la productivité agricole, et mettent en avant l'augmentation de la productivité des céréales (sorgho, millet), l'amélioration des modalités de stockage comme celles du maïs (*Warehouse Receipt System*), ou la mise à disposition d'engrais ou de semences améliorées (*E-vouchers*). Le FIDA, avec un cofinancement de l'UE (123 MUSD au total), porte le principal projet dans le domaine des céréales : *Kenya Cereal Enhancement Programme – Climate Resilient Agricultural Livelihoods Window* (KCEP-CRAL 2015-2022). A destination des petits agriculteurs des zones arides et semi-arides, l'objectif est notamment d'améliorer la productivité du maïs, du sorgho, du millet et des légumineuses (haricots secs, pois d'Angole, niébé). L'ONG française FERT conduit par ailleurs un projet (*Transfert3*), financé par l'AFD, visant à la structuration des organisations des producteurs de céréales. Le consortium ITK/Airbus porte également un projet (*Kilimo*), financé par la DG Trésor sur crédits FASEP, pour l'amélioration de la fertilisation du maïs et le stockage de carbone dans les sols.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, la réserve stratégique et les subventions aux engrais sont remis en avant. Dans le contexte actuel, amplifié par la sécheresse, les bailleurs (notamment BAD) sont sollicités pour renforcer les programmes de subventions aux engrais et accélérer le processus de transformation de la *Strategic Food Reserve*, afin de reconstituer les stocks de maïs et d'y inclure d'autres commodités comme les haricots). Une attention particulière est également portée aux investissements qui pourraient renforcer l'autonomie alimentaire à moyen terme (irrigation, production de blé et de sorgho, farines enrichies, alimentation animale, etc.) et relever les défis de la nécessaire augmentation de la production locale pour faire face à la croissance démographique, dans un contexte de plus en plus affecté par les variations climatiques.

Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda

Par le SE de Kampala

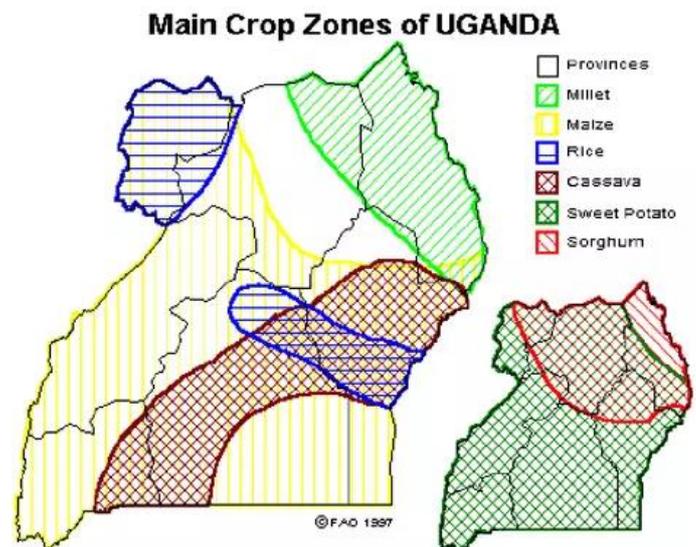


Le maïs comme céréale de base et les oléagineux pour réduire les importations

En Ouganda, le régime alimentaire, basé à la fois sur les céréales, les oléo-protéagineux, les tubercules et la banane, est très diversifié. La part des surfaces agricoles consacrées aux cultures de céréales et d'oléo-protéagineux est ainsi plus faible, en proportion, que dans les pays voisins. Pour autant, leur production et leur consommation représentent entre 40 et 50% des apports quotidiens en calories, protéines et lipides. La crise COVID-19 et la guerre en Ukraine soulignent une nouvelle fois les faiblesses du secteur agricole ougandais. Bien que largement auto-suffisant en maïs, sorgho, haricots secs et soja, le pays reste dépendant des importations de blé (à 96%), de riz (à 48%) et d'huile (à 81%) pour satisfaire les besoins alimentaires de sa population, qui connaît la plus forte croissance démographique au monde (+3,6%). Les pouvoirs publics mettent ainsi l'accent sur l'augmentation de la productivité à travers le développement de la mécanisation, de la vulgarisation et de l'irrigation mais également l'essor de filières, comme la filière oléagineuse.

Des surfaces significatives mais limitées par l'importance des tubercules et de la banane

Le maïs comme principale céréale. Représentant un volume de 3,4 MT et une superficie de 1,5 Mha en 2020, la culture des céréales est majoritaire en Ouganda. Cependant cette production est en baisse après plusieurs années de hausses successives depuis 2016, avec un pic de production de 3,6 MT en 2019. La production de céréales repose presque exclusivement sur la culture du maïs représentant 80% de l'ensemble de la production en 2020 et plus des 2/3 des surfaces cultivées en céréales avec 1,0 Mha de surfaces cultivées dans les régions allant de l'Ouest à l'Est du pays. Les cultures du sorgho, du millet et du riz couvrent des surfaces moins importantes (respectivement 306 000 ha, 151 000 ha, 69 000 ha en 2020) et génèrent moins de production (respectivement 252 000 T, 210 000 T, 200 000 T en 2020) mais se cultivent dans des zones où la production de maïs est moins facile. La production de blé reste quant à elle limitée à 15 000 ha représentant une production annuelle moyenne de 24 000 T.



Les haricots secs comme principale culture protéagineuse. Suite à une bonne production en 2017 (1 057 000 T), la production de protéagineux a baissé en Ouganda pour atteindre un niveau de production de 660 000 T en 2020. L'Ouganda produit presque exclusivement des haricots secs (92%). Les cultures protéagineuses représentaient une surface totale de 525 000 ha en 2020, dont 406 000 ha dédiés aux haricots secs, principalement cultivés dans le Nord-Ouest du pays. Les cultures de pois d'Angole, de Niébé, de pois secs et de pois chiches est à souligner (respectivement 18 000 ha, 14 000 ha, 13 000 ha, 5 000 ha), même si les surfaces consacrées à ces productions ont fortement diminué ces 20 dernières années.

Une diversité de cultures oléagineuses : arachides, tournesol, sésame. La production d'oléagineux peut se décomposer en la production d'oléagineux de types légumineuses (arachides et soja) et à graines (tournesol, sésame, coton). La culture d'arachides est la plus importante, avec une surface en production de 330 000 ha et une production estimée à 336 000 T en 2020. La production d'oléagineux à graines est majoritairement portée par la production de tournesol (275 000 T - 275 000 ha), de sésame (146 000 T - 215 000 ha) et de coton (128 000 T - 94 000 ha) se concentrant sur le Nord et l'Est du pays. La production de soja représente une surface et une production significative pour la région (52 000 ha – 75 000 T), mais cette production est en forte baisse sur les 20 dernières années, contrairement aux autres productions en constante croissance depuis 2012. La production de ricin représente enfin 1000 T pour une surface de 3 000 ha.

En synthèse, dans un pays où la production de tubercules et de bananes est très importante, les céréales représentent 20% des surfaces agricoles cultivées, les oléagineux 13% et les protéagineux 7%. Ces cultures sont majoritairement le fait de petites exploitations agricoles réparties principalement dans le Nord, l'Est et l'Ouest du pays.

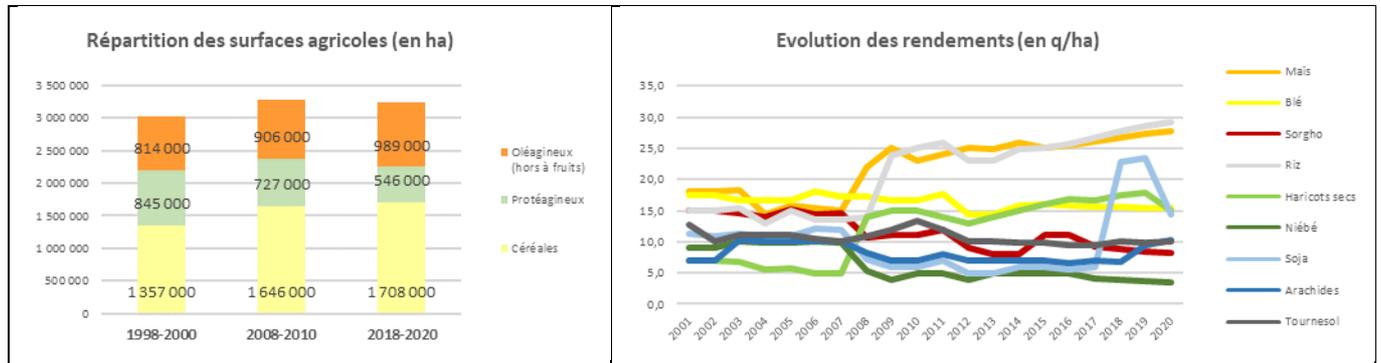


Figure 19 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

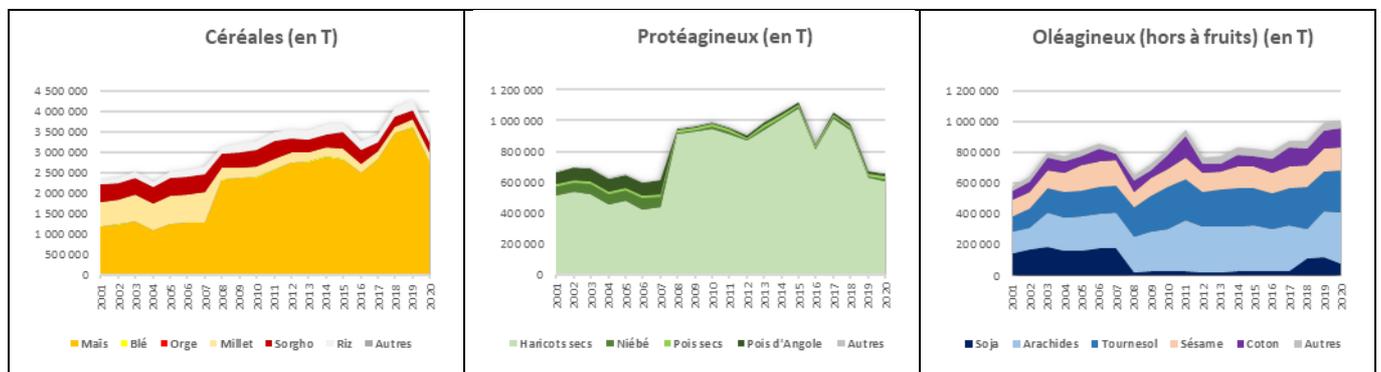


Figure 20 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Un régime diversifié. En Ouganda, le *Matoke*, le *Posho* et le *Rolex* font partie des plats courants. Le *Matoke* est un ragoût préparé avec du poulet, des bananes plantains et des épices. Le *Posho* (ou *Ugali*) est à base de farine de maïs et de manioc (il est souvent accompagné de haricots). Le *Rolex* est un sandwich aux œufs et aux légumes enveloppés dans un *chapati* préparé à base de farine de blé. Avec ce régime alimentaire, les apports caloriques journaliers ougandais proviennent à 26,3 % des céréales et à 19,6 % des tubercules. Les apports protéiques et lipidiques sont fournis par les cultures oléagineuses (arachides ou soja pour les plats comme le *Luwombo* ou le *Matoke*), L'huile végétale et la viande sont cuisinées dans le *Luwombo*. La consommation de légumineuses s'établit ainsi à 42,7 g/pers/j. L'industrie agro-alimentaire ougandaise transforme enfin plus de 20% des produits d'origine végétale pour la production d'huile et l'alimentation animale.

Des importations nécessaires en blé, riz et huiles végétales. Même si le pays est relativement autosuffisant (voire exportateur) pour de nombreuses commodités agricoles (maïs, sorgho, haricots secs, soja), le pays importe chaque année environ 650 000 T de blé, 180 000 T de riz et 350 000 T d'huiles végétales (quasi-exclusivement de l'huile de palme en provenance du Kenya).

Une dépendance à plus de 95% au blé importé. L'Ouganda importe principalement du blé tendre, transformé en farine localement. La Russie et l'Ukraine sont des fournisseurs importants de blé. L'approvisionnement en provenance de ces 2 pays oscillent entre 40 et 75% en fonction des années. L'Union européenne est un fournisseur historique de l'Ouganda, même si les quantités exportées diminuent au profit, de l'Argentine qui, depuis 2017, représente plus de 20% des parts de marché. A noter que ces importations permettent de couvrir les besoins de la consommation locale, mais également d'exporter chaque année environ 50 000 T de farine de blé au Burundi.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	3 260 143	1 198 807	27,2	6 520	0%	TAN	303 810	9%
Blé	24 069	15 527	15,5	649 106	96%	RUS, UKR, UE, ARG	43	0%
Riz	218 089	76 594	28,5	181 119	48%	TAN	22 612	10%
Sorgho	243 709	286 280	8,5	8 001	4%	KEN, TAN	56 999	23%
Autres céréales	182 551	130 761	14,0	26 155	13%	-	14 066	8%
Haricots secs	725 434	432 157	16,8	7 593	1%	TAN, KEN	122 409	17%
Niébé	13 028	35 221	3,7	-	0%	-	-	0%
Pois secs	12 656	25 080	5,0	8 500	43%	KEN, USA, TAN	1 534	12%
Pois d'Angole	15 589	44 921	3,5	-	0%	-	-	0%
Autres protéagineux	5 222	8 524	6,1	3 618	222%	-	7 207	138%
Soja	99 900	49 667	20,1	2 862	3%	TAN, ZAMBIE, FR	15 538	16%
Arachide	277 094	312 000	8,9	-	0%	-	-	0%
Tournesol	269 109	270 667	9,9	254	0%	KEN	2 075	1%
Autres oléa. à graines	311 466	356 184	8,7	93	0%	-	25 598	8%
Huiles végétales	139 662	-	-	353 376	81%	KEN	55 872	40%
Tourteaux	Pas données	-	-	5 352	-	TAN	39 969	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	144	-	-	127 898	-
Farines	Pas données	-	-	10 891	-	TURQ	143 666	-

Tableau 4 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

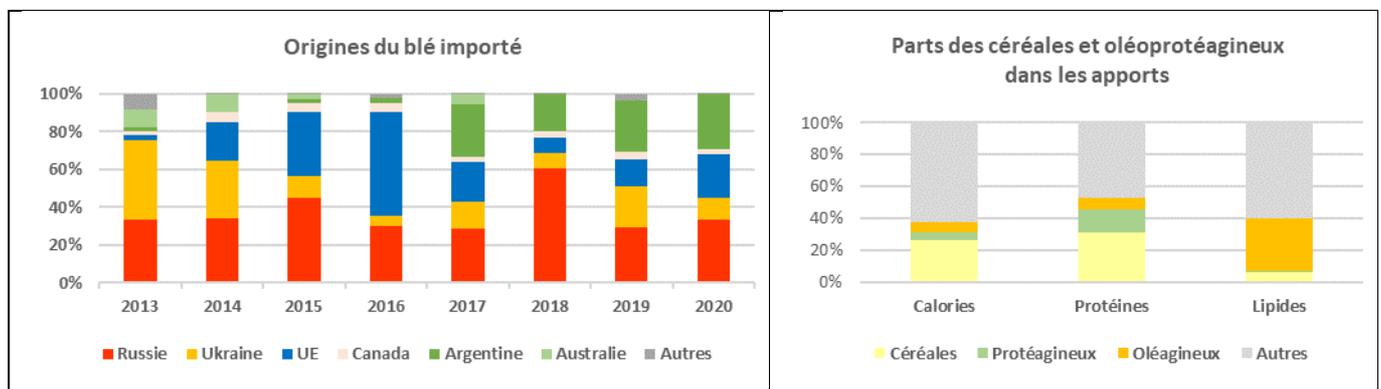


Figure 21 : Evolution des origines du blé importé (Gauche) et Part des céréales, oléagineux et protéagineux dans les apports caloriques, protéiques et lipidiques en 2019 (Droite) (Sources FAO et douanes)

Structuration des filières et principaux enjeux

L'Uganda National Farmers Federation comme principale fédération des producteurs. L'UNFF est la principale association non gouvernementale à apporter un soutien aux agriculteurs. Elle a pour objectifs de défendre au mieux les intérêts financiers des agriculteurs, renforcer les capacités institutionnelles des agriculteurs, développer l'agrobusiness et améliorer la gestion des ressources et la productivité agricole. Depuis 2017, une autre fédération, *Young Farmers Federation of Uganda*, a vu le jour dans le but d'impliquer les jeunes agriculteurs urbains et ruraux dans les programmes de développement dans le but de réduire leur dépendance et de transformer ces groupes de jeunes en une force productive.

Plusieurs exemples de producteurs-transformateurs. Le groupe privé *Agilis Partners* est notamment actif dans la production et la transformation de maïs et de soja en Ouganda. En plus des 5 000 hectares de sa propre production, le groupe s'approvisionne auprès d'un réseau de 15 000 petits agriculteurs. Le groupe, qui emploie près de 700 personnes, transforme également des farines, des huiles alimentaires et des aliments pour animaux. Le groupe privé *Divine Masters Ltd* est un autre acteur du secteur qui exploite 2 100 ha de terres agricoles et produit, achète et vend du maïs, du soja et du riz en Ouganda. Il est également en contrat avec de nombreux petits producteurs pour sécuriser ses approvisionnements.

A court terme, du fait de la guerre en Ukraine et des dépendances aux importations de blé et d'huiles végétales, les pénuries et les hausses de prix sont de plus en plus perceptibles, touchant une grande partie de la population, notamment urbaine, qui consomment de la farine de blé et de l'huile de cuisson pour cuisiner notamment les *chapatis* et les *rolex*.

A moyen terme, malgré la qualité des terres et le climat plutôt favorable de l'Ouganda, de nombreux obstacles empêchent les petits agriculteurs pauvres de tirer le meilleur parti de l'économie croissante du pays. Un enjeu majeur est la formation des agriculteurs, pour améliorer la productivité de leurs parcelles et les pratiques agricoles, en veillant à utiliser correctement et durablement les intrants (eau, semences, fertilisants, produits phytosanitaires) tout préservant la qualité des sols. L'accent doit également être mis sur la structuration des filières et la mise en place d'approches collectives mobilisant les différents acteurs de la chaîne. Cette approche permettra d'encourager l'organisation et la planification de la production agricole tout en sécurisant l'accès aux marchés des produits de base et évitant des pertes après récolte très importantes (entre 20 et 40% de la production). Le développement de la mécanisation dans les petites exploitations agricoles constitue également des marges de progrès, même si la stratégie de déployer à grande échelle des tracteurs dans les campagnes n'est pas nécessairement la principale mécanisation souhaitée à court et moyen terme, compte tenu de la petite taille de certaines parcelles.

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Le développement du secteur agricole est l'une des 4 priorités d'Ouganda Vision 2040. La politique agricole nationale définie en septembre 2013 repose sur une forte implication du secteur privé, avec pour objectif déclaré de transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture tournée vers l'économie de marché. Le gouvernement a présenté courant 2020 son *Plan de Développement National (NDPIII)* pour les 5 prochaines années. La stratégie pour le secteur agricole s'inscrit dans la continuité des dernières années et vise le renforcement de l'agro-industrialisation en s'appuyant sur la structuration de l'amont agricole autour de clusters, à visée intégratrice de plusieurs districts.

Les objectifs mis en avant sont triples : revenus, sécurité alimentaire, exportation. Neuf filières principales concentrent l'intérêt du gouvernement : 4 pour l'export (café, lait, viande, poisson), 3 pour la sécurité alimentaire (cassave, maïs, banane) et 2 pour la substitution aux importations (coton, huiles végétales). Au-delà d'un objectif de multiplier par 4 la valeur des exportations, les autorités souhaitent réduire de moitié la valeur totale des importations pour atteindre 500 MUSD/an à horizon 5 ans en réduisant notamment les importations de céréales et de préparations à base de céréales, de graisses et huiles végétales. Pour remédier au manque d'infrastructures de transport auquel est, en particulier, confronté le secteur des produits céréaliers, le gouvernement a par ailleurs initié un certain nombre d'interventions en 2019. Ainsi, *Uganda Railway Corp.* a approuvé la modernisation de sa ligne ferroviaire de 1266 km pour un montant de 267 MUSD. Dans le plan stratégique de développement du secteur agricole, la mécanisation de l'agriculture continuera à s'intensifier et à être soutenue ainsi que la vulgarisation de pratiques agricoles (fertilisation, gestion des sols, etc.)

De nombreux bailleurs interviennent dans le secteur agricole. Plusieurs projets sont en cours et financés par des bailleurs multi et bilatéraux. La Banque Mondiale a notamment attribué récemment un prêt de 169 MUSD aux autorités ougandaises, pour soutenir le développement de l'irrigation dans le pays (*Irrigation for Climate Resilient Project*). Le FIDA a par ailleurs inscrit dans son *Programme d'options stratégiques* pour la période 2021-2027 un projet national d'appui à la production d'oléagineux (à hauteur de 100 MUSD), en complément d'un projet national d'appui à la production d'huile de palme (à hauteur de 77 MUSD). Depuis 2015, le gouvernement ougandais a également lancé le projet *Uganda Multi-Sectoral Food Security and Nutrition Project* (UMFSNP), financé par la Banque Mondiale à hauteur de 27,6 MUSD, dans le cadre du *Global Agriculture and Food Security Program* (GAFSP). Le projet cible une augmentation de la production et de la consommation d'aliments riches en micronutriments et l'utilisation de services de nutrition communautaires dans les ménages de petits exploitants. Fin 2021, plus d'1,4 millions de personnes avaient pu en bénéficier.

Depuis la crise COVID, la sécurité alimentaire est menacée. Les restrictions dues à la crise du Covid-19 ont rendu difficile l'accès à la nourriture pour certaines populations, notamment en zone urbaine. La guerre en Ukraine amplifie cet impact sur le pouvoir d'achat des ménages. En zones rurales, les revenus tirés des exportations des produits agricoles continuent de chuter, réduisant la capacité des populations à subvenir à leurs besoins alimentaires. Dans la sous-région du *Karamoja*, cette insécurité alimentaire est accentuée par deux saisons des pluies et une saison chaude et sèche intense. En réponse à cette situation, le gouvernement a chargé le ministère des finances de fournir d'urgence 135 Mds UGX (35 M€) pour l'achat de denrées alimentaires afin d'atténuer la crise alimentaire dans la sous-région : un demi-million de personnes serait concerné.

❖ Communauté d'Afrique de l'Est – Rwanda

Par l'Ambassade de France au Rwanda



Une dépendance persistante aux importations de céréales, malgré les progrès réalisés dans plusieurs productions comme le maïs et le riz

Au Rwanda, les défis auxquels est confronté le secteur agricole, pour nourrir le pays le plus densément peuplé d'Afrique, sont nombreux. Compte tenu de la croissance démographique, et malgré d'importants investissements réalisés ces dernières années et d'importants progrès constatés dans plusieurs productions (maïs, riz, haricots), le pays reste encore dépendant des importations pour plusieurs produits (maïs, blé, riz, sorgho, huiles, tourteaux). Fort des derniers succès dans l'amélioration de la production et de la productivité du maïs, le gouvernement cherche à diversifier les sources de protéines en misant sur le développement des protéines végétales (soja notamment) pour l'alimentation animale (volailles, porcs). La guerre en Ukraine exacerbe certaines tensions sur les prix (blé, engrais, etc.) mais catalyse les acteurs publics et privés pour tenter de relever ces nouveaux défis.

Une production de maïs et de haricots secs en plein essor

Une production de céréales dominée par le maïs, le sorgho et le riz. Le maïs est de loin la céréale la plus cultivée (294 000 ha, 448 000 T soit 59,5% de la production totale de céréales en 2020) devant le sorgho (169 000 ha, 170 000 T soit 22,5%) et le riz (30 000 ha, 116 500 T soit 15,5%). Le blé n'arrive qu'en 4^{ème} position avec 12 300 ha et 12 800 T produites, soit 1,7% de la production de céréales au Rwanda en 2020. L'évolution sur 20 ans montre l'essor du maïs dans la production céréalière qui a été multiplié par 5,5 fois passant de 28,4% à près de 60% de la production céréalière, véritable « *success story* » rwandaise. En revanche bien que stable au niveau de la production sur 20 ans, le sorgho a vu sa proportion dans la production céréalière passer de 62% à 22,5%. La production de riz a été multipliée par 8, soutenue par d'importants investissements dans les rizières et la mise en production des bas-fonds. Enfin, le blé qui a connu un essor de sa production jusqu'en 2007 (27 500 ha et 24 600 T soit près de 7% du total des céréales) a vu sa production chuter drastiquement dans la décennie qui a suivi. Outre les 4 céréales citées, le Rwanda produit également 5 000 T/an de millet. La surface agricole dédiée à la production de céréales est passée de 233 000 ha en 2000 à 327 000 ha en 2010 et à 506 000 ha en 2020, soit une surface qui a plus que doublé en deux décennies.

Le haricot sec comme seul protéagineux. Le Rwanda se distingue par la prépondérance de sa production de haricots secs qui représente 648 000 ha et une production de 439 000 T/an, soit 95,4% de sa production de protéagineux, le reste relevant des pois secs. Les cultures de haricots se trouvent principalement dans les districts de l'est (*Gasabo, Rwamagana, Kayanza, Bugesera, Kirehe and Nyagatare*). Les principales variétés sont la *Vanilla*, la *Star*, la *Theresa* et la *Serengeti*. Le pays ne produit que 7 200 tonnes de haricots/pois verts seul autre protéagineux cultivé dans le pays. La surface agricole dédiée à la production de haricots secs est passée de 333 000 ha en 2000 à 320 000 ha en 2010 et à 648 000 ha en 2020, soit une augmentation de plus de 100% en 10 ans. Afin de réduire les surfaces agricoles liées aux protéagineux, le gouvernement fait la promotion d'une variété de haricots poussant sur les arbres : ces haricots grimpants permettraient également aux agriculteurs d'avoir de meilleurs rendements. Le RAB (*Rwanda Agriculture and Animal Resources Development Board*) et le CIAT (*International Center for Tropical Agriculture*) estiment que la moitié des haricots cultivés au Rwanda sont des haricots grimpants ou semi grimpants, en hausse continue depuis de nombreuses années. Bien que possiblement adapté aux conditions plus sèches de l'Est du pays, le niébé ne serait pas cultivé au Rwanda.

L'arachide et le soja comme seuls oléagineux. La production d'oléagineux au Rwanda est bi-culture à savoir le soja (48 500 ha - 23 800 T, soit 60% de la production d'oléagineux) et les arachides (35 900 ha - 16 300 T, soit 40%). Principalement situés dans l'Est du pays, les cultures de soja et d'arachides bénéficient d'un climat plus sec et des parcelles plus étendues. L'évolution de la surface agricole liée à la culture d'oléagineux a été très forte entre 1998 et 2010 (+184%) avant de connaître une stagnation depuis (+2,3%). Ce ralentissement du développement agricole des oléagineux se confirme sur la proportion des surfaces agricoles réservées à la culture du soja et des arachides dans l'ensemble des surfaces agricoles des céréales, oléagineux et protéagineux. En effet, alors que les oléagineux représentaient jusqu'à 11% des surfaces agricoles en 2010, elles ne représentaient plus que 7% du total en 2020.

En synthèse, comme un certain nombre de pays de la région, le Rwanda n'a pas encore les capacités de produire des céréales, protéagineux ou oléagineux de manière intensive sur son territoire. Même si les niveaux de rendements sont plutôt satisfaisants en conditions expérimentales, l'augmentation moyenne des rendements peine à se concrétiser dans la grande majorité des petites exploitations agricoles rwandaises, produisant principalement à des fins d'autoconsommation. L'Est du pays est particulièrement favorable à ces cultures puisque le climat est plus sec et la topographie plus plate. L'Ouest du pays est lui principalement utilisé pour la culture de thé et café tandis que le Nord humide et volcanique permet outre le thé et le café mais également la culture de tubercules.

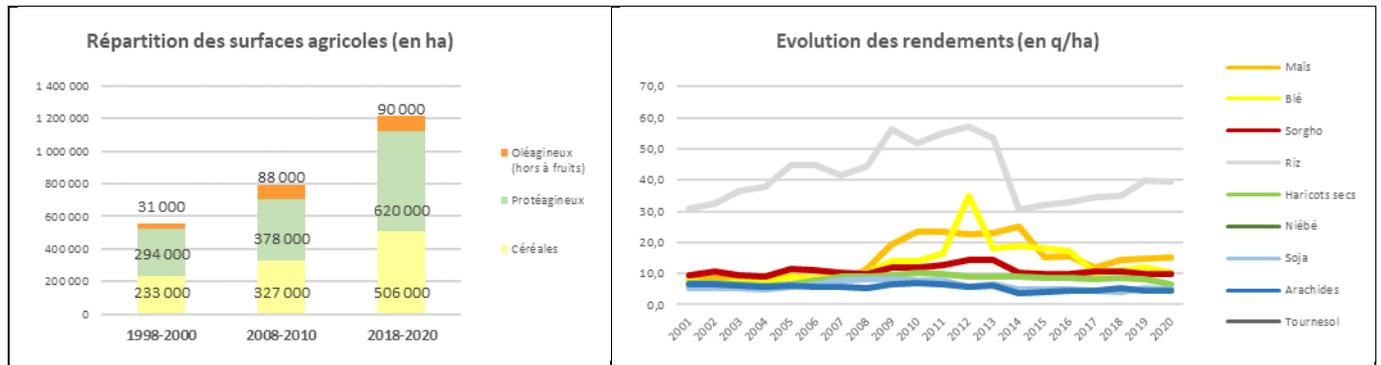


Figure 22 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

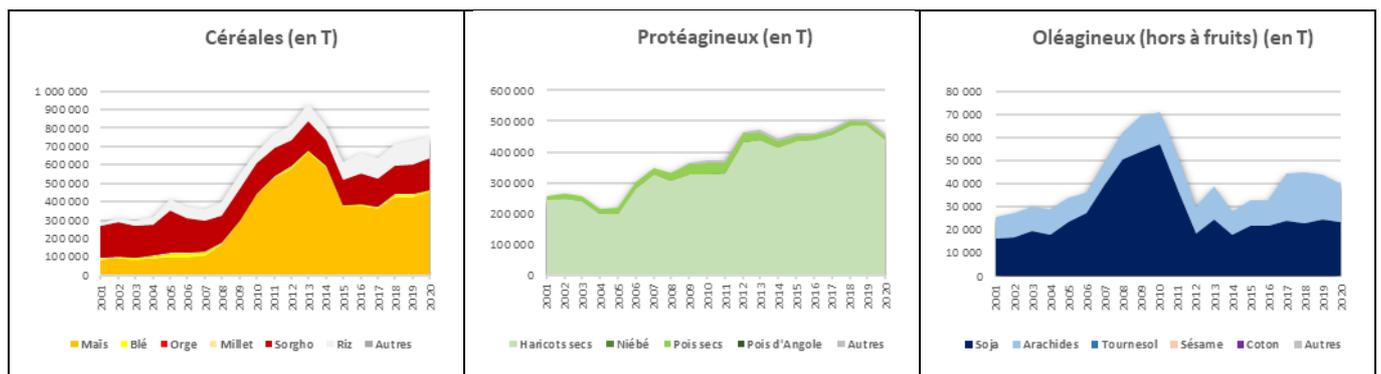


Figure 23 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Le régime nutritionnel rwandais se compose à 95% d'aliments d'origine végétale, pour une quantité disponible annuelle de nourriture de 672 kg/hab, qui permet d'assurer un apport de 2212 kcal/hab/jour. Selon leur position socio-économique et géographique, les ménages rwandais ont un régime qui contient des aliments issus de 5 à 7 familles de produits (moyenne à 6). A l'image d'autres pays de la région des Grands Lacs, les tubercules occupent une grande partie de l'alimentation (32% de l'apport calorique quotidien), de même que les céréales (19%), que l'on retrouve notamment dans l'*ugali* (farine de maïs) et les *chapatis* (farine de blé). Les légumineuses sont la principale source quotidienne de protéines (36%) et les huiles végétales constituent 38% de l'apport lipidique. La consommation de légumineuses, de par la présence quotidienne du haricot dans l'alimentation rwandaise, est ainsi de loin la plus élevée d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien, avec une quantité quotidienne de 109,8 g/pers/j alors que la moyenne mondiale s'établit à 41,6 g/pers/j et la moyenne française à 19,0 g/pers/j.

Malgré l'augmentation très importante de certaines productions, le pays reste dépendant des importations pour de nombreux produits agricoles. Le pays importe aussi bien du maïs que du blé, du riz ou du sorgho. Si les importations de maïs et de sorgho représentent une part importante par rapport à la production locale (respectivement 20% et 18%), l'importation de riz (78%) mais surtout d'huiles (huile de palme essentiellement en provenance du Kenya) et de blé (91%) témoignent d'un déficit de production vis-à-vis des besoins alimentaires du pays.

Une dépendance à plus de 90% au blé importé. Alors que la production de blé s'établit en moyenne à 14 000 T chaque année, sa consommation annuelle au Rwanda représente un peu plus de 163 000 T. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, cette dépendance aux importations présente un risque de rupture d'approvisionnement et de hausse très forte des prix. En effet, le blé provient pour plus de la moitié des importations russes, loin devant les USA et l'UE, l'Argentine et le Canada. Au niveau de la farine de blé, le Rwanda ne présente pas cette même dépendance, même si la farine de blé (12 000 T/an), provenant de Turquie en grande majorité, peut être issue de céréales russes et ukrainiennes. Si le Rwanda dispose bien de réserves stratégiques de grains (RSGR), seuls le maïs (10 000 T) et les haricots (5 000 T) sont concernés par ce stockage.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	431 352	293 022	14,7	110 978	20%	TAN, KEN	722	0%
Blé	13 991	12 589	11,1	149 203	91%	RUS, USA, UE	-	0%
Riz	120 654	31 753	38,0	165 376	78%	TAN	75 112	62%
Sorgho	161 602	158 469	10,2	34 876	18%	TAN	33	0%
Autres céréales	5 056	10 621	4,8	424	8%	-	6	0%
Haricots secs	469 581	595 954	7,9	8 467	2%	TAN, KEN	15 426	3%
Niébé	-	-	-	-	-	-	-	-
Pois secs	14 727	22 665	6,5	196	1%	-	-	0%
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres protéagineux	7 278	949	76,7	1 385	34%	-	4 629	64%
Soja	23 697	49 992	4,7	4 564	16%	TAN, ZAMBIE	-	0%
Arachide	19 381	40 426	4,8	-	0%	-	-	0%
Tournesol	-	-	-	41	100%	-	-	-
Autres oléa. à graines	-	-	-	10	103%	-	-	-
Huiles végétales	4 965	-	-	66 619	144%	KEN, EGY, TURQ	25 291	509%
Tourteaux	Pas données	-	-	11 934	-	ZAMB, TAN	-	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	361	-	-	23 480	-
Farines	Pas données	-	-	25 717	-	TURQ, UKR, KEN, TAN	99 746	-

Tableau 5 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

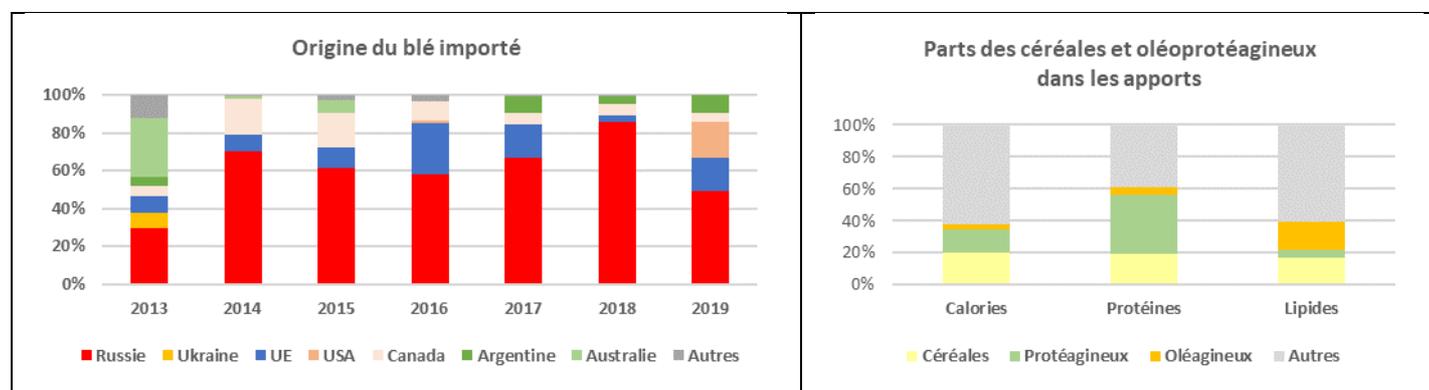


Figure 24 : Evolution des origines du blé importé (Gauche) et Part des céréales, oléagineux et protéagineux dans les apports caloriques, protéiques et lipidiques en 2019 (Droite) (Sources FAO et douanes)

Structuration des filières et principaux enjeux

Un secteur agricole déjà bien organisé. Le secteur agricole rwandais s'est progressivement structuré ces dernières années en regroupant les producteurs autour de coopératives, tout en invitant les différentes entreprises de l'aval à rejoindre la *Private Sector Federation* (PSF), organisée autour de plusieurs *clusters* (agricole, industrie, commerce, etc.). *IMBARAGA*, une association de producteurs, s'est également constituée et regroupe aujourd'hui plus de 30 000 membres. Les marges de progrès résident désormais dans la capacité des acteurs à « faire filière » et à mettre en place des dialogues interprofessionnels, leur permettant de partager une vision commune de chacune des filières.

La « success story » de la filière maïs. En une quinzaine d'années, le Rwanda a réussi à quadrupler sa production de maïs, en doublant à la fois les rendements et les surfaces. Une série de mesures a permis cette transformation : subventions aux semences améliorées et aux engrais, conseil et vulgarisation, crédits, regroupement des assolements. Une filière semences a par ailleurs été entièrement mise en place pour satisfaire aux besoins, en qualité et en quantité, de semences hybrides, en limitant le recours aux importations.

Plusieurs outils industriels déjà existants. Que ce soit dans le secteur des céréales (production de farine) ou dans le secteur des huiles et de l'alimentation animale, plusieurs acteurs économiques sont désormais en place. Plusieurs meuneries sont réparties sur l'ensemble du territoire, tout comme plusieurs provendiers (*Gorilla Feed, Prodev*, etc.) proposant une offre de plus en plus diversifiée pour l'alimentation animale, notamment les filières volailles et porcines en plein essor. Une seule huilerie, *Mont Meru – Soyco*, serait présente sur le territoire : basée à Kayonza, elle raffine essentiellement de l'huile de palme importée, mais produit également de l'huile de soja et des tourteaux pour le marché local.

A court terme, le pays connaît déjà d'importantes hausses de prix sur des produits comme le blé et la farine, mais également sur les engrais et les carburants, ce qui inquiète particulièrement les producteurs et les autorités. Les autorités veillent ainsi à ce que ces hausses de prix soient limitées, et que toutes potentielles ruptures d'approvisionnement, en provenance des ports de *Mombasa* et de *Dar Es Salam*, soient anticipées.

A moyen terme, les principaux enjeux du secteur agricole rwandais résident dans l'amélioration de la productivité agricole et l'augmentation des surfaces agricoles disponibles. La diffusion et l'appropriation de bonnes pratiques agricoles par le plus grand nombre d'agriculteurs, toute comme l'usage plus important de petites mécanisations dans la préparation des sols et le semis, sera clé dans cette recherche d'amélioration de la productivité agricole, et indispensable à l'expression de tout le potentiel des nouvelles variétés de céréales et d'oléo-protéagineux récemment développées par le RAB, et particulièrement prometteuses (cas du soja notamment). L'augmentation des surfaces nécessite par ailleurs d'importants investissements dans l'irrigation, avec une priorité donnée aux terres plus plates de l'Est du pays. La stimulation du petit entrepreneuriat rural (notamment dans la transformation et le stockage), le développement du numérique dans les chaînes de valeurs agricoles, et la promotion d'approches « filière » constituent d'autres enjeux à relever pour assurer la pleine transformation du secteur agricole rwandais.

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Une politique de soutien au secteur agricole importante. Depuis une dizaine d'années, le gouvernement rwandais mène une importante politique de réforme de son secteur agricole en consacrant 10% de son budget à ce secteur, conformément aux engagements de Malabo. La mise en place de cette politique (*Crop Intensification Project – CIP*) a permis une consolidation des terres et une croissance du secteur agricole de 5% par an. Fort de ce succès, le gouvernement s'est doté en 2018 d'une nouvelle stratégie agricole à horizon 2024 (*Strategic Plan for Agriculture Transformation 2018-24 – PSTA 4*), en favorisant le passage du public vers le privé et en mettant en avant 4 priorités : l'innovation et la diffusion de connaissances, l'augmentation de la productivité et la résilience, l'augmentation de la valeur ajoutée et développement des marchés, la prise en compte des enjeux environnementaux et la structuration du secteur.

Au niveau des céréales et oléo-protéagineux, le PSTA prévoit de porter la production de maïs à 760 000 T en 2024, celle de sorgho à 259 000 T, de blé à 12 000 T, de pois à 898 000 T, de soja à 31 000 T et d'arachides à 16 000 T. Cette augmentation particulièrement importante de la production de légumineuses (soja notamment) rejoint la stratégie du gouvernement de renforcer la consommation de protéines animales, en développant des cultures capables de servir à l'alimentation animale (volailles, porcs).

De nombreux bailleurs soutiennent ces politiques publiques. C'est le cas notamment du FIDA, de l'UE et de la Banque Mondiale. Parmi les projets récents, deux d'entre eux se concentrent particulièrement sur le développement de l'irrigation et portent notamment sur certaines filières comme le maïs, le riz et le pois. Le projet *Kayonza Irrigation and Integrated Watershed Management Project – Phase II*, d'un montant total de 61 MUSD est ainsi financé par un prêt du FIDA à hauteur de 22 MUSD et un prêt du gouvernement espagnol pour 28 MUSD. Le projet *Commercialization and De-Risking for Agricultural Transformation* est quant à lui financé à hauteur de 300 MUSD (dont 75 MUSD de subventions) par la Banque Mondiale : plus de la moitié des financements seront consacrés au développement et à la réhabilitation des systèmes d'irrigation sur plus d'une trentaine de sites.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le développement et l'amélioration des performances de filières céréales et protéines végétales prend d'autant plus de sens au Rwanda que la dépendance aux importations est encore importante. Certaines actions sont aujourd'hui renforcées en ce sens.

Communauté d'Afrique de l'Est – Sud-Soudan Par le SE de Kampala

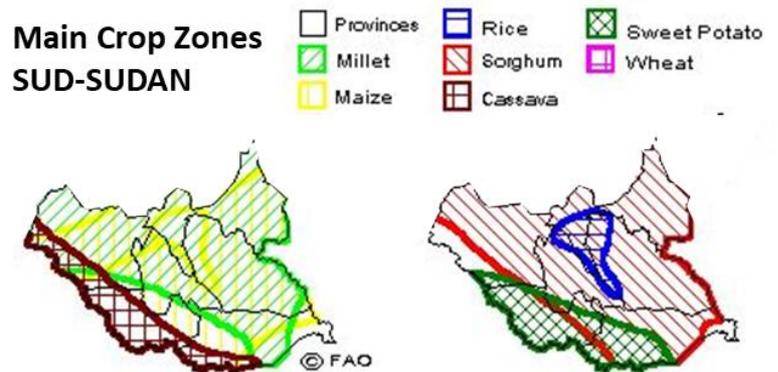


Deux « S » dans Soudan du Sud pour Sorgho et Sésame

Au Soudan du Sud, entre subsistance et commercialisation, la production de céréales et d'oléo-protéagineux est dominée par le sorgho et le sésame. Le sorgho et le sésame font partie du régime de base sud-soudanais, mais leur production peine à satisfaire les besoins des populations, dans un pays qui compte près de 8 millions de personnes en situation de crise alimentaire. Le secteur agricole doit désormais faire face à de nombreux défis, conjoncturels et structurels, que la politique agricole sud-soudanaise a du mal à relever.

Entre subsistance et commercialisation, une production agricole dominée par le sorgho et le sésame

Le sorgho et le maïs comme principales céréales. Avec une surface cultivée de 567 000 ha et une production annuelle de 699 000 T, le sorgho est de loin la céréale la plus cultivée au Soudan du Sud. Le maïs, avec 127 000 ha et 108 000 T est l'autre céréale d'importance cultivée dans le pays. Le millet représente quant à lui une surface de moins de 3 400 ha pour une production de moins de 6 000 T. Le maïs peut être cultivé pendant deux saisons par an - parfois en association avec des arachides, des haricots, du niébé ou de la citrouille. A noter que la plupart des zones agroécologiques ont un fort potentiel de riziculture, mais le riz n'est actuellement cultivé à grande échelle qu'à *Aweil* - à travers le programme *Aweil Rice* lancé en 1940, mais qui rencontre aujourd'hui quelques difficultés.



Une production limitée de protéagineux. Mes surfaces consacrées aux cultures protéagineuses seraient de 37 200 ha pour une production estimée à 35 100 T/an selon les chiffres de la FAO. Les haricots, mais aussi le niébé, seraient cultivées localement. Il est néanmoins difficile d'estimer cette production avec précision, dans la mesure où elle intervient souvent en association avec d'autres cultures. Les protéagineux comme le niébé sont cultivés par des petits exploitants agricoles, principalement des femmes, comme culture de subsistance. Le niébé résiste à la sécheresse et est moins vulnérable aux parasites s'il est correctement géré au moment de la culture. La culture intercalaire du niébé avec des céréales, comme l'arachide, améliore la qualité et la production des céréales par la fixation de l'azote.

Le sésame et les arachides comme principales cultures oléagineuses. En raison de la facilité de production et du potentiel de production sous-jacent, les oléagineux - sésame, arachides et dans une moindre mesure tournesol - font l'objet de surfaces cultivées importantes. La culture du sésame représenterait à elle-seule 608 000 ha pour une production estimée à seulement 191 000 T/an. Les arachides couvriraient 112 000 ha pour une production estimée à 68 000 T, et le tournesol 30 000 ha pour 52 000 T produites. Les cultivateurs de sésame produisent avant tout pour leur consommation personnelle et commercialise les excédents de production. La situation est identique pour le tournesol où les petits exploitants vendent leurs récoltes aux transformateurs ou aux intermédiaires. La production de tournesol est souvent couplée avec celle d'haricots ou d'autres légumineuses. Les arachides sont quant à elles cultivées principalement par les petits exploitants - en moyenne 0,2 à 0,6 ha. Les rendements sont faibles par rapport à d'autres pays.

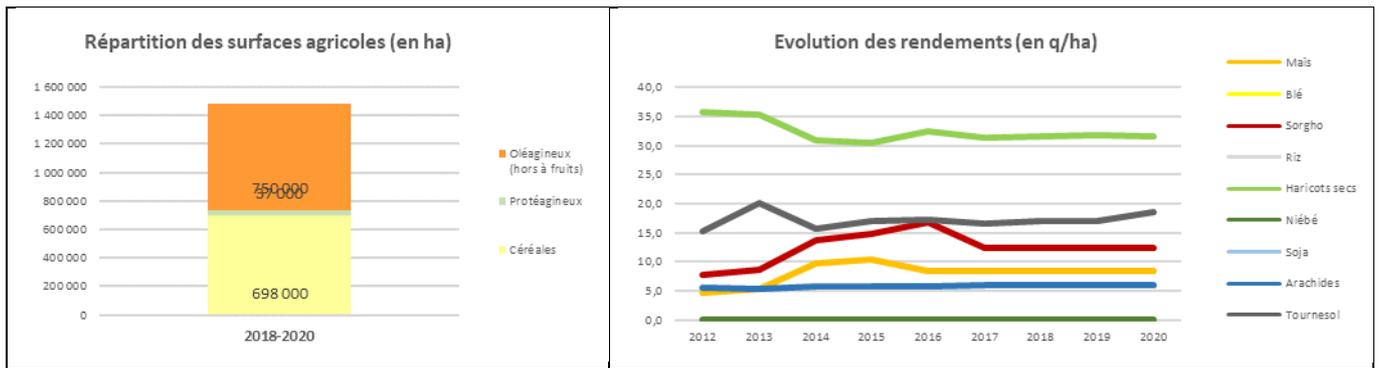


Figure 25 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

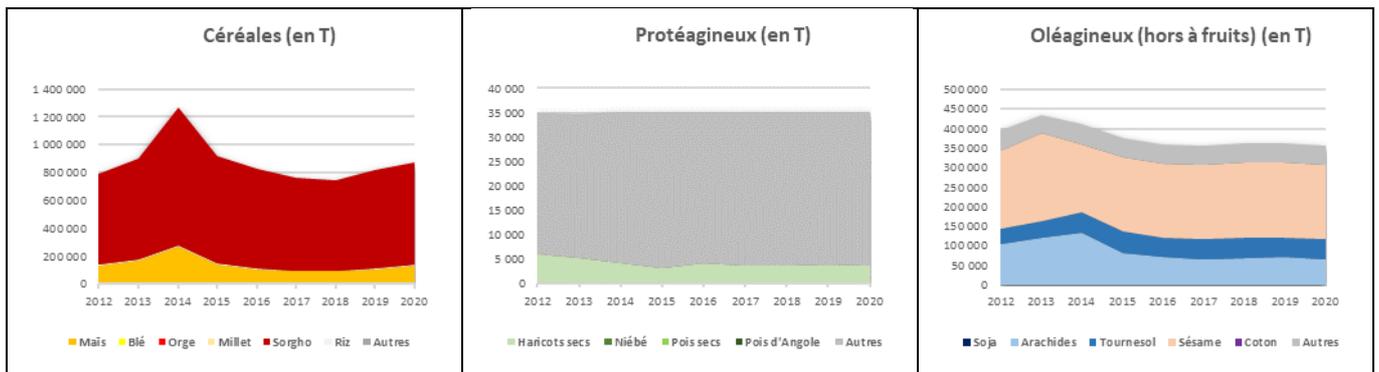


Figure 26 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 10 ans (Source FAO)

Un régime alimentaire à base de sorgho

Le sorgho comme base du régime sud-soudanais. Les Soudanais du Sud consomment du Sorgho dans leurs plats typiques comme le *Kisra* et l'*Asida*. Le sorgho est vendu sur tous les marchés locaux sous forme de grains et de farine. L'arachide est principalement transformée en pâte ou en beurre pour la consommation locale. Les haricots secs complètent ce régime, même si les importations sont 7x plus importantes que la production locale.

L'auto-consommation comme premier débouché des productions de céréales et de protéagineux. Avec plus de 80% des agriculteurs exploitant une superficie inférieure à 2 ha, l'agriculture sud-soudanaise est avant tout une agriculture de subsistance. 30% du sorgho produit localement serait ainsi vendu à des fins commerciales à des agrégateurs, des brasseries ou différentes organisations.

Une dépendance aux importations, même pour le sorgho. Même si le sorgho représente la principale production de céréales sud-soudanaises et la base de l'alimentation, 15% de sa consommation est aujourd'hui importée pour faire face aux besoins alimentaires locaux. Cette proportion est néanmoins moindre que pour le riz ou la quasi-totalité de la consommation est importée ou que la farine de blé entièrement importée (notamment depuis le Kenya). Du fait d'une petite production locale d'huile de tournesol et de sésame, la dépendance aux importations d'huile (essentiellement huile de palme) est moins prononcée, même si les importations représentent 1/3 de la consommation d'huile du pays.

Plus des 2/3 de la population en situation de crise alimentaire. Le contexte de la guerre en Ukraine, qui a succédé à la crise COVID-19 et à d'importantes inondations dans une grande partie du pays, et auxquelles s'ajoutent l'insécurité politique, creuse encore davantage l'insécurité alimentaire dans le pays. Le manque de disponibilité en produits agricoles, les difficultés d'approvisionnement et la hausse des prix font que près de 8 millions de personnes sont aujourd'hui en situation de crise alimentaire dans le pays., soit 7,7 millions de personnes. Même si les importations sont rarement issues directement de Russie et d'Ukraine, l'enclavement du pays et la dépendance au Kenya et à la Turquie pour un certain nombre de denrées et d'intrants agricoles, fragilise encore plus la situation alimentaire du pays.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	108 000	127 247	8,5	27 303	20%	TAN	-	0%
Blé	-	-	-!	11	100%	-	-	-
Riz	-	-	-!	20 392	100%	CHINE, INDE	-	-
Sorgho	699 000	566 902	12,3	121 682	15%	KEN, TAN	-	0%
Autres céréales	5 333	3 381	15,8	1 243	19%	-	57	1%
Haricots secs	3 817	1 209	31,6	20 051	84%	KEN, TAN	-	0%
Niébé	-	-	-	-	-	-	-	-
Pois secs	-	-	-	5 998	100%	KEN	-	-
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres protéagineux	31 311	36 077	8,7	1 966	6%	-	3	0%
Soja	-	-	-	30	100%	-	-	-
Arachide	67 658	112 500	6,0	-	0%	-	-	0%
Tournesol	52 099	29 769	17,5	-	0%	-	-	0%
Autres oléa. à graine	240 843	607 746	4,0	172	0%	-	-	0%
Huiles végétales	44 017	-	-	21 666	33%	KEN	21	0%
Tourteaux	Pas données	-	-	39	-	-	-	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	15	-	-	120 050	-
Farines	Pas données	-	-	91 803	-	KEN, RUS	1	-

Tableau 6 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

Des défis énormes pour le secteur agricole qui peinent à être pris en compte

Un véritable potentiel agricole, mais des défis énormes. Alors que les surfaces agricoles par habitant seraient cinq fois supérieures à celles du Kenya, de l'Ouganda ou de l'Éthiopie et que les zones agroécologiques seraient plutôt favorables à la production de nombreuses céréales et oléo-protéagineux, le secteur agricole peine à relever les défis auxquels il est confronté. Parmi ces défis, il convient de noter tout particulièrement : le très faible niveau de mécanisation (traction animale, pratiques agricoles traditionnelles et manuelles avec la *maloda* et la houe d'Afrique de l'Est, etc.) ; des infrastructures de stockages, de transports, d'irrigations et de commercialisation vétustes, inadaptées et difficilement accessibles ; un faible niveau de structuration du marché des semences et des intrants (17 % de la demande de semence est comblée par l'offre domestique, absence d'un système de multiplication et de commercialisation, etc.) ; un niveau de formation et de pratiques agronomiques limités (un agent de vulgarisation pour 900 à 1500 fermiers) ; des aléas climatiques et sanitaires importants et non maîtrisés (inondations, ravageurs, etc.) ; un accès aux financements et à l'énergie très limité et un sous-investissement des pouvoirs publics dans l'agriculture (seulement 0,3 % du budget national consacré au secteur agricole en 2019).

Des réformes structurelles indispensables. Le ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire sud-soudanais a adopté en mars 2017 le *Comprehensive Agriculture Master Plan* (CAMP), véritable plan d'investissement agricole qui s'inscrit dans le cadre du *Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine* (PDDAA). Ce plan ne dispose néanmoins, aujourd'hui, ni des moyens, ni de la gouvernance nécessaire, pour une mise en œuvre effective. Preuve des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des réformes, la politique et le projet de loi sur les semences établis en 2012 ne sont toujours pas abrogés dix ans plus tard. Cette réforme aurait pourtant permis d'établir le Conseil national des semences et l'Agence d'essai et de certification des semences, qui aurait donné un cadre à l'introduction et au développement de nouvelles variétés de semences plus productives. Compte tenu de la crise humanitaire actuelle, l'intervention des bailleurs se concentrent aujourd'hui sur les aides d'urgence, sans pour autant pouvoir soutenir une réforme structurelle, durable et indispensable, du secteur et des politiques agricoles.

Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie

Par le SE de Dar es Salam

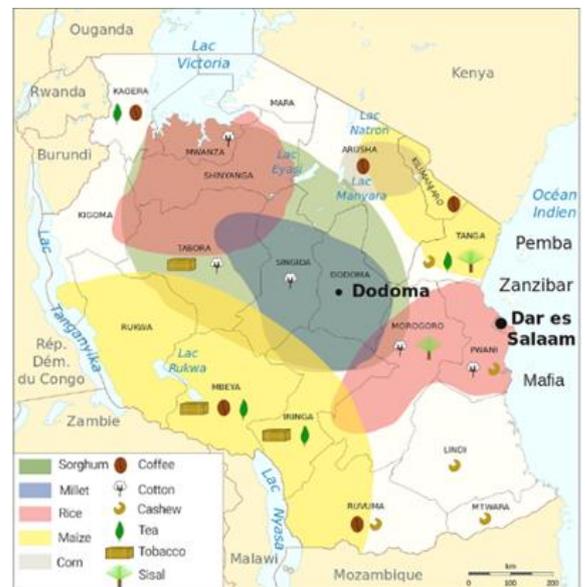


Du maïs à l'essor du riz et des oléagineux

En Tanzanie, les céréales jouent un rôle important dans le pays en termes de sécurité alimentaire : 90% des besoins alimentaires annuels de la Tanzanie sont produits localement et les petits exploitants agricoles représentent 70% de toute la production. Si le maïs représente plus d'un tiers des surfaces cultivées et l'alimentation de base pour plus de 70% de la population, les productions de riz et d'oléagineux (tournesol, arachide) connaissent un essor particulier ces dernières années. Dépendante à plus de 90% des importations (notamment de Russie et d'Ukraine) pour sa consommation annuelle d'1 MT de blé, la Tanzanie cherche à soutenir la production locale de blé tout en renforçant la production de sorgho. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, un effort budgétaire important (+250%) a été consenti pour renforcer les investissements dans le secteur agricole (notamment l'irrigation, la recherche, la production et la distribution de semences) et assurer la sécurité alimentaire du pays, tout en recherchant de nouveaux débouchés à l'export, essentiellement dans la région.

Une production dominée par le maïs et qui s'oriente vers le riz et les oléagineux

Le maïs et le riz comme principales céréales. 90 % des besoins alimentaires annuels de la Tanzanie sont couverts localement et les petits exploitants agricoles représentent 70% de toute la production. Plus de 45% de la superficie totale de la Tanzanie est utilisée pour l'agriculture, avec une gamme variée d'utilisations agraires et pastorales. Les surfaces cultivées en céréales s'élèvent à 6 Mha pour une production totale de 12,5 MT. Le maïs représente de loin la culture vivrière la plus largement cultivée, remplaçant le millet et le sorgho traditionnellement dominants, à mesure que de plus en plus de cultivars résistants à la sécheresse et aux ravageurs sont devenus disponibles. Avec 3,7 Mha de terres cultivées, pour une production totale de 6,2 MT, le maïs couvre près d'un tiers des terres arables en Tanzanie. Presque la moitié de tout le maïs produit en Tanzanie provient des hautes terres du sud (Ruvuma, Mbeya, Iringa Tabora). Au cours des deux dernières décennies, la superficie des terres cultivées en maïs a plus que doublé, en grande partie pour faire face à la croissance démographique, mais les programmes gouvernementaux visant à améliorer les pratiques agricoles ont été largement inefficaces. Les rendements totaux par hectare ont diminué au cours des 10 dernières années, preuve qu'une utilisation accrue des terres, plutôt qu'une efficacité et un savoir-faire accrus, a été le facteur prédominant de la croissance du secteur. La Tanzanie est par ailleurs le plus grand producteur de riz de la région de l'Afrique de l'Est. Avec une production annuelle de 3,8 MT répartie sur 1,2 Mha, le sous-secteur du riz s'est fortement développé ces dernières années en étant identifié comme une priorité stratégique pour le développement agricole en raison de son potentiel d'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des ménages ruraux. Le sorgho (650 000 ha et 718 000 T), le millet (267 000 ha, 342 000 T) et le blé (51 000 ha, 66 000 T) constituent les autres céréales cultivées en Tanzanie. Plus de 90 % du blé produit en Tanzanie provient de grandes exploitations commerciales des hautes terres du nord (Kilimandjaro, Arusha et Manyara) ou de petites et moyennes exploitations familiales des hautes terres du sud.



Le haricot sec comme principale culture protéagineuse. La culture de protéagineux est largement dominée par le haricot sec. Avec une surface de plus de 0,9 Mha et une production en augmentation de 1,2 MT, le haricot sec représente plus des 2/3 de la culture de protéagineux dans le pays. La culture d'autres légumineuses est néanmoins à souligner comme le Niébé (116 000 ha), le pois d'Angole (101 000 ha), les pois secs (57 000 ha) et les pois chiches (57 000 ha).

Des cultures oléagineuses, comme l'arachide, le tournesol et le sésame, en forte augmentation. Les surfaces des cultures oléagineuses ont été multipliées par 5 sur les 20 dernières années. Parmi ces cultures, le tournesol (1,0 Mha), l'arachide (990 000 ha) et le sésame (933 000 ha) ont connu un essor important. La production de soja se développe ces dernières années, mais les surfaces restent encore en-deçà de 20 000 ha.

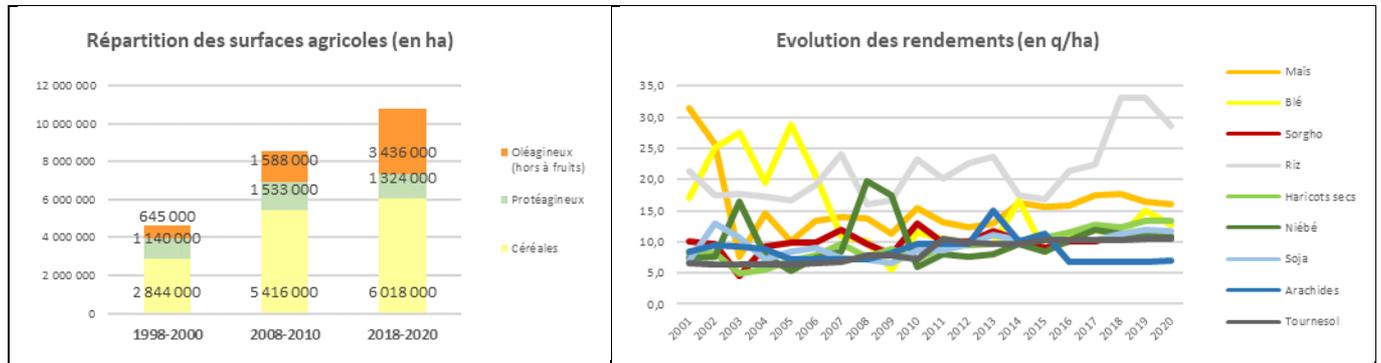


Figure 27 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

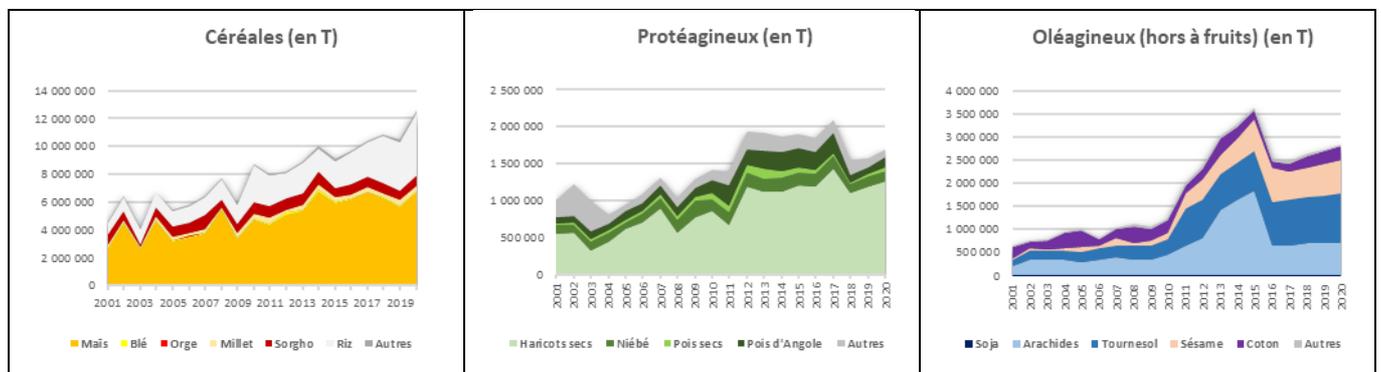


Figure 28 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Le maïs, le riz et le haricot comme base de l'alimentation tanzanienne. Le maïs représente l'aliment de base de près de 70% de la population. Les repas les plus courants en Tanzanie comprennent l'*Ugali* préparé avec de la farine de maïs, le *Wali Mweupe* préparé avec du riz, les *chapati* et les *mandazi* préparés avec de la farine de blé, le *Pilau* et le *Biryani* (riz préparé avec une variété d'épices et de la viande) et le *Vitumbua* préparé avec de la farine de riz. Par conséquent, les céréales constituent l'essentiel des apports caloriques du régime alimentaire journalier en Tanzanie, avec une consommation de blé particulièrement significative en zones urbaines. La consommation journalière de légumineuses s'établit quant à elle à 76,3 g/j, soit la 2^{ème} plus importante d'Afrique de l'Est et d'Océan Indien, derrière le Rwanda.

Pour 2021/22, la Tanzanie devrait être autosuffisante sur le plan alimentaire pour toutes les principales cultures vivrières, à l'exception du millet, du sorgho et du blé. Un excédent sera enregistré pour les cultures telles que le riz (qui aura un *Self Sufficient Ratio-SSR* de 241 %), les légumineuses (249 %) et le maïs (116 %). La production agricole déficitaire sera comblée par des importations.

En 2021, le pays a dépensé plus de 450 MUSD pour l'importation de denrées et produits alimentaires. Les importations alimentaires (blé, huiles et graisses comestibles) représentent la plus grande part (80%) des importations totales. Le blé représente à lui-seul près de 30% de ces importations agricoles. En 2020/21, la Tanzanie a produit 70 288 T de blé pour une demande d'1 MT. Plus de 90% du blé consommé en Tanzanie est ainsi importé, dont les 2/3 en provenance de Russie et d'Ukraine. Malgré la forte croissance de production d'oléagineux et notamment de tournesol, la Tanzanie ne parvient pas à répondre à la demande en huiles comestibles avec un déficit de 350 000 T par rapport à la production actuelle de près de 380 000 T. Les importations d'huiles végétales (tournesol) sont ainsi dépendantes de la Russie et de l'Ukraine, même si la majeure partie de l'huile importée est de l'huile de palme en provenance d'Indonésie et de Malaisie.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	6 212 052	3 725 026	16,7	56 266	1%	ZAMBIE	143 219	2%
Blé	65 680	51 382	12,8	243 416	79%	RUS, UKR, ARG, AUS	667	1%
Riz	3 805 860	1 224 134	31,1	991	0%	-	192 354	5%
Sorgho	718 037	652 145	11,0	7 571	1%	OUG, MALAWI	7 596	1%
Autres céréales	491 064	365 329	13,4	57	0%	-	8 318	2%
Haricots secs	1 187 368	911 208	13,0	3 745	0%	OUG, RWA	62 741	5%
Niébé	129 737	115 896	11,2	-	0%	-	-	0%
Pois secs	33 124	56 398	5,9	9 522	25%	USA, KEN, UKR	5 151	16%
Pois d'Angole	109 261	101 081	10,8	-	0%	-	-	0%
Autres protéagineux	144 594	139 892	10,3	6 010	10%	-	91 046	63%
Soja	22 720	19 458	11,7	4 603	17%	MALAWI, ZAMBIE	-	0%
Arachide	680 000	990 000	6,9	-	0%	-	-	0%
Tournesol	1 038 333	1 003 333	10,3	2 708	0%	TURQ	-	0%
Autres oléa. à graines	1 005 729	1 423 489	7,1	235	0%	-	122 962	12%
Huiles végétales	379 824	-	-	364 088	50%	INDO, MALAI, UKR	10 553	3%
Tourteaux	Pas données	-	-	33 149	-	ZAMB, MALAWI	146 958	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	60	-	-	147 274	-
Farines	Pas données	-	-	32 413	-	EAU, TURQ, INDE	45 623	-

Tableau 7 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

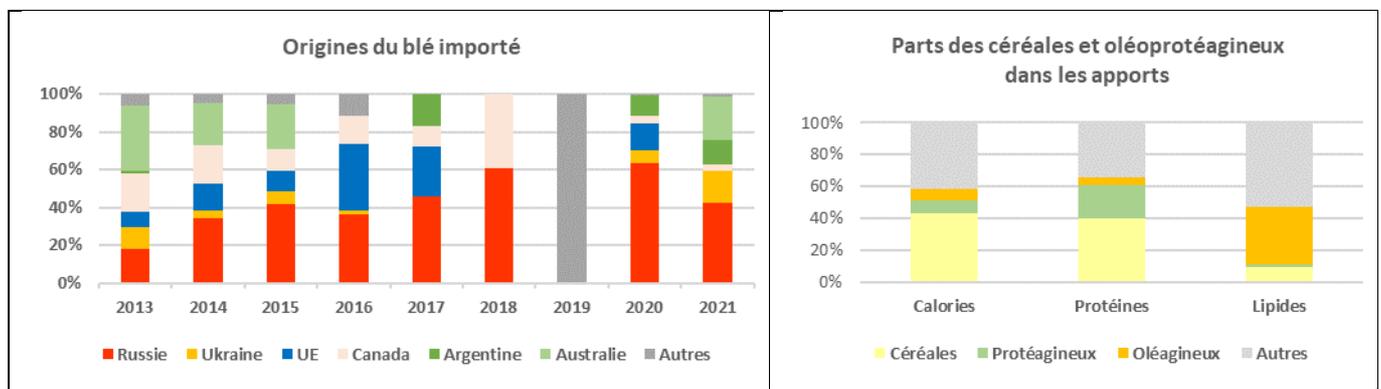


Figure 29 : Evolution des origines du blé importé (Gauche) et Part des céréales, oléagineux et protéagineux dans les apports caloriques, protéiques et lipidiques en 2019 (Droite) (Sources FAO et douanes)

Structuration des filières et principaux enjeux

Entre petits producteurs et grandes exploitations. Le secteur des céréales et des oléo-protéagineux est marqué à la fois par des productions assurées par des petits producteurs et de plus grands opérateurs. Environ la moitié du maïs produit en Tanzanie provient des hautes terres du sud du pays. Les petits agriculteurs contribuent à plus de 80% du total de la production.

Le secteur reste une perspective d'investissement attrayante à première vue. Bénéficiant d'une situation géographique enviable, avec huit voisins directs et trois ports commerciaux, le pays est bien positionné pour l'exportation des excédents agricoles et des cultures stratégiques mondialement recherchées. C'est notamment déjà le cas pour le maïs, le riz, mais également les tourteaux et les sons de céréales. L'adhésion aux blocs commerciaux régionaux de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) donne théoriquement un accès direct aux marchés de l'Afrique orientale et australe. Forte de ses 13,5 Mha de terres arables (la 3^{ème} surface la plus importante d'Afrique de l'Est, derrière le Soudan et l'Ethiopie) et de plusieurs acteurs industriels d'ores et déjà présents dans le pays (5 unités de transformation de tournesol sont par exemple recensées), la Tanzanie est extrêmement bien placée pour répondre à la demande accrue de matières premières dans le monde, sous réserve de renforcer la productivité et la durabilité de son secteur agricole.

A court terme la guerre en Ukraine, combinée aux impacts du COVID-19 et aux impacts du changement climatique, aux prix élevés du carburant et des engrais, a des effets néfastes sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les augmentations du coût des huiles comestibles et du blé affectent tous les ménages tanzaniens mais frappent plus durement les plus pauvres.

A moyen terme, les principaux enjeux du secteur agricole tanzanien résident dans la réduction de la dépendance aux intrants importés (les engrais et produits phytosanitaires sont importés à 90%), la structuration des chaînes de valeur (manque d'acteurs dans la chaîne de valeur, transformation, stockage, etc.), le développement des productions sous labels, la réduction des pertes post-récolte, l'engagement du secteur privé, mais également la facilitation du climat des affaires et l'accès au financement, le développement des infrastructures et le renforcement des connaissances.

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

La politique agricole tanzanienne est encadrée par l'ASDS II (*Agricultural Sector Development Strategy 2*) établie pour la période 2017/18-2022/23. Elle est mise en œuvre selon l'ASDP II (*Agricultural Sector Development Programme Phase 2*) établi pour 10 ans (2016-2025) et est aujourd'hui en cours de révision. Ces documents stratégiques visent à transformer le secteur agricole dans l'optique d'une plus grande productivité et de niveaux de commercialisation plus élevés, et à augmenter le revenu des petits exploitants en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ces dernières années, la Tanzanie a donné la priorité à la culture du riz pour la consommation locale et l'exportation vers les pays voisins. Pour atteindre ces objectifs, le ministère de l'Agriculture offre un soutien technique et de formation d'organisations non gouvernementales. Il construit également des systèmes d'irrigation pour la production de riz et encourage l'utilisation efficace des engrais par le biais de la stratégie nationale de développement du riz (phase 2) sur 10 ans (NRDS-II). L'objectif de la NRDS-II est de doubler la superficie cultivée en riz de 1,1 à 2,2 Mha de 2018 à 2030, de doubler la productivité du riz à la ferme de 2 T/ha à 4 T/ha d'ici 2030 et de réduire les pertes après récolte de 30 à 10% d'ici 2030.

Le tournesol, mais également le soja, le sorgho et le blé, font désormais partie des nouvelles priorités. Le gouvernement a élaboré une stratégie en vue d'augmenter la production locale de graines de tournesol (mais aussi de palmier à huile) afin de réduire la dépendance aux importations d'huile et de limiter les fluctuations des prix. L'objectif est de produire bien plus d'1 MT de tournesol. L'Agence des semences agricoles (ASA) a notamment été chargée de produire 15 000 T de semences de qualité à distribuer aux agriculteurs de diverses régions jusqu'en 2025. La culture de soja, introduite en Tanzanie dans le cadre de l'initiative SAGCOT, est également encouragée à se développer, tout comme la culture du sorgho, qui fait l'objet de recherches approfondies avec le *Tanzania Agricultural Research Institute* (TARI) et le *Programme Alimentaire Mondial* (PAM).

Plusieurs projets de bailleurs soutiennent le développement de ces productions. De nombreux bailleurs multilatéraux (BM, FIDA, UE, etc.) et bilatéraux soutiennent le secteur agricole et notamment la production céréalière en Tanzanie. Le projet le plus récent, financé par un prêt à hauteur de 71 MUSD du *Fonds africain de développement* (FAD), porte sur l'appui à la distribution d'intrants agricoles. Ce projet vise à améliorer la production, la productivité et la rentabilité du blé et du tournesol en intensifiant la fourniture d'intrants (semences et engrais certifiés) à des prix abordables pour les petits exploitants agricoles. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) devrait par ailleurs cofinancer le projet à hauteur de 50 MUSD afin de poursuivre l'intensification de la culture du riz. Le projet concentrera ses investissements dans 7 régions des hauts plateaux du Nord et du Sud (*Arusha, Manyara, Mbeya, Rukwa, Kilimanjaro et Njombe*) pour la production de blé, dans la zone du corridor central (*Singida, Manyara, Arusha, Rukwa, Dodoma, Morogoro et Songwe*) pour le tournesol, et dans le corridor de la zone des lacs (*Shinyanga, Mwanza, Simiyu et Geita*) pour le riz.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le budget du ministère de l'Agriculture a plus que doublé en un an, passant de 127,8 MUSD en 2021/22 à 327 MUSD en 2022/23 (+250%). La recherche agricole, la production de semences, l'irrigation, la construction d'entrepôts de stockage, l'amélioration des services de vulgarisation et l'élargissement de l'accès aux engrais en subventionnant et en supprimant la taxe sur la valeur ajoutée pour les denrées agricoles produites localement sont quelques orientations prévues dans le budget agricole. L'irrigation reçoit spécifiquement la moitié du budget, soit une multiplication par 8 du budget dédié à ces investissements en un an. L'adoption des *Plans Régionaux de Développement Agricole* (DADP) devrait par ailleurs accélérer le développement de l'emploi, favoriser la sécurité alimentaire et stimuler les revenus agricoles régionaux et nationaux.

Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est

Indicateurs Pays	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	11,9	53,8	45,7	13,0	11,2	59,7
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	3,1	2,3	3,6	2,6	0,9	3,0
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	166	56	116	38	185	141
<i>Rang Indice de corruption - Transparency international 2021</i>	169	128	144	52	180	87
Macroéconomie						
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2022</i>	3,4	114,7	46,4	12,1	5,7	77,5
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2022</i>	272	2 252	1 060	910	393	1 260
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2022</i>	3,6	5,7	4,9	6,4	6,5	4,8
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2022</i>	9,2	7,2	6,1	8,0	16,0	4,4
Finances Publiques						
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2022</i>	-7,4	-6,9	-5,6	-6,8	8,9	-3,3
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2022</i>	69,2	70,3	53,1	72,0	50,5	39,8
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2022</i>	19,6	35,0	33,8	59,3	-	26,7
Echanges						
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2020</i>	-	-8,3	-6,8	-16,2	-	-1,8
<i>Exportation française vers (MEUR) 2021</i>	8,6	156,0	107,2	25,2	1,4	62,2
<i>Importation française depuis (MEUR) 2021</i>	2,0	134,4	17,5	4,9	0,0	31,0
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2021</i>	-13,5	-5,4	-7,9	-10,5	-7,6	-3,3
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2020</i>	1,5	3,1	2,8	2,3	29,5	0,6
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2021</i>	2,1	4,4	4,0	4,6	0,5	4,9
Développement						
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,43	0,60	0,54	0,54	0,43	0,53
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	61,0	66,2	62,8	68,4	57,4	64,8
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	72,8	37,1	41,0	56,6	76,5	49,4
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2018</i>	0,05	0,36	0,14	0,09	0,13	0,21
Notation Dette Souveraine						
S&P	-	B	B	B+(-)	-	-
Moody's	-	B2(-)	B2	B2(-)	-	B2
Fitch	-	B+(-)	B+(-)	B+(-)	-	-
Politique Monétaire						
<i>Taux directeur **</i>	-	7,5	7,5	5	-	5,0

Supplément agricole	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
<i>Part du PIB agricole (%PIB) CNUCED, 2020</i>	37	25	23	29	6	29
<i>Part de population rurale (%Population) BM, 2020</i>	86,3	72,0	75,0	82,6	79,8	64,8
<i>Part des surfaces agricoles (%Superficie) FAO, 2020</i>	73,1	47,6	59,7	68,8	43,7	41,7
<i>Part des surfaces forestières (%Superficie) FAO, 2020</i>	10,1	6,2	9,6	9,9	11,1	48,3
Surfaces agricoles et forestières						
<i>Total des surfaces agricoles (Mha) FAO, 2020</i>	2,0	27,6	14,4	1,8	28,3	39,5
<i>Cultures annuelles - Terres arables (Mha) FAO, 2020</i>	1,2	5,8	6,9	1,2	2,4	13,5
<i>Cultures permanentes (Mha) FAO, 2020</i>	0,4	0,5	2,2	0,3	0,1	2,0
<i>Pâturages et prairies (Mha) FAO, 2020</i>	0,5	21,3	5,3	0,4	25,8	24,0
<i>Total des surfaces forestières (Mha) FAO, 2017</i>	0,3	3,6	2,3	0,3	7,2	45,7
Cheptel						
<i>Bovins (millions de têtes) FAO, 2020</i>	0,6	21,7	15,5	1,3	13,8	28,3
<i>Ovins (millions de têtes) FAO, 2020</i>	0,7	25,3	2,0	0,6	15,0	7,9
<i>Caprins (millions de têtes) FAO, 2020</i>	3,4	36,0	15,4	2,7	17,6	18,6
<i>Porcins (millions de têtes) FAO, 2020</i>	0,8	0,6	2,6	1,5	0,0	0,5
<i>Volailles (millions d'animaux) FAO, 2020</i>	2,6	57,2	36,3	5,6	15,0	38,0
Echanges agricoles, agroalimentaires, bois et agrofournitures						
<i>Total des imports "agricoles" (MUSD) CNUCED, 2020</i>	192	3 112	1 192	495	427	1 052
<i>Total des exports "agricoles" (MUSD) CNUCED, 2020</i>	58	3 621	1 617	383	3	1 503
<i>Exportations "agri" FR vers (MEUR) Kiosque Fin., 2021</i>	1,8	36,8	5,5	9,2	0,8	10,8
<i>Importations "agri" FR depuis (MEUR) Kiosque Fin., 2021</i>	1,7	121,4	16,2	4,3	0,0	22,2

❖ Corne de l'Afrique – Djibouti

Par l'Ambassade de France à Djibouti



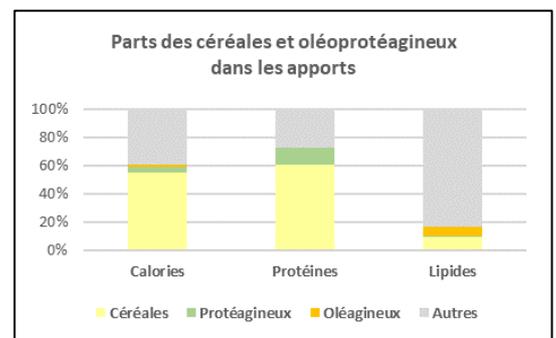
A l'exception de quelques haricots secs, tout est importé

A Djibouti, les conditions pédoclimatiques ne sont pas favorables à la production de céréales et d'oléo-protéagineux. L'essentiel de ces produits est donc importé, à l'état brut ou sous forme de farine et d'huile, pour satisfaire les besoins des populations. Le contexte de la guerre en Ukraine exacerbe la tension sur les prix et a conduit le gouvernement à renforcer les mesures de maîtrise des prix des denrées alimentaires de base.

En l'absence de production locale, la consommation relève des produits importés

Une absence de production locale. A l'exception de quelques tonnes de maïs et de 2 200 T de haricots secs, Djibouti ne produit pas de céréales et d'oléo-protéagineux. Tous les produits consommés sont ainsi importés à l'état brut ou sous forme de farines et d'huiles.

Le régime djiboutien est basé à 93,0 % sur des produits d'origine végétale. Les repas les plus courants comprennent le *laohoh* (une galette à base de farine de blé), le riz, du *garoobey* (une bouillie d'avoine à base de lait), le *baasto* (des pâtes à base de farine de blé). Les céréales représentent ainsi 54,9 % des apports caloriques du régime journalier djiboutien. Les apports protéiques et lipidiques sont notamment fournis par les lentilles, les haricots et les pois, mais la consommation en légumineuses s'établit à 36,0 g/pers/j, en deçà de la moyenne mondiale.



Des importateurs de céréales dans les zones franches. Ce sont quelques gros importateurs de denrées alimentaires djiboutiens qui tiennent le marché des céréales et qui en possèdent des stocks importants dans les zones franches. Chaque année, ce sont environ 288 000 T de riz, 140 000 T de blé, 50 000 T de sorgho et 17 000 T de maïs qui sont importées à Djibouti. Ce sont également 70 000 T de farine de blé qui sont importées, essentiellement en provenance de Turquie et d'Inde, représentant une valeur de plus de 20 MUSD/an. A ces volumes s'ajoutent 35 000 T de protéagineux (pois secs et lentilles) qui sont importés.

Un raffinage des huiles qui se développe localement. L'huile de palme (316 000 T/an, en moyenne sur 3 ans) et l'huile de tournesol (116 000 T/an, en moyenne sur 3 ans) sont les deux principales huiles importées à Djibouti. L'usine *Golden* raffine notamment l'huile de palme importée principalement d'Indonésie et de Malaisie. L'huile de tournesol provient de Turquie, voire d'Ukraine.

Ni l'Ukraine ni la Russie n'apparaissent dans la liste des principaux partenaires commerciaux pour les importations de Djibouti, selon l'*Institut de la Statistique de Djibouti*. Les principaux partenaires, pour les denrées concernées, sont ainsi la Turquie, les USA, le Pakistan, l'Inde, l'Argentine, l'Indonésie et la Malaisie. L'Ukraine peut apparaître en direct dans certains échanges de blé, de pois et d'huile de tournesol. La guerre en Ukraine peut néanmoins affecter les approvisionnements en blé, en farine et en huile en provenance de Turquie, cette dernière transformant une grande quantité de céréales et d'oléo-protéagineux issus d'Ukraine et de Russie.

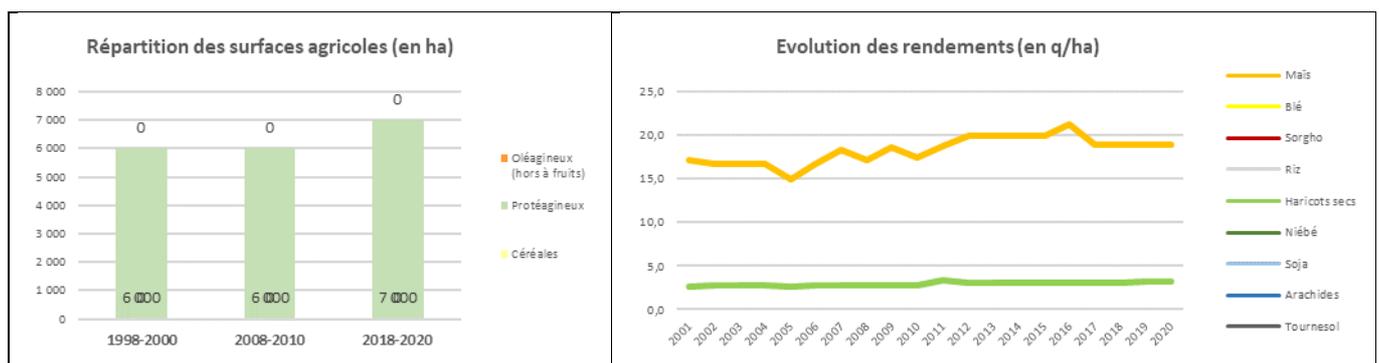


Figure 30 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	17	9	18,9	17 480	100%	ARG, USA	-	0%
Blé	-	-	-	141 151	100%	UKR, USA	-	-
Riz	-	-	-	287 631	100%	INDE, PAK	-	-
Sorgho	-	-	-	49 517	100%	USA, INDE	-	-
Autres céréales	-	-	-	98	172%	-	41	-
Haricots secs	2 249	7 080	3,2	1 405	-16%	ETH	12 397	551%
Niébé	-	-	-	-	-	-	-	-
Pois secs	-	-	-	22 084	100%	USA, UKR, TURQ	-	-
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres protéagineux	-	-	-	13 091	152%	-	4 504	-
Soja	-	-	-	-	-	-	7 153	-
Arachide	-	-	-	-	-	-	-	-
Tournesol	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres oléa. à graines	-	-	-	435	-103%	-	856	-
Huiles végétales	-	-	-	432 149	100%	INDO, MAL, TUR, UKR	102	-
Tourteaux	Pas données	-	-	4	-	-	105	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	414	-	-	0	-
Farines	Pas données	-	-	69 885	-	TURQ, INDE	299	-

Tableau 8 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

Des mesures prises pour limiter la hausse des prix

Une tension sur les prix de plus en plus observable. Deux produits sont particulièrement affectés par la hausse des prix à Djibouti : la farine blanche, utilisée par les boulangers et les ménages, et l'huile alimentaire. Dans un contexte où tous ces produits sont issus des importations, la tension sur les prix serait liée à la fois aux impacts de la guerre en Ukraine, mais également aux craintes de rupture d'approvisionnement sur le marché local, à court et moyen terme. Beaucoup d'achats par anticipation ont ainsi été observés ces derniers mois à Djibouti, une habitude d'achat courante à Djibouti, mais amplifiée par la guerre en Ukraine.

Plusieurs mesures prises par les autorités pour limiter la hausse des prix et accompagner les ménages les plus modestes. Les prix des produits de base sont habituellement homologués et contrôlés par l'Etat pour éviter une inflation exagérée. Il en va de même pour les marges des grossistes et détaillants, qui sont encadrées. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le Chef de l'Etat, M. Ismaïl Omar Guelleh, a proposé, en renforcement, un plan national d'actions destinées à éviter les répercussions économiques négatives de la guerre : maîtrise des prix par la mise en place d'une subvention de l'Etat sur les produits de première nécessité, contrôle rigoureux des tarifs auxquels ces produits sont vendus sur le marché, et prise en charge alimentaire complète au profit de 10 000 familles issues de la frange communautaire la plus modeste. Cette subvention de l'Etat s'expliquerait notamment par le fait que la consommation de céréales est très élevée chez les populations les plus vulnérables.

Un engagement des bailleurs. En parallèle des mesures prises par le gouvernement, la Banque Mondiale vient de valider un projet de réponse à la crise pour un montant de 30 MUSD. Ce dernier interviendra en complément du projet intégré de transferts monétaires et du renforcement du capital humain (PITCH), et sera complémentaire au projet sur les filets sociaux financé par l'UE et aux interventions de la France avec le PAM en matière d'aide alimentaire d'urgence.

Corne de l'Afrique – Érythrée

Par le SE d'Addis-Abeba



Une grande diversité de céréales, mais des rendements très faibles

En Érythrée, la production agricole est largement dominée par les céréales (sorgho, millet, orge, teff, blé). La dépendance aux aléas climatiques impacte néanmoins régulièrement les niveaux de production, déjà limités par de faibles rendements. Dans ce contexte, la dépendance aux importations est particulièrement significative pour ce qui concerne la farine de blé (140 000 T/an), en provenance essentiellement de Turquie. Un rééquilibrage des assolements est par ailleurs recherché à travers le développement des productions d'oléo-protéagineux.

Une production dominée par les céréales

Des surfaces cultivées limitées. Environ 0,7 Mha de terres seraient cultivées en Érythrée, dont plus de 95 % sous agriculture pluviale, l'agriculture irriguée représentant une très faible part de la production. La forte dépendance aux conditions météorologiques et l'absence d'infrastructures, limite la mise en valeur des terres arables, estimées à 2,1 Mha, selon les rapports du ministère de l'agriculture.

Une forte représentation des céréales. Les céréales représenteraient 80 % de la surface cultivée (en céréales et oléo-protéagineux). Le sorgho est de loin la culture principale, avec 270 000 ha et 140 000 T produites, devant le millet (75 000 ha, 25 000 T), l'orge (45 000 ha, 65 000 T), le teff (41 000 ha, 30 000 T), le blé (25 000 ha, 25 000 T) et le maïs (20 000 ha, 20 000 T). Les rendements sont particulièrement faibles dus à un usage limité en intrants (semences, engrais, etc.). Toutes les céréales sont particulièrement cultivées dans les hautes terres, mais le sorgho et le millet sont également cultivées dans les basses terres.

Une faible production (mais diversifiée) de protéagineux. La production de protéagineux est limitée à 47 000 ha, soit 8 % de la surface cultivée en céréales et oléo-protéagineux. Une grande variété de protéagineux est néanmoins cultivée : pois chiches, pois secs, haricots secs, lentilles, fèves, etc.

Des surfaces destinées aux oléagineux en augmentation. Même si la production d'oléagineux reste limitée à 85 000 ha (12 % des surfaces cultivées en céréales et oléo-protéagineux), ces surfaces sont en augmentation ces 20 dernières années. L'arachide, le sésame, le lin font partie des productions oléagineuses mises en valeur.

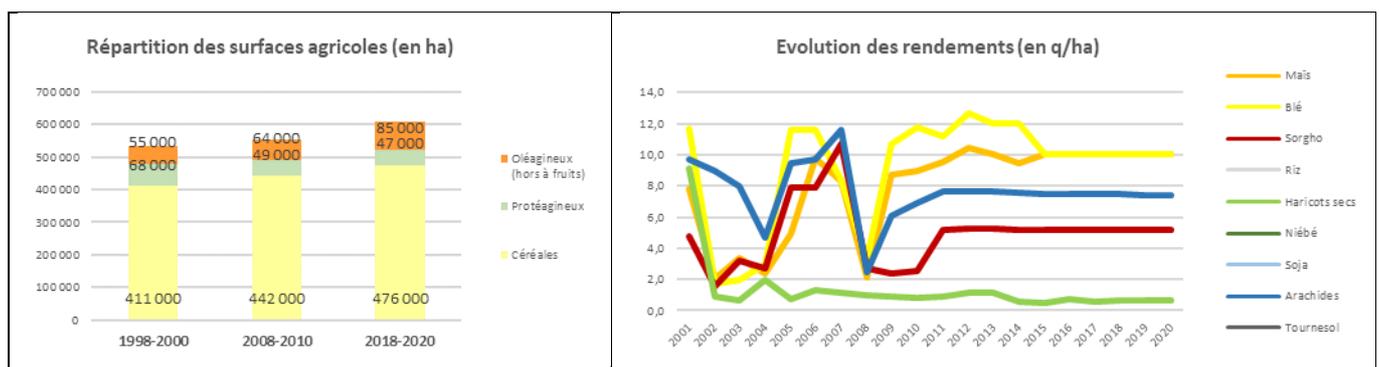


Figure 31 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

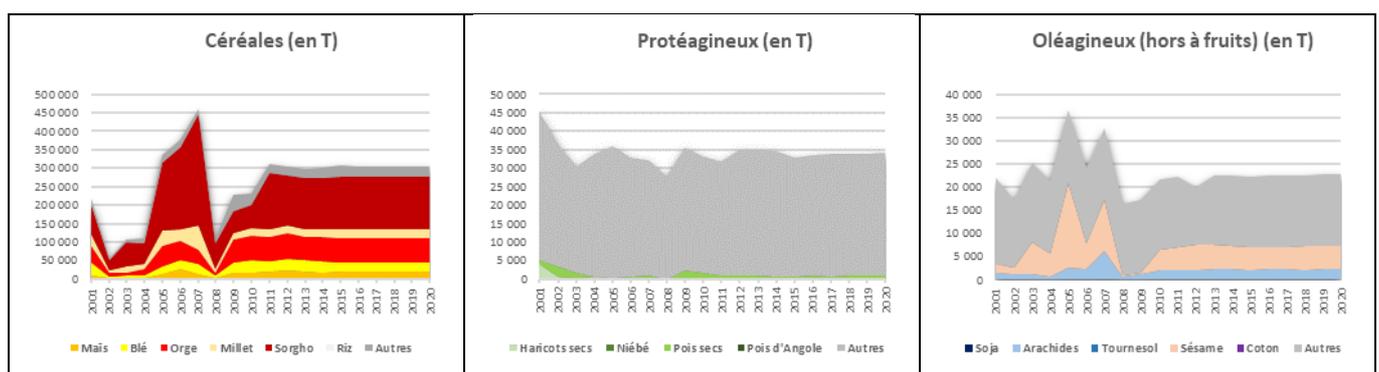


Figure 32 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Largement basée sur des systèmes de production traditionnels, la sécurité alimentaire demeure un défi en raison des sécheresses fréquentes et de la dégradation des sols. L'Érythrée est ainsi un importateur net de produits alimentaires. Bien que les données sur la sécurité alimentaire de l'Érythrée soient limitées, on note que les quantités de denrées agricoles importées diminuent à l'occasion de bonnes années de récolte, alors qu'elles augmentent durant les années de sécheresse.

La farine de blé comme principal produit importé. Avec plus de 140 000 T importées en moyenne chaque année (en provenance essentiellement de Turquie), la farine de blé est le principal poste d'importation de denrées alimentaires en Érythrée, loin devant les huiles végétales (15 000 T – soja, tournesol, palme). Le sorgho (51 000 T), le blé (35 000 T) et les lentilles (7 000 T) font également partie des produits de base régulièrement importés pour la consommation locale.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	20 000	20 000	10,0	41	0%	-	-	0%
Blé	25 000	25 000	10,0	34 849	58%	RUS, UKR	-	0%
Riz	-	-	-	1 328	100%	USA, UE	-	-
Sorgho	140 000	270 000	5,2	51 316	27%	USA	-	0%
Autres céréales	119 899	160 907	7,5	-	0%	-	-	0%
Haricots secs	120	1 859	0,6	9	7%	-	-	0%
Niébé	-	-	-	-	-	-	-	0%
Pois secs	664	1 526	4,4	-	0%	-	-	0%
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	0%
Autres protéagineux	33 143	43 865	7,6	7 171	18%	-	2	0%
Soja	-	-	-	-	-	-	-	-
Arachide	2 215	2 986	7,4	-	0%	-	-	0%
Tournesol	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres oléa. à graines	20 499	82 167	2,5	-	0%	-	0	0%
Huiles végétales	703	-	-	15 483	96%	TURQ, UKR, MALAI	-	0%
Tourteaux	Pas données	-	-	-	-	-	-	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	-	-	-	-	-
Farines	Pas données	-	-	143 842	-	TURQ	4	-

Tableau 9 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

La priorité du gouvernement érythréen est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population. Le Plan indicatif national de développement (NIDP) 2014-2018 poursuivait deux objectifs : (i) augmenter la production annuelle de l'agriculture et de l'élevage pour l'utilisation comme nourriture et comme matière première pour les industries associées de manière durable ; et (ii) gagner des devises grâce aux exportations de produits agricoles et agro-industriels, et les importations de substitution. L'évolution des habitudes de consommation pour améliorer l'autosuffisance alimentaire et la nutrition font également partie de cette stratégie.

Plus généralement, la stratégie de développement agricole se concentre principalement sur les domaines suivants : la conservation et développement des ressources naturelles ; l'expansion de l'agriculture irriguée ; la construction de barrages et d'étangs de différentes tailles ; l'augmentation de la productivité agricole par l'intensification et l'intégration des cultures et de l'élevage, l'introduction de technologies de production appropriées et d'intrants tels que les semences améliorées, les « bio-engrais », les produits de biocontrôle, la mécanisation, etc.

Selon le plan stratégique quinquennal du Ministère de l'agriculture (2019-2023), l'objectif est de renforcer la production de légumineuses et d'oléagineux pour atteindre, pour chacune de ces cultures, 25 % des surfaces agricoles cultivées. Il existe par exemple un plan pour étendre la culture du colza dans les assolements. Les moyens financiers restent néanmoins limités pour soutenir ces orientations et ces projets.

❖ Corne de l'Afrique – Éthiopie

Par le SE d'Addis-Abeba

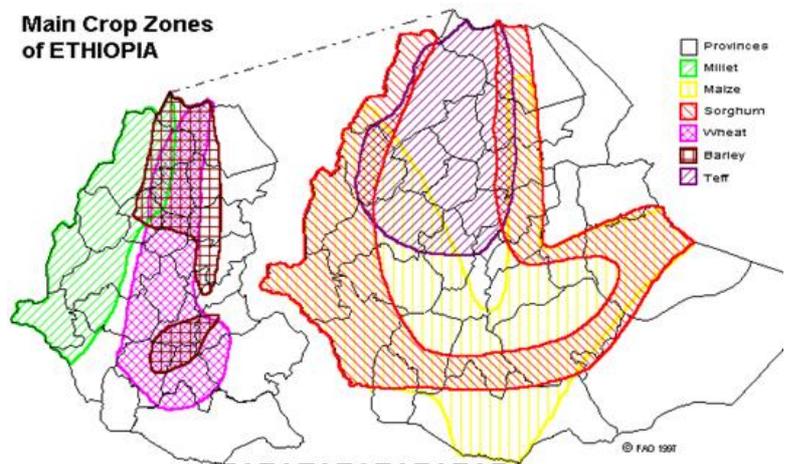


La plus grande production de céréales d'Afrique de l'Est

En Éthiopie, la production céréalière couvre plus des 2/3 des surfaces cultivées, ce qui en fait la plus importante et la plus diversifiée d'Afrique de l'Est (teff, maïs, blé, sorgho, orge, mil). Cette couverture se fait néanmoins au détriment des productions de légumineuses qui, bien que développées et très diversifiées (fèves, haricots et pois secs, pois chiches, soja, arachides, etc.), représentent un peu moins de 2 Mha, soit 1/8^{ème} des surfaces cultivées. L'Éthiopie exporte une partie de sa production d'oléo-protéagineux (haricots secs, soja, sésame) mais dépend également des importations pour une partie de sa consommation en céréales (blé, riz) ou en huiles (palme, colza). Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine, amplifié par le conflit au Tigré, la pénurie de devises et la sécheresse qui affecte le Sud du pays depuis 2 ans, le secteur agricole est aujourd'hui sous tension et peine à disposer des intrants (semences, engrais) pour assurer la production des prochaines saisons culturales et la sécurité alimentaire du pays.

Une production de céréales et oléo-protéagineux très diversifiée

Le teff comme céréale emblématique. Avec un total de plus de 10,6 Mha, les céréales occupent plus des 2/3 des terres cultivées. Il s'agit principalement du teff, originaire d'Éthiopie (3,1 Mha - 6,0 MT), du maïs (2,4 Mha - 10,0 MT), du blé (1,8 Mha - 5,2 MT), du sorgho (1,8 Mha - 5,1 MT), de l'orge (0,9 Mha - 2,3 MT) et du mil (0,5 Mha - 1,2MT). Le teff et le blé sont cultivés dans les plateaux centre-ouest du pays. Le sorgho, le millet et le maïs sont cultivés principalement dans des zones plus chaudes à des altitudes plus basses le long des périphéries ouest, sud-ouest et est du pays. Le sorgho et le mil, qui résistent à la sécheresse, poussent bien à basse altitude où les précipitations sont moins régulières. Le maïs est cultivé principalement entre 1 500 et 2 200 mètres d'altitude et nécessite de grandes quantités de pluie pour assurer de bonnes récoltes. Sur les 20 dernières années, la production de céréales a augmenté de 280%, sous l'effet conjugué d'une augmentation des surfaces (+50%), mais également des rendements. La production céréalière représente 88,3 % de la production agricole totale, alors que les légumineuses représentent 9,4 % et les graines oléagineuses 2,3 %.



Une grande diversité de protéagineux. Alors que la culture de protéagineux représente une surface d'environ 1,5 Mha, les fèves couvrent 505 000 ha, les haricots secs 310 000 ha, les pois secs et les pois chiches chacun 220 000 ha. Ces surfaces ont connu une progression d'environ 50 % sur les 20 dernières années. Ces légumineuses sont largement cultivées dans les hautes terres du nord et du centre.

Près de 1,2 Mha dédiés à la culture d'oléagineux. Si le soja et l'arachide, légumineuses de type oléagineuses, représentent chacune des surfaces de plus de 200 000 ha, une grande diversité de graines oléagineuses est cultivée dans le pays : la graine de niger (neug) est avant tout cultivée pour la consommation interne, alors que la graine de sésame est cultivée sur 370 000 ha, à la fois pour son usage domestique et pour son exportation. La graine de lin, indigène, est cultivée sur 80 000 ha dans les mêmes zones que la graine de niger. Les autres oléagineux cultivés sont le coton (80 000 ha), le ricin, le colza, le tournesol, la moutarde et le carthame. La plupart des graines oléagineuses sont cultivées par de petits agriculteurs, mais le sésame est également cultivé par de grandes exploitations commerciales.

En synthèse, la production de céréales et d'oléo-protéagineux est fortement diversifiée en Éthiopie, et marquée par une multiplication par 3 à 4 des quantités produites en 20 ans, en lien avec l'augmentation des surfaces et des rendements.

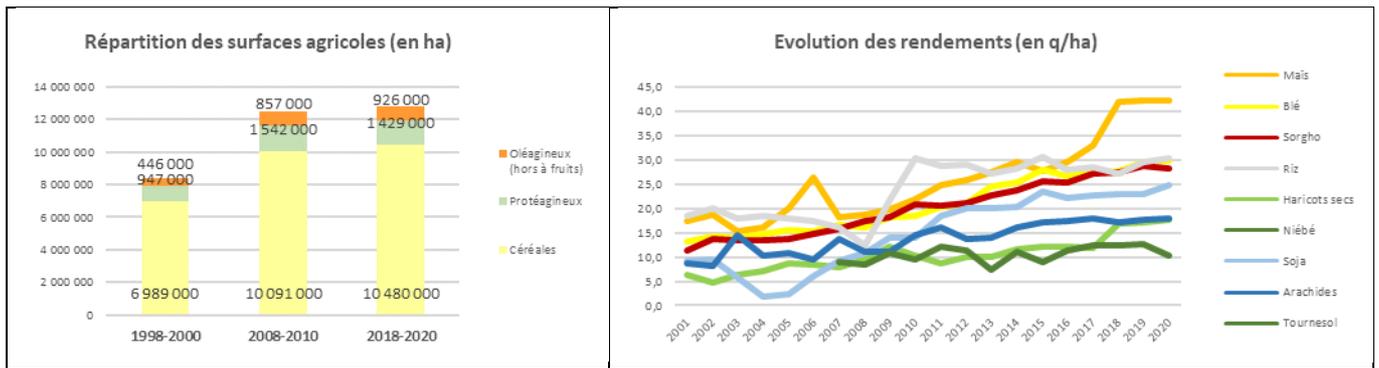


Figure 33 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

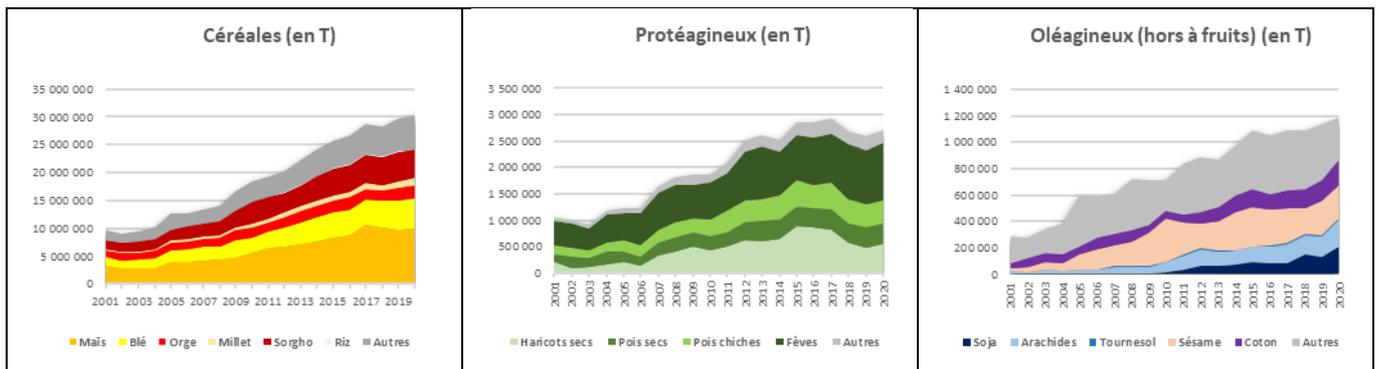


Figure 34 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Le teff et l'orge constituent les céréales de base du régime alimentaire en Éthiopie. Le teff est la base de l'*injera*, un pain sans levain qui est la principale forme de consommation de céréales dans les hautes terres et dans les centres urbains du pays. Principale culture de subsistance, l'orge est utilisée comme aliment et dans la production de *tella*, et utilisée comme *feed*. Les légumineuses sont par ailleurs une source importante de protéines : avec une consommation moyenne de 60,2 g/pers/j, le niveau est bien supérieur à la moyenne mondiale estimée à 41,6 g/pers/j. En raison de l'interdiction religieuse de consommer des graisses animales pendant plus de 200 jours/an, les huiles végétales sont largement utilisées : la graine oléagineuse la plus consommée est la graine de niger (neug), devant la graine de lin, la graine de sésame. L'arachide et le soja sont enfin relativement bien consommés. La majorité des produits consommés proviennent de l'agriculture de subsistance ou sont achetés à l'état brut. Les produits, faiblement transformés, comme les farines et les huiles alimentaires, représentent les principaux produits transformés que l'on retrouve sur le marché local.

Pour les productions végétales, le taux de dépendance aux importations s'établit à 6 % (contre 13 % en moyenne en Afrique et dans le monde), mais traduit des disparités importantes en fonction des produits agricoles. Pour les principales céréales et légumineuses consommées dans le pays, l'Éthiopie a une faible dépendance aux importations. Le pays n'importe en outre que 19 % du blé et 14 % des pois secs consommés. Le riz est le produit le plus dépendant des importations (68%) – mais ne constitue pas une part importante de l'alimentation de base éthiopienne. L'Éthiopie reste néanmoins très dépendante des importations d'huiles végétales (88 %), en provenance principalement de Malaisie et d'Indonésie pour l'huile de palme, et en provenance de Turquie pour l'huile de tournesol. Cette dépendance aux huiles représente un paradoxe dans un pays où les oléagineux représentent le 3^{ème} poste d'exportation (345 MUSD soit 11,5 % des exports en 2019/20) et qui dispose d'usines de transformation d'huile. Le sésame (228 000 T) et le soja (68 000 T) représentent les deux principales cultures oléagineuses exportées, en forte croissance sur les dernières années. La pénurie structurelle de devises qui touche le pays explique pour partie ces exports de produits à l'état brut, en contraignant les acteurs locaux à exporter « à tout prix » des denrées primaires majoritairement agricoles.

Malgré une production importante de céréales, l'Éthiopie se voit obligée d'importer une partie de son blé (19 %). Si les productions céréalières ont légèrement progressé (+2 %) atteignant 30,2 MT selon les statistiques éthiopiennes en 2020/21 contre 29,7 MT en 2019/20, celles-ci ne suffisent pas à répondre à la

demande annuelle de 7 MT de blé d'une population croissante. Selon l'agence de statistiques nationales, sur la production totale d'un agriculteur, seulement 21 % de celle-ci est mise sur le marché, alors que 63 % de la récolte est destinée à la consommation familiale, 11 % préservée pour les semences et 5 % consacrée à l'alimentation du bétail. Les importations de blé proviennent ainsi essentiellement d'Ukraine, de Russie, des USA et de l'UE. Néanmoins, les importations de céréales enregistrent une tendance à la baisse passant de 56 % en 2014/15 à seulement 4 % en 2020/21 en raison de l'échec des appels d'offre lancés par l'Etat.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	9 925 956	2 350 946	42,2	66 259	1%	AdS, ARG, USA, EAU	-	0%
Blé	5 210 684	1 788 787	29,1	1 185 739	19%	UKR, USA, RUS, UE	-	0%
Riz	177 378	61 163	29,0	372 333	68%	INDE, PAK, D, Cds	36	0%
Sorgho	5 115 997	1 815 855	28,2	119 918	2%	USA, I	-	-
Autres céréales	8 998 549	4 463 322	20,2	16 542	0%	TURQ, EAU, CAN, IND	815	0%
Haricots secs	534 011	308 395	17,3	226	0%	-	174 543	33%
Niébé	-	-	-	-	-	-	-	-
Pois secs	377 918	220 450	17,1	62 439	14%	USA, UKR, INDE	299	0%
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres protéagineux	1 748 712	900 370	19,4	3 568	0%	-	63 783	4%
Soja	161 251	67 687	23,8	1	0%	-	57 875	36%
Arachide	168 564	95 226	17,7	-	0%	-	-	0%
Tournesol	6 918	5 739	12,1	113	2%	-	4	0%
Autres oléa. à graines	801 988	756 874	10,6	47	0%	-	224 478	28%
Huiles végétales	59 780	-	-	445 513	88%	MAL, INDO, TUR, UKR	109	0%
Tourteaux	Pas données	-	-	0	-	-	5 706	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	0	-	-	37	-
Farines	Pas données	-	-	75 362	-	TURQ, INDE, EGY	819	-

Tableau 10 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

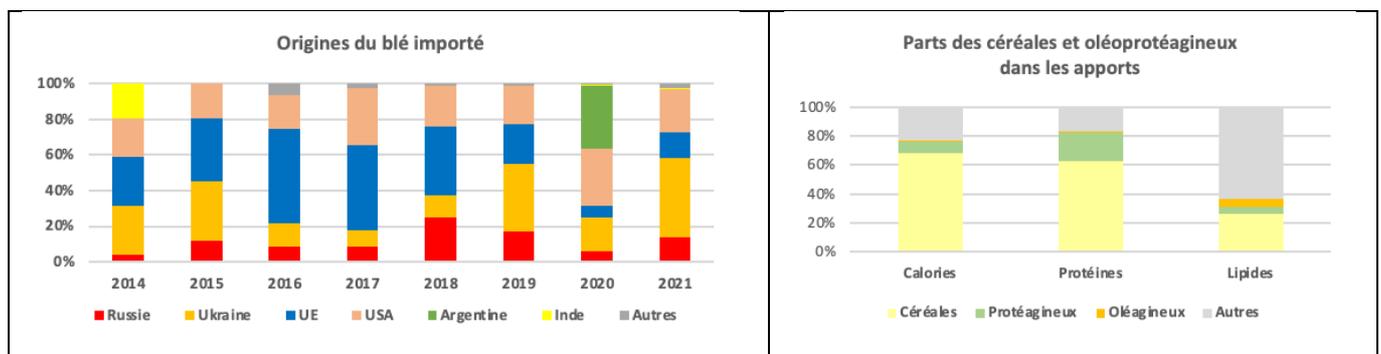


Figure 35 : Evolution des origines du blé importé (Gauche) et Part des céréales, oléagineux et protéagineux dans les apports caloriques, protéiques et lipidiques en 2019 (Droite) (Sources FAO et douanes)

Structuration des filières et principaux enjeux

Le secteur agricole reste très peu structuré, en particulier pour les filières non-exportatrices. Néanmoins, les acteurs privés se regroupent dans des associations sectorielles (*Oilseeds Producers and Exporters Association*). En termes d'importation, le gouvernement éthiopien a longtemps été le seul importateur de blé dans le pays. Néanmoins, depuis 2020, ce secteur est désormais ouvert aux acteurs privés. L'achat et la distribution de semences améliorées, également monopolisé par l'État, est désormais ouvert au secteur privé. Néanmoins, dans le domaine des céréales et des oléo-protéagineux, les principales variétés utilisées sont locales. En cause, la difficulté à pouvoir importer de nouvelles variétés faute de devises, mais également le manque de respect de la propriété intellectuelle (l'Éthiopie n'est pas membre de l'Union pour la protection des obtentions végétales – UPOV). Il existerait aujourd'hui 15 importateurs « actifs » (*Joytech, Ethio Green Life, Gawat...*).

Une multitude de meuniers et d'huileries soumis à des difficultés d'approvisionnement. Le secteur est dominé par quelques grands transformateurs regroupés au sein de l'*Ethiopian Millers Association* qui compte environ 122 meuniers de petite à moyenne taille sur 682 meuniers au total. Néanmoins, en raison de leur grand nombre et du manque d'approvisionnement en blé, un certain nombre d'entre eux tournerait en sous-capacité. Dans le secteur des huiles, il existerait 227 raffineries d'huile alimentaires (37% en région Oromia ; 17% à Addis Abeba et 15% en région Amhara). Selon le rapport annuel sur les graines oléagineuses de l'Éthiopie (2021), les

importations d'huiles ont enregistré une croissance rapide (+10% entre 2014 à 2018). En 2019/20, l'Éthiopie a importé pour 283 MUSD d'huile : 71% d'huile de palme, 27% d'huile de tournesol et 2% d'huile de soja.

En dépit des avancées observées ces 20 dernières années, les enjeux restent importants pour le secteur.

Le secteur des céréales, protéagineux et oléagineux est confronté à de nombreux enjeux tels que la sécurisation de l'accès à la terre (qui limite les investissements et la productivité agricole), l'accès aux financements, l'accès aux intrants (engrais, semences et mécanisation de base), les pertes agricoles (la FAO estime à 840 MUSD/an les pertes céréalières post-récolte en Éthiopie : pertes liées au séchage, au battage, au transport et au stockage), l'érosion des sols et l'accès à l'eau, ainsi que la fragmentation des filières.

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Différents programmes et stratégies pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans le cadre de son programme de développement national, l'Éthiopie a mis en œuvre différentes stratégies et programmes pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle tels que la *Food Security Strategy*, *National Nutrition Strategy*, *National Nutrition Program*, *the Seqota Declaration roadmap*, *Nutrition Sensitive Agriculture Strategy*, *School Health and Nutrition Strategy* and *the Productive Safety Net*. Néanmoins, l'absence d'un cadre juridique et le manque de mandats clairs ont retardé la mise en œuvre de ces programmes. Il n'existe pas de politique spécifique au développement des protéines végétales et les stratégies sont surtout tournées vers des objectifs sanitaires (réduction de la malnutrition, accès à l'alimentation d'urgence, etc.).

La réduction des dépendances aux importations alimentaires comme principal objectif. Pour y parvenir, le gouvernement mène trois stratégies en parallèle en veillant à (i) assurer la gestion des importations et combler la demande, (ii) accroître les capacités de production et de transformation locales, (iii) développer les exportations afin de générer des devises. Une feuille de route « *Exit Strategy* » a été mise en place depuis 2018, pour (i) protéger l'économie locale (interdiction d'exportation des principales céréales vivrières afin de maintenir des prix locaux abordables), (ii) améliorer la productivité agricole (approvisionnement en semences et engrais, développement de l'irrigation, financement des intrants agricoles, encouragement des « cluster farming » et réduction des pertes post-récolte) qui permettront d'envisager plusieurs récoltes dans l'année (contre une seule actuellement), et (iii) encourager le secteur privé à investir dans l'importation ainsi que la fabrication locale de machines agricoles, d'équipements et d'intrants via des incitations fiscales (suppression des droits et taxes sur les intrants et équipements agricoles, taxes d'accises favorables à l'utilisation de produits agricoles locaux). A très court terme, pour faire face aux difficultés d'approvisionnement en blé liées à la guerre en Ukraine, le gouvernement éthiopien a annoncé dès la mi-mars la volonté d'augmenter de 0,4 Mha les surfaces cultivées en blé au cours de la saison estivale, en visant une production de 1,6 MT au lieu de 0,7 MT sur cette période.

Les bailleurs sont très actifs dans le secteur agricole. La Banque Mondiale finance de nombreux projets (3 Mds USD) pour améliorer l'accès aux intrants agricoles (*Agricultural Growth Project - AGP*), la productivité agricole (*Sustainable Land Management Project - SLMP*), la résilience des communautés pastorales (*Lowland Livelihood Resilience Project- LLRP*). La délégation de l'Union Européenne est engagée dans deux projets principaux : *Prosead* (171 M€), pour le soutien au développement des parcs agroindustriel et une assistance technique intitulée « *TA for Rural Finance and Development in Ethiopia* » à la 3^{ème} phase du *Rural Financial Intermediation Programme (RUFIP III)*, porté par le FIDA. D'autres bailleurs tels que le FIDA et GCF financent par ailleurs le développement d'infrastructures d'irrigation. Les engagements de l'AFD dans les secteurs agricole et agroalimentaire s'élèvent à 16,5 M€, avec 2 projets : un projet d'appui aux agricultures familiales et à l'agroécologie mis en œuvre par Inter Aide (3,3 M€ + 5 M€ pour le passage à l'échelle) et un projet facilitant l'accès au financement des PME agricoles et agroalimentaires (8 M€ de subvention). Dans le contexte actuel, d'autres projets seraient en construction, et notamment un projet conjoint UE-AFD de soutien à la productivité agricole pour faciliter l'accès aux semences de céréales et légumineuses.

Au-delà de la guerre en Ukraine, l'Éthiopie connaît actuellement plusieurs crises : un conflit dans le nord (destruction d'installations agricoles), des sécheresses dans le sud qui perdurent depuis plus de 2 ans (30 % des précipitations reçues), une inflation galopante (70 % du salaire est consacré à l'achat de nourriture / 50 % de la population gagne moins que le panier alimentaire mensuel) et une réserve de devises qui s'amenuise. Ces facteurs viennent perturber la saison agricole, en affectant notamment les niveaux de préparation des terres, de fertilisation des sols (en raison du coût élevé et de la pénurie des engrais).

Corne de l'Afrique – Somalie

Par le SER de Nairobi



Une forte dépendance aux importations

Historiquement marquée par les conflits et les événements climatiques extrêmes (sécheresse prolongée mais également pluies violentes causant régulièrement d'importantes inondations), la Somalie connaît de grandes difficultés à assurer la sécurité alimentaire de sa population et dépend largement de programmes d'aide alimentaire. Bien que les céréales (riz, sorgho, blé, maïs) et les légumes secs (haricots, pois, lentilles, fèves) représentent la base du régime alimentaire somalien, une grande partie des besoins alimentaires se trouvent importés, soit à l'état brut, soit déjà transformés, rendant le pays particulièrement dépendant des cours mondiaux des céréales et de l'aide internationale.

Une production de céréales en baisse

Des surfaces cultivées limitées. Alors que la surface agricole utile de la Somalie est estimée à 44,1 Mha, seulement 1,1 Mha, soit 2,5% de ces surfaces seraient mis en culture, le reste étant avant tout consacré aux pâturages. Les céréales et oléo-protéagineux représentent environ la moitié des surfaces cultivées. Le climat semi-aride voire désertique du pays, ainsi que les sécheresses et inondations récurrentes, limitent ces surfaces et affectent les niveaux et qualités des productions.

Sorgho et maïs comme seules céréales. Les céréales représentent un tiers des terres arables en Somalie, avec deux cultures majoritaires : le sorgho (245 000 ha) et le maïs (98 000 ha). Les surfaces consacrées à ces cultures, et par conséquent les productions, sont en baisse significative depuis plusieurs années, en lien notamment aux sécheresses et inondations qui affectent le pays. Les régions consacrées aux céréales sont avant tout celles du Sud-Ouest, du Jubaland, d' Hirshabelle et dans une moindre mesure du Somaliland.

Des haricots comme seuls protéagineux. La production de protéagineux se limite aux haricots sans diversification particulière à d'autres légumineuses. Le niveau de productivité est par ailleurs particulièrement bas : les estimations de la FAO portent la production à 26 000 T/an pour une surface cultivée de 86 000 ha, soit des rendements de 0,3 T/ha.

Le sésame comme principal oléagineux, à destination notamment des marchés export. Le secteur des oléagineux est dominé par la production de sésame (35 000 T pour 78 000 ha) en légère augmentation ces dernières années. Plus de 50% de cette production est destinée à l'export. Parmi les autres oléagineux, notons les productions d'arachides (8 200 T pour 7 700 ha) et de coton (7 100 T pour 17 800 ha). Là encore, les niveaux de productivité sont très faibles.

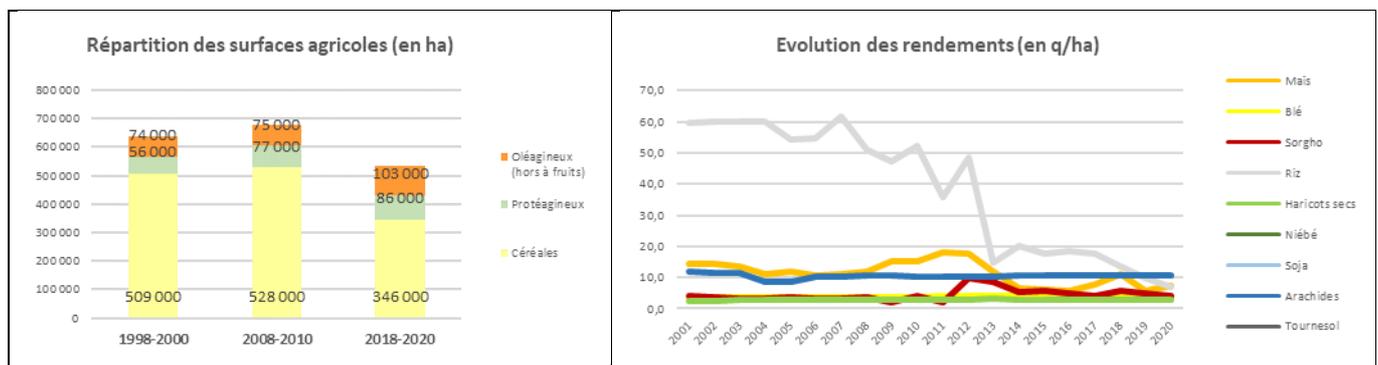
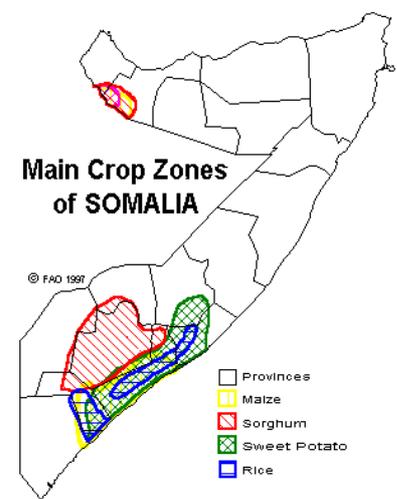


Figure 36 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

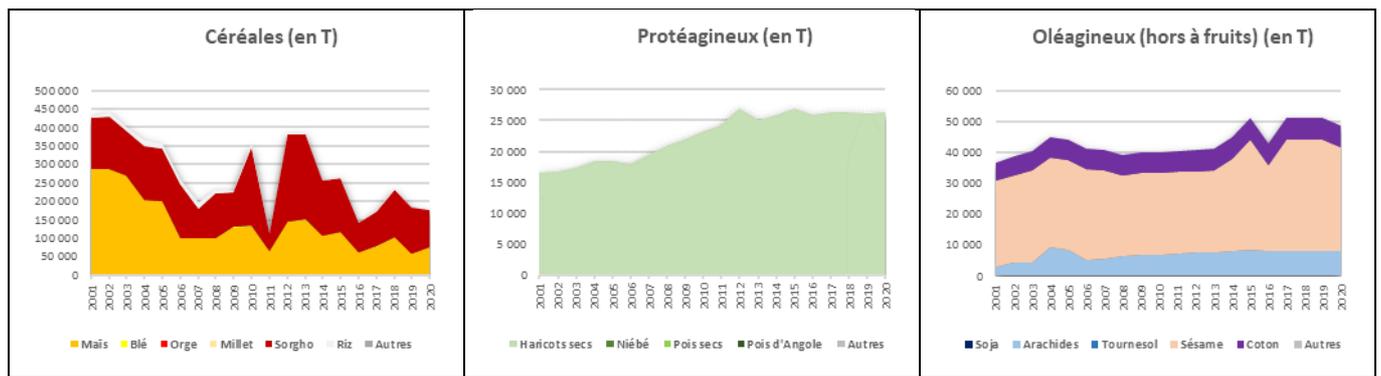


Figure 37 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Les céréales comme base de l'alimentation. Alors que le maïs, le sorgho et le blé sont traditionnellement consommés sous forme de galettes (le *sabayaad*, cuisiné à partir de blé, est une version somalienne du *chapti* indien) ou sous forme de semoule (la *soor* est une semoule de maïs cuisinée en purée avec du beurre ou du lait), le riz est quant à lui préparé avec une grande variété d'épices et d'herbes. Les apports protéiques et lipidiques sont tout avant d'origine végétale (haricots et fèves consommées dans le *cambuulo*, lentilles, huiles végétales, etc.) même si une petite proportion de ces apports est d'origine animale (bœuf, chèvre, chameau).

Basée sur des systèmes de production traditionnels, la sécurité alimentaire demeure un défi. Au regard des habitudes alimentaires et des conditions climatiques difficiles, la dépendance aux importations est particulièrement prononcée pour ce qui concerne le riz (près de 100% de la consommation), le blé (quasi-exclusivement importé, soit sous forme de grains depuis la Russie et l'Ukraine, soit majoritairement sous forme de farines en provenance d'Egypte et de Turquie), les légumes secs (pois, lentilles, fèves) ou les huiles végétales.

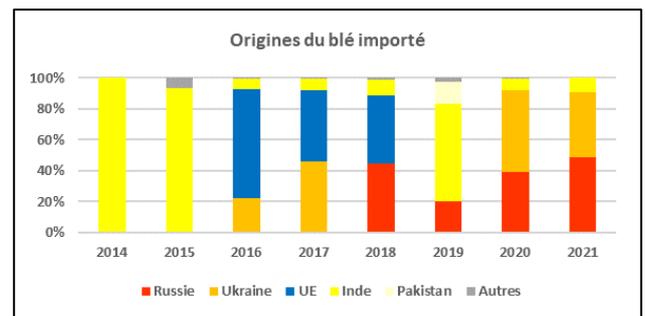


Figure 38 : Evolution des origines du blé importé

L'aide alimentaire représente une grande partie du soutien des bailleurs. Avec près de 50% de la population en crise alimentaire (IPC 3 et +) fin juin 2022, de nombreux projets sont aujourd'hui financés par les bailleurs nationaux et internationaux et mis en œuvre par le PAM, la FAO ou des ONG. Si certains projets proposent des dons alimentaires en nature (principalement issus d'importations), d'autres proposent des opérations de transfert d'argent facilitant l'approvisionnement, en produits locaux ou importés, sur les marchés locaux ou des actions de développement visant à réhabiliter des moyens de production dégradés.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	78 000	97 667	8,0	9 749	11%	PAK, INDE	-	0%
Blé	1 040	2 612	4,0	42 816	98%	RUS, UKR, INDE	-	0%
Riz	1 320	1 356	9,7	673 588	100%	INDE, PAK	-	0%
Sorgho	118 333	244 667	4,8	75 067	39%	USA, KEN	-	0%
Autres céréales	-	-	-	-	-	-	-	-
Haricots secs	26 328	86 217	3,1	823	3%	EGY, KEN	35	0%
Niébé	-	-	-	-	-	-	-	-
Pois secs	-	-	-	17 846	100%	UKR, TURQ, USA	-	-
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres protéagineux	-	-	-	21 385	100%	-	10	-
Soja	-	-	-	-	-	-	-	-
Arachide	8 213	7 679	10,7	-	0%	-	-	0%
Tournesol	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres oléa. à graines	42 323	95 738	4,4	156	1%	-	19 321	46%
Huiles végétales	1 415	-	-	171 032	99%	MAL, INDO, TURQ, E	263	19%
Tourteaux	Pas données	-	-	119	-	-	-	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	1 007	-	UKR	-	-
Farines	Pas données	-	-	267 962	-	EGY, TURQ, IND, UKR	3	-

Tableau 11 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

❖ Corne de l'Afrique – Soudan

Par le SE de Khartoum



Un Soudan à plusieurs vitesses : blé et sorgho pour la consommation interne, sésame et arachides pour l'exportation

Le Soudan bénéficie de plusieurs avantages comparatifs majeurs : 2,5 Mha de terres irriguées gravitaires – dont 880 000 ha rien que sur le périmètre de Gézirah, propice à la culture du blé et de coton –, une forte disponibilité en eau – le Soudan n'utiliserait que 68% de son droit de tirage sur les eaux du Nil, soit 12,5 Mds m³ –, et des terres arables encore disponibles. Malgré ces atouts, plus d'un tiers de la population est en situation de crise alimentaire chronique, une situation amplifiée par la guerre en Ukraine et la crise politique et économique que traverse le pays. Alors que le secteur privé se mobilise pour renforcer les productions locales de blé et de sorgho et les productions de sésame et d'arachides destinées à l'export, des investissements importants sont nécessaires pour réhabiliter les périmètres irrigués et lever certains freins à l'augmentation de productivité du secteur.

Une production dominée par le sorgho, le sésame et l'arachide

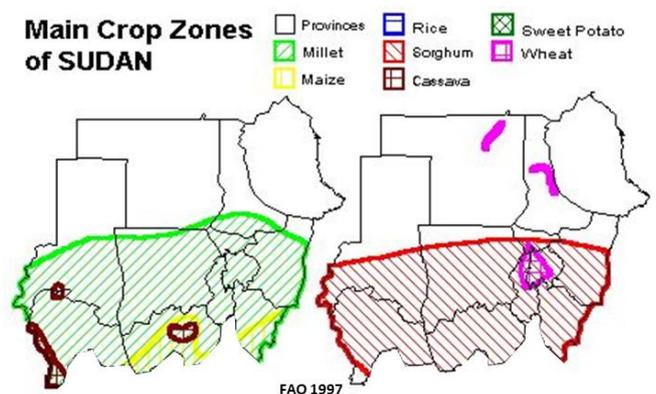
Le sorgho, le blé et le millet comme principales céréales. Le sorgho représente les 2/3 de la production totale de céréales au Soudan, soit 2,5 MT et 5,8 Mha en 2020, faisant figurer le Soudan parmi les principaux producteurs mondiaux de cette céréale. Le blé représente 20% de la production céréalière, soit 751 000 T (pour 4% de la surface) et le millet 13%, soit 485 000 T (pour 28% de la surface). Selon les données de la FAO, après un pic historique de 8,86 MT en 2018, la production de céréales a chuté à 3,8 MT en 2020, dû essentiellement à une baisse drastique des productions de sorgho et de millet alors que la production de blé progresse légèrement de +7%.

Les surfaces cultivées suivent la même tendance entre 2018 et 2020 mais avec une intensité moindre. Les productions de sorgho et de millet, aux rendements déjà faibles, restent très erratiques car dépendantes de la pluviométrie à l'Ouest du pays pour les deux cultures, mais également au Centre et à l'Est – notamment l'Etat de Gedaref qui, à lui seul, représente 1/4 de la production nationale – pour le sorgho, alors que le blé est principalement cultivé dans les zones irriguées du Nord et du Centre du pays.

Les fèves, le niébé et les pois chiches comme principaux protéagineux. Sur une production totale de protéagineux de 0,5 MT en 2020, répartie sur une surface d'1 Mha, les fèves en représentaient 173 000 T (pour 4% de la surface en protéagineux), suivi du niébé avec 148 000 T (pour 84% de la surface) et des pois chiches avec 84 000 T (pour 2% de la surface). Alors que leurs productions se maintiennent ces dernières années, après un bond en 2016, les surfaces cultivées ont fortement augmenté en 2020 : +51% par rapport à 2019, dû essentiellement au niébé dont la surface cultivée a progressé de +151%, alors que dans le même temps son rendement chutait de 4,7 q/ha à 1,7q/ha. Les rendements ces dernières années des fèves et des pois chiches restent stables avec respectivement 48,5 q/ha et 40,5 q/ha.

Les arachides et le sésame comme cultures phares d'oléagineux. Avec respectivement 2,8 MT de production annuelle (stable sur les dernières années – 3,2 Mha en 2020) et 1,5 MT (en augmentation régulière, +26% et 5,2 Mha en 2020), les arachides et le sésame représentent les principales cultures d'oléagineux au Soudan. Le coton et le tournesol sont cultivés sur environ 0,2 Mha chacun, pour une production de 0,3 MT et 0,1 MT. Le sésame est cultivé dans les zones pluviales (Etats de Gadaref, Nil bleu, Gézirah, Centre, Kordofan et Darfour), alors que le sésame est plus présent dans l'Ouest du pays et le coton dans les zones irriguées (Gézirah).

En synthèse, la production de céréales occupe 44% des terres cultivées (soit 8,6 Mha), les protéagineux 5,1% (soit 1,0 Mha) et les cultures oléagineuses 45% (soit 8,8 Mha). Le sésame et les arachides (mais également la luzerne) sont essentiellement destinées à l'export, le Soudan figurant dans le peloton de tête mondial des producteurs et exportateurs de ces produits, malgré des rendements très en-deçà des moyennes mondiales.



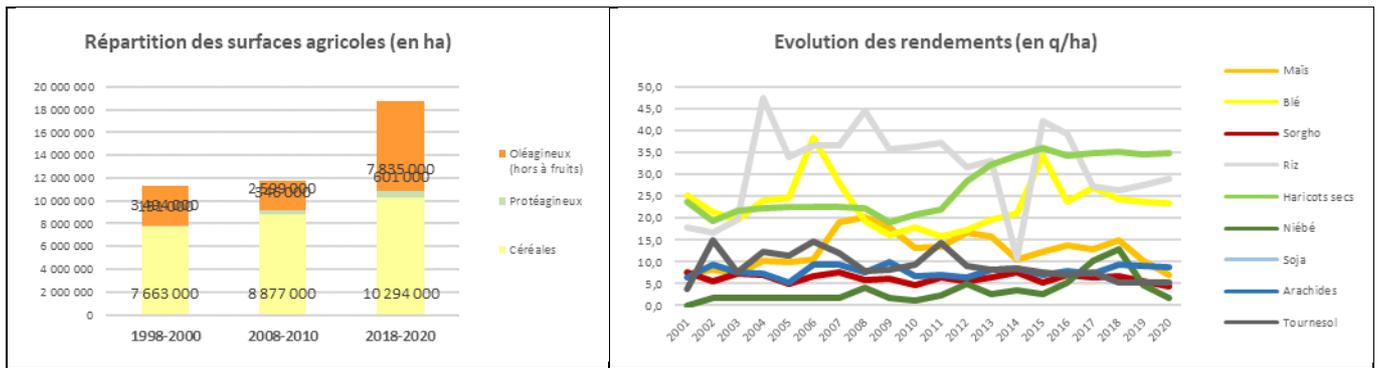


Figure 39 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

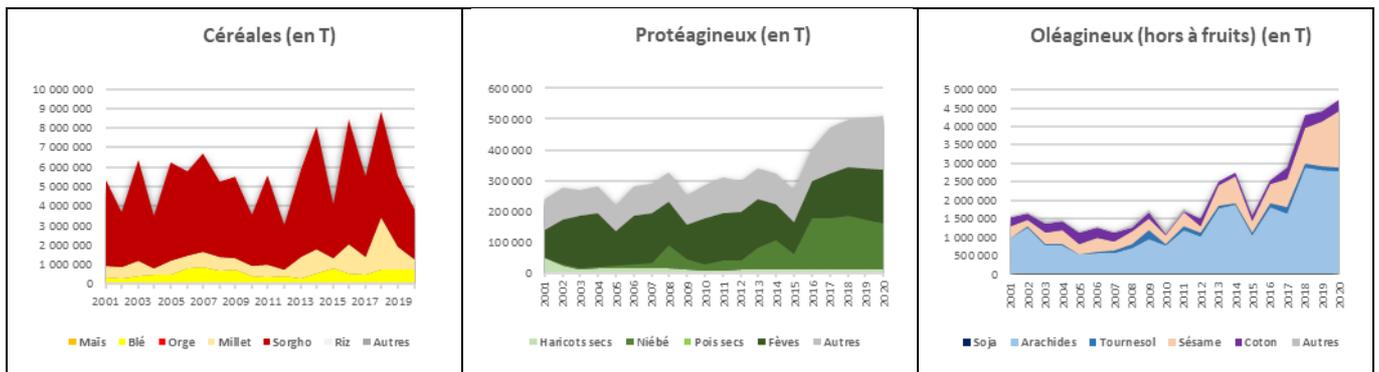


Figure 40 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Le sorgho progressivement remplacé par le blé dans les habitudes alimentaires. Historiquement, le sorgho et dans une moindre mesure, le millet, étaient les principales céréales consommées tant pour l'alimentation humaine qu'animale, avant l'introduction par l'USAID dans les années 1970 du blé, qui talonne dorénavant le sorgho comme céréale la plus consommée dans l'alimentation humaine. Depuis 2010, le régime soudanais s'est fortement diversifié à travers une forte progression de la consommation de blé dans les zones urbaines et péri-urbaines, promue par des fortes subventions publiques, qui ont définitivement disparu depuis le coup d'Etat du 25 octobre 2021. Plusieurs formes de galettes (*Kissra*) et de bouillies sont fabriquées à base de farine de sorgho ou de millet et consommées avec de la sauce à base de viande et légumes. Des boissons alcoolisées ou non sont également confectionnées à partir de ces deux céréales. L'*Assida* (porridge) et le *Foul* (plat de fèves accompagné de pain) sont d'autres habitudes alimentaires issues des céréales et des légumineuses. Les céréales représentent aujourd'hui plus de 50 % des apports caloriques quotidiens, alors que les apports lipidiques proviennent pour une grande part des huiles d'arachide et de tournesol. Les apports protéiques sont issus à 50% des céréales (23% sorgho, 21% blé, 6% millet), mais la consommation de légumineuses, pourvoyeuse d'acides aminés essentiels, s'établit à 66,2 g/pers/j, au-delà de la moyenne mondiale (41,6 g/pers/j).

Une consommation d'huiles importées qui se substituent progressivement aux huiles locales. Le Soudan est présent sur le segment des huiles alimentaires à base de sésame, d'arachide, de tournesol et de graines de coton. Les produits dérivés (tourteaux) sont par ailleurs utilisés comme aliments pour les animaux, notamment l'aviculture. La production d'huile de sésame diminue cependant progressivement au profit d'exportations de graines de sésame à l'état brut, et l'huile d'arachide est de plus en plus exportée vers des marchés plus rémunérateurs. Pour faire face à l'augmentation de la demande locale, le Soudan se tourne vers l'huile de tournesol (en provenance d'Ukraine essentiellement) mais également vers l'huile de palme, le Soudan étant (encore ?) l'un des rares pays d'Afrique de l'Est à importer davantage d'huile tournesol que d'huile de palme.

Le blé, les huiles et les lentilles comme principaux postes d'importation. Même si le sucre représente désormais le 1^{er} poste d'importation alimentaire du Soudan (486 MUSD), le blé (445 MUSD), les huiles (180 MUSD) et les lentilles (98 MUSD) font partie des principaux postes d'importation en 2021, alors que le sésame (508 MUSD – 450 000 T), les arachides (424 MUSD – 440 000 T), le coton (165 MUSD) et le sorgho (35 MUSD) constituent des postes importants à l'export, avec la gomme arabique (111 MUSD).

Une dépendance aux importations de blé de plus en plus critique. Même si la production de blé soudanais est significative (0,7 MT), l'évolution des habitudes de consommation rend le pays très dépendant des importations (2,3 MT/an), représentant plus des ¾ de la consommation. La Russie reste le principal fournisseur de blé du Soudan (37% en 2021, en perte de vitesse après un pic de 86% en 2018) devant l'UE (30% essentiellement en provenance de Roumanie, de Lituanie et d'Allemagne) et les Etats Unis (dans le cadre des accords d'Abraham, engagement à livrer environ 400 000 T/an sur quatre ans, engagement mis en pause depuis le coup d'Etat). Les achats internationaux sont désormais particulièrement difficiles et onéreux (le prix de la tonne CIF Port Soudan est passé de 320 USD en septembre 2021 à 520 USD en juin 2022), accentués par la suspension de l'aide américaine, mais les importations de blé sont désormais confiées au secteur privé. En l'absence de subvention publique, le pourcentage de la population pouvant avoir accès à cette commodité devrait cependant se réduire fortement.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	28 196	24 792	11,4	17 306	43%	TAN	5 712	20%
Blé	726 274	303 988	23,9	2 349 758	76%	RUS, UE, USA, AUS	-	0%
Riz	32 044	11 541	27,8	129 714	80%	INDE, CHINE, TURQ	-	0%
Sorgho	3 895 652	6 889 023	5,7	115 753	3%	USA, ETH	42 586	1%
Autres céréales	1 421 653	3 064 590	4,6	52	0%	-	3 818	0%
Haricots secs	12 350	3 534	34,9	132	1%	-	167	1%
Niébé	161 368	442 733	3,6	-	0%	-	-	0%
Pois secs	-	-	-	7 033	100%	USA	-	-
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres protéagineux	329 537	154 489	21,3	114 196	29%	-	45 665	14%
Soja	-	-	-	-	-	-	-	-
Arachide	2 828 362	3 130 727	9,0	-	0%	-	-	0%
Tournesol	107 003	206 225	5,2	430	0%	RUS, UKR	-	0%
Autres oléa. à graines	1 561 679	4 498 411	3,5	404	0%	-	468 361	30%
Huiles végétales	244 650	-	-	193 997	47%	INDO, RUS, UKR	22 004	9%
Tourteaux	Pas données	-	-	1 316	-	FR	89 992	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	3	-	-	135 741	-
Farines	Pas données	-	-	25 439	-	EGY	3 839	-

Tableau 12 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

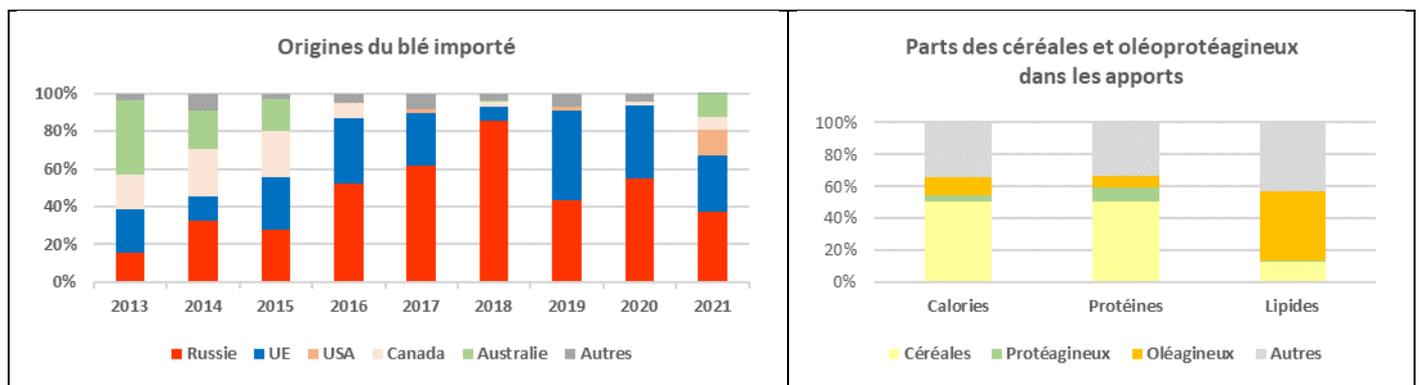


Figure 41 : Evolution des origines du blé importé (Gauche) et Part des céréales, oléagineux et protéagineux dans les apports caloriques, protéiques et lipidiques en 2019 (Droite) (Sources FAO et douanes)

Structuration des filières et principaux enjeux

Des filières peu structurées, mais quelques exemples d'intégration. Il n'existe pas de filières organisées à proprement parler : bien souvent, des commerçants en céréales et protéagineux font le lien entre les producteurs et les industriels. Une partie de ces commerçants préachètent les productions, et en échange fournissent les intrants nécessaires (semences, engrais, produits phytosanitaires) aux producteurs. Il existe cependant deux ou trois groupes qui intègrent l'ensemble de la filière – production, transformation, exportation –, comme par exemple le groupe *Yagoub* dans la filière arachides ou encore le groupe *Dal* dans la filière céréales. Un acteur clé de la filière blé est le périmètre irrigué de Gézirah, le plus grand périmètre irrigué gravitaire au Monde (880 000 ha), qui produit la grande majorité du blé soudanais. Dans cette région, à Wad Medani, l'*Agriculture Research Council* (ARC), centre de recherche dépendant du ministère de l'agriculture, produit des variétés de blé amélioré, adapté aux conditions pédoclimatiques locales.

Plusieurs unités de transformation de céréales et d'oléagineux. Le Soudan est bien doté en minoteries, avec une capacité totale de transformation de 22 000 T/j, alors que la consommation locale est estimée à 8 650 T/j. En plus du blé, ces minoteries produisent de la farine de sorgho (soit 700 000 T/an, dont la majeure partie est destinée à l'alimentation animale). Le pays compte également quelques unités de transformation d'huile (arachide, sésame, tournesol), comme celle du groupe *Yagoub*.

A court terme, les rapports et annonces de la FAO, du PAM et de l'USAID sont très alarmants. Alors que les différents indicateurs en termes de consommation, de production et d'importation de céréales étaient déjà tous dans le rouge, la guerre en Ukraine fragilise encore plus la filière céréalière, et tout particulièrement celle du blé, en augmentant la pression sur les prix à court terme et sur les approvisionnements à moyen terme. Ce conflit génère également des effets collatéraux importants sur d'autres filières (huile de tournesol et sucre notamment) et l'augmentation des prix des carburants renchérit le prix des denrées alimentaires compte tenu de l'augmentation des coûts de transport et des coûts de production des exploitations agricoles mécanisées. Tout ceci intervient dans un contexte économique et politique très dégradé qui renforce le risque d'explosion sociale, notamment à Khartoum très consommateur de pain. Selon les estimations, le nombre de boulangeries dans le pays pourrait passer de 14 000 à 8000. Un autre effet collatéral de la crise ukrainienne est l'arrêt par l'Égypte de ses exportations de lentilles, de fèves et de pois chiches, dont le Soudan était un grand importateur. Pour faire face à cette situation, les agriculteurs soudanais envisagent d'augmenter les surfaces cultivées dont la récolte devra s'orienter vers le marché local. C'est le cas à la fois du blé mais également des légumineuses.

A moyen terme, l'augmentation de la productivité agricole doit permettre de réduire la dépendance aux importations et améliorer la balance commerciale. Plusieurs pistes sont envisageables pour répondre à ces enjeux : la mécanisation d'une partie des pratiques agricoles (travail du sol / semis / récolte), d'autant que le secteur agricole soudanais fait face à une pénurie de main d'œuvre attirée par le secteur minier ; une meilleure gestion des rotations culturales, alternant notamment céréales et légumineuses pour réduire également les besoins en engrais ; la réduction des pertes post-récolte estimées par le PAM à 33% des récoltes dû notamment à un stockage inadéquat et à la difficulté d'accès aux marchés ; la réhabilitation des périmètres gravitaires irrigués du Soudan, qui représentent près de 1,5 M ha avec une ressource en eau non limitée à ce jour, d'excellente qualité et à faible coût d'aménage et qui contraste avec les projets de culture sous pivot ; la création d'unités de transformation agro-alimentaire, que ne manquera pas de saisir un secteur privé très dynamique.

Politiques publiques, projets et dynamique actuelle

Peu de politiques publiques et de projets financés par des bailleurs pour structurer le secteur agricole à moyen terme. Dans un contexte politique instable, et compte tenu des besoins d'aide alimentaire d'urgence, l'attention des bailleurs et des autorités se porte avant tout sur les enjeux court terme de soutien humanitaire. Un plan quinquennal d'investissements nationaux agricoles avait été établi sur la période 2018-2022, mais faute de financements, il n'a pu être mis en œuvre. En 2020, la Banque Mondiale a publié une analyse des chaînes de valeur agricoles, mais la seule filière céréales/oléo-protéagineuses prise en compte était le sésame, traduisant une priorité donnée aux filières export – le Soudan étant le 4^{ème} exportateur mondial de sésame –, en visant l'accès aux semences de qualité, la certification organique et le développement de la production d'huile.

Un manque de devises de plus en plus critique. Au début de la guerre en Ukraine, les autorités envisageaient de contrôler le marché du blé, mais faute de devises, cet engagement a été abandonné. Le manque de devises est aujourd'hui de plus en plus critique et pèse sur les choix stratégiques qui pourraient être faits dans le secteur : aucune réserve stratégique n'a par exemple été constituée cette année par la *Banque Agricole du Soudan* (BAS), alors qu'une réserve de sorgho d'environ 70 à 200 000 T est annuellement constituée. Dans ce contexte, toutes les exportations de sorgho ont été interdites et le respect de cette interdiction est suivie par le département de la « sécurité économique », dépendant des services de renseignement.

La réhabilitation des périmètres irrigués gravitaires comme investissements prioritaires. Avec 2,5 Mha irrigués, le Soudan dispose des ressources suffisantes pour alimenter la quasi-totalité de sa population à condition que des investissements massifs et bien fléchés soient réalisés. La réhabilitation de ces périmètres irrigués, notamment celui de Gézirah, le plus emblématique, permettrait de renforcer la sécurité et l'autosuffisance alimentaire du pays. L'expertise française est déjà mobilisée sur un pilote de production de blé, financé sur crédits FASEP : les premiers résultats sont prometteurs et mériteraient une mise à l'échelle.

Indicateurs régionaux : Corne de l'Afrique

Indicateurs Pays	Djibouti	Erythrée	Ethiopie	Soudan	Somalie
Population (M hab.) ONU, 2020	1,0	3,5	115,0	43,8	15,9
Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020	1,6	1,2	2,6	2,4	2,8
Doing Business (classement) 2020	112	189	159	171	190
Rang Indice de corruption - Transparency international 2021	128	161	87	164	178
Macroéconomie					
PIB (Mds USD) FMI, 2022	3,4	2,6	105,3	34,4	8,5
PIB/hab (USD) FMI, 2022	3 775	701	1 040	674	544
Croissance du PIB réel (%) FMI, 2022	3,0	4,7	3,8	0,3	3,0
Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2022	3,8	6,2	34,5	245,1	9,4
Finances Publiques					
Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2022	-4,0	-1,0	-4,0	-2,7	-0,5
Dette publique (%PIB) FMI, 2022	49,2	151,9	48,3	284,1	-
Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2022	73,6	47,6	17,0	285,5	41,6
Echanges					
Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2020	-3,7	-6,9	-8,8	-8,1	-43,2
Exportation française vers (MEUR) 2021	69,5	2,1	403,8	49,6	11,2
Importation française depuis (MEUR) 2021	1,2	0,8	64,9	42,3	10,7
Balance courante (%PIB) FMI, 2021	-1,0	13,5	-3,2	-5,9	-14,9
Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2020	1,6	-	0,5	1,4	35,3
Réserve de change (mois d'import) FMI, 2021	-	2,2	1,6	-	-
Développement					
IDH, BM, 2020	0,52	0,46	0,4ç	0,51	-
Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU	66,5	65,7	66,0	64,9	56,9
Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM	17,0	-	30,8	12,2	68,6
Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2018	0,5	-	0,1	0,5	0,0
Notation Dette Souveraine					
S&P	-	-	CCC(-)	-	-
Moody's	-	-	Caa2(-)	-	-
Fitch	-	-	CCC	-	-
Politique Monétaire					
Taux directeur **	-	-	13,0	-	-

Supplément agricole	Djibouti	Erythrée	Ethiopie	Soudan	Somalie
Part du PIB agricole (%PIB) CNUCED, 2020	1	17	37	20	60
Part de population rurale (%Population) BM, 2020	21,9	64,2	78,3	64,7	53,9
Part des surfaces agricoles (%Superficie) FAO, 2020	73,4	62,4	33,9	37,0	69,2
Part des surfaces forestières (%Superficie) FAO, 2020	0,2	8,7	15,0	9,8	9,4
Surfaces agricoles et forestières					
Total des surfaces agricoles (Mha) FAO, 2020	1,7	7,6	38,5	69,4	44,1
Cultures annuelles - Terres arables (Mha) FAO, 2020	0,0	0,7	16,2	21,0	1,1
Cultures permanentes (Mha) FAO, 2020	0,0	0,0	2,3	0,2	0,0
Pâturages et prairies (Mha) FAO, 2020	1,7	6,9	20,0	48,2	43,0
Total des surfaces forestières (Mha) FAO, 2017	0,0	1,1	17,1	18,4	6,0
Cheptel					
Bovins (millions de têtes) FAO, 2020	0,3	2,1	70,3	31,8	4,8
Ovins (millions de têtes) FAO, 2020	0,5	2,4	42,9	40,9	12,1
Caprins (millions de têtes) FAO, 2020	0,5	1,8	52,5	32,2	11,6
Porcins (millions de têtes) FAO, 2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Volailles (millions d'animaux) FAO, 2020	0,0	1,2	57,0	50,7	3,8
Echanges agricoles, agroalimentaires, bois et agrofournitures					
Total des imports "agricoles" (MUSD) CNUCED, 2020	1 011	403	2 658	2 951	476
Total des exports "agricoles" (MUSD) CNUCED, 2020	915	240	2 440	2 434	310
Exportations "agri" FR vers (MEUR) Kiosque Fin., 2021	20,5	0,2	52,8	16,9	4,8
Importations "agri" FR depuis (MEUR) Kiosque Fin., 2021	0,2	0,4	55,4	41,9	10,6

Océan Indien – Comores Par le SE de Tananarive



Des importations de riz, de farine et d'huile pour compléter la production locale

Aux Comores, le secteur productif agricole et alimentaire aux Comores se focalise principalement sur les tubercules et les fruits. La production de céréales se limite à la production de maïs et de riz, dont une grande partie doit être complétée par des importations en provenance du Pakistan et d'Inde. Le blé est importé sous forme de farine pour couvrir les besoins locaux et la culture de quelques légumineuses (arachides, pois d'Angole) couvre une partie des besoins. Le pays est ainsi particulièrement dépendant des importations pour son approvisionnement en protéines (notamment animales) mais aussi en huile (principalement de palme).

Une production limitée qui peine à répondre aux besoins des populations

Maïs et riz comme seules céréales. Les Comores ne produisent aucune céréale exceptée le maïs (6 200 T, selon la FAO) et le riz (30 600 T, selon la FAO), destinés à la demande intérieure sans être réellement en mesure d'y répondre (notamment pour le riz dont plus de la moitié est importé).

Le pois d'Angole et l'arachide comme principales légumineuses. La production d'oléagineux à graine est inexistante, et celle des légumineuses se limite essentiellement au pois d'Angole (26 700 T, selon les statistiques comoriennes), et à l'arachide (2 500 T, selon les statistiques comoriennes).

Une faible disponibilité en terres cultivables. La vitalité de la pression démographique met sous tension une production nationale limitée par la faible disponibilité de terres cultivables. La surface de terres arables est estimée à 90 000 ha, dont 2/3 sont en cultures permanentes. Entre 80 et 90% des terres cultivables d'Anjouan seraient exploitées, contre 70% à la Grande Comore et Mohéli. Mohéli et Anjouan surproduisent par rapport à leurs besoins (agriculture vivrière et maraîchère), ce qui se traduit par des flux en direction de la Grande Comore. La croissance démographique incite à une exploitation sans interruption des terres arables dans un contexte où les rendements connaissent déjà une stagnation. Enfin, la spécialisation de la production conduit à une limitation du nombre de variétés cultivées, réduisant la résilience aux risques climatiques. Le pays souffre par ailleurs d'un manque de données sur sa production agricole, le dernier recensement agricole datant de 2004.

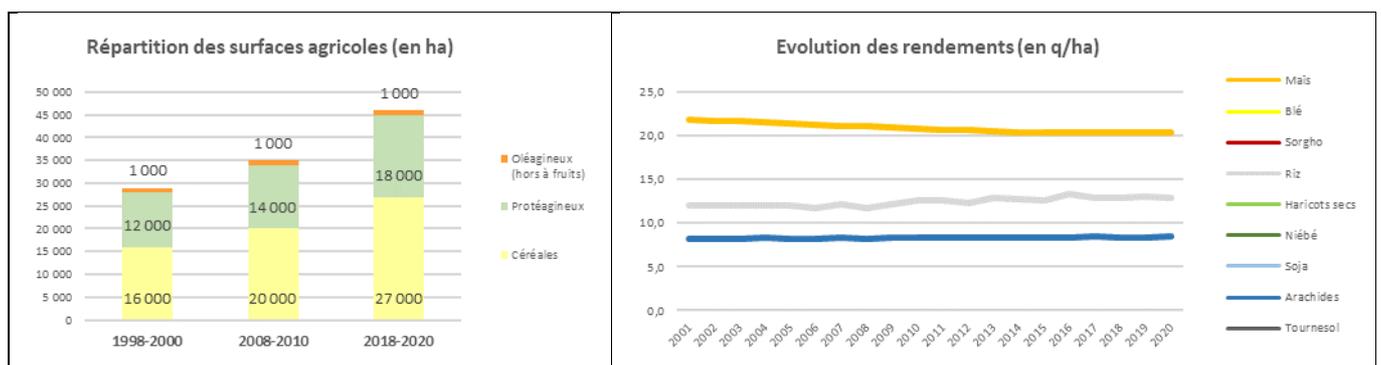


Figure 42 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

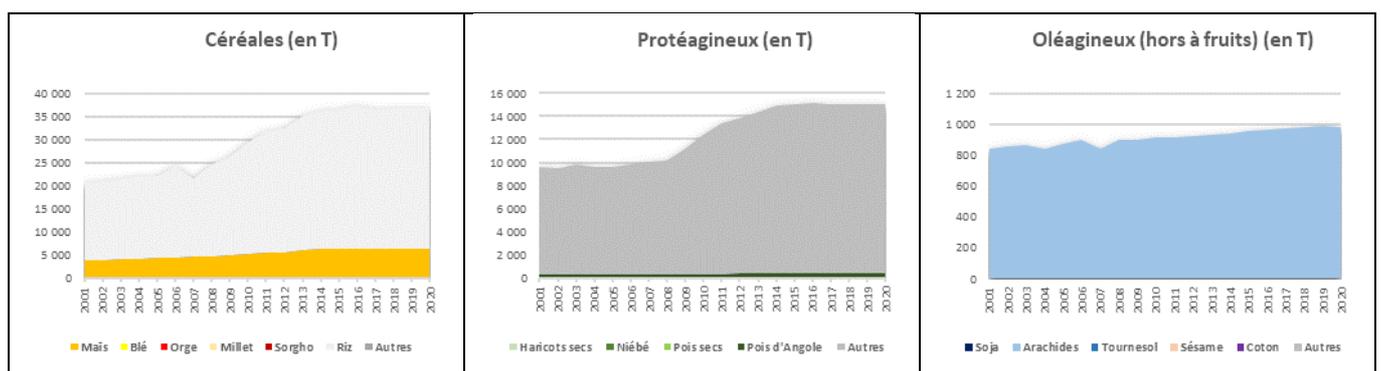
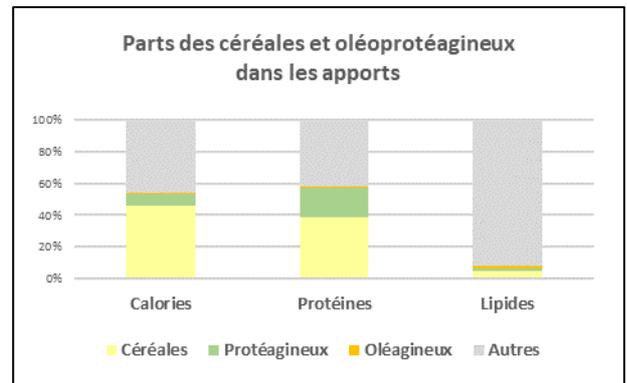


Figure 43 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Des habitudes alimentaires peu diversifiées en milieu rural et un recours aux importations pour faire face à la demande interne

L'apport calorique journalier est estimé à 2280 kcal/j, assuré à 90% par des aliments d'origines végétales, selon les données de la FAO. Les habitudes de consommation alimentaire du pays diffèrent entre les populations rurales et urbaines. La première (environ 70% de la population totale), majoritairement agricole, vit essentiellement de sa production vivrière (manioc, banane, tarot, maïs, légumineuses), avec pour conséquence une diversité nutritionnelle assez faible. Les foyers agricoles pratiquent toutefois la production de substitution, ce qui permet de racheter du riz, calorie relativement moins onéreuse. La consommation de viande est rare, mais la possession d'un bovin ou d'un caprin peut apporter une ressource laitière avant la revente de l'animal ; et la pêche peut être une troisième source de ressource, pour les foyers proches du littoral. Dans ce contexte, la consommation de légumineuses, estimée à 52,2 g/pers/j (au-delà de la moyenne mondiale), représente une source importante d'acides aminés essentiels. La population urbaine semble avoir une alimentation plus variée, en lien avec les produits importés, et dans laquelle la viande (essentiellement volaille) est plus présente.



La sécurité alimentaire est une question cruciale aux Comores, alors que près de 40% des enfants présentent un retard de croissance et 29% des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie. L'archipel est très vulnérable au risque climatique, aggravant potentiellement les carences initiales. Les inondations de 2012 ont eu des impacts importants, et le cyclone Kenneth de 2019 aurait atteint jusqu'à 60% de la production vivrière et 30% des cultures de rentes, destinés à l'exportation.

Les Comores connaissent un montant particulièrement élevé d'importations alimentaires. Le total (hors alcool) s'élève 113,5 MUSD en 2020, soit près de 10% du PIB. Parmi ces produits, le riz représente une valeur de 29 MUSD, la farine de blé 9 MUSD, et l'huile (essentiellement huile de palme) 5 MUSD. Les autres dépendances aux produits d'importations résident dans la viande et les abats comestibles (38 MUSD), les produits laitiers (9 MUSD) et le sucre (5 MUSD). A cela s'ajoute une dépendance forte aux intrants importés (semences, engrais, produits phytosanitaire, matériel agricole).

Si les échanges économiques avec la Russie sont résiduels, près de 10% de la farine importée provenait d'Ukraine en 2020. Les Comores y achetaient pour 1,5 MUSD de viande (soit moins de 5% des importations totales comptabilisées pour cette marchandise).

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	6 261	3 061	20,5	97	2%	-	-	0%
Blé	-	-	-	-	-	-	-	-
Riz	30 592	23 564	13,0	40 382	57%	PAK, INDE	-	0%
Sorgho	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres céréales	-	-	-	-	-	-	-	-
Haricots secs	-	-	-	180	100%	-	-	-
Niébé	-	-	-	-	-	-	-	-
Pois secs	-	-	-	4	100%	-	-	-
Pois d'Angole	401	520	7,7	-	0%	-	-	0%
Autres protéagineux	14 669	17 049	8,6	19	0%	-	-	0%
Soja	-	-	-	-	-	-	-	-
Arachide	984	1 166	8,4	-	0%	-	-	0%
Tournesol	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres oléa. à graines	-	-	-	1	100%	-	-	-
Huiles végétales	5 527	-	-	2 129	28%	INDO, MALAISIE	-	0%
Tourteaux	Pas données	-	-	-	-	-	-	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	-	-	-	-	-
Farines	Pas données	-	-	14 362	-	TURQ, FR, MAU, UKR	-	-

Tableau 13 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

Des filières insuffisamment structurées pour répondre aux enjeux agricoles de l'archipel

Les producteurs agricoles comoriens souffrent d'un déficit de structuration. Quelques organisations paysannes ont vu le jour au cours des dernières années, sans que cela ne se traduise par une mutualisation des moyens (achat groupé d'intrants, organisations du transport de la production, etc.). L'activité de transformation est quasi-inexistante sur le territoire.

Les besoins sont ainsi nombreux, d'autant que le pays dispose de terres arables limitées tout en connaissant une croissance constante de sa population. La priorité identifiée par le gouvernement est donc d'améliorer la productivité des terres cultivables en misant sur (i) la mécanisation, (ii) la mise en place d'un système d'irrigation (aujourd'hui la production se fait quasi-exclusivement par agriculture pluviale), et (iii) l'acquisition et le développement de semences plus performantes.

Une sensibilité accrue des autorités et des partenaires techniques et financiers pour le développement du secteur agricole

Les ambitions du gouvernement en termes de développement agricole sont intégrées dans le socle 4 du Plan Comores Emergent (« Une agriculture modernisée et rurale pour l'émergence rurale »). Les centres ruraux de développement économique (CRDE), lancés en 2013, en sont l'un des vecteurs essentiels, au niveau territorial. Toutefois, face au manque de moyen étatique, les actions participant à réduire l'insécurité alimentaire reposent essentiellement sur les projets des bailleurs, tels que le PREFER (FIDA) ou le CRCCA (FAO). L'appui des bailleurs a par ailleurs permis de développer l'*Union des Meck*, aujourd'hui l'une des principales institutions financières du pays, très présente dans le milieu agricole et qui participe au développement rural par l'inclusion financière. Par ailleurs, l'AFD est présente, via le projet AFIDEV, sur le secteur agricole. En premier lieu destiné à soutenir les produits d'exportations, le projet appuie de nombreuses exploitations qui assurent une production diversifiée, soutenant *in fine* l'ensemble du secteur. Enfin, l'UE projette de lancer un « pacte vert et bleu » sur son plan d'accompagnement 2021-2027, qui devrait contenir une partie dédiée à la sécurité alimentaire.

La lutte contre l'insécurité alimentaire passe aussi par une réglementation des prix de certains biens alimentaires à haute valeur calorique. L'importation du riz est ainsi assurée par une entreprise publique, et les prix de reventes au détail sont fortement encadrés.

En tant que Petit Etat Insulaire en Développement (PEID), les Comores ont été atteintes par les perturbations rencontrées par les chaînes d'approvisionnement au cours de la crise pandémique. Si le pays n'a pas connu de pénurie au sens propre, la hausse des prix de biens de première nécessité a durement touché la sécurité alimentaire du pays. Toutefois, la facilité de crédit accordé par le FMI (8 MUSD) et le support de la banque mondiale (10 MUSD) ont permis de contenir cette hausse, notamment via le financement d'une baisse conséquente des droits de douane sur la nourriture importée, qui représenterait jusqu'à 70% de la nourriture consommée sur place (*Note sectorielle de politique agricole*, FAO, 2013). Le gouvernement a par ailleurs mis en place un fonds de garantie de 5 Mds KMF en 2021 pour soutenir les principaux importateurs du pays. La hausse mondiale du prix du blé a par ailleurs récemment conduit le gouvernement à subventionner l'achat de farine, pour limiter au maximum l'augmentation du prix du pain.

Océan Indien – Madagascar Par le SE de Tananarive



Le riz au centre du système agricole et alimentaire malgache

A Madagascar, le riz constitue l'élément pivot du système agricole et alimentaire, les autres denrées occupant une place marginale dans les habitudes alimentaires. En dépit d'une production importante de riz qui supplante très largement les autres cultures, le niveau de l'offre reste inférieur au besoin et implique le recours à l'importation. Face à des difficultés structurelles qui fragilisent le secteur agricole, des programmes initiés par le gouvernement et les partenaires techniques et financiers sont en cours pour améliorer les rendements et la productivité agricole.

Une production agricole largement concentrée sur la riziculture

La production de céréales est dominée à 95 % par la culture du riz. Le riz est cultivé par près de 85 % des ménages agricoles et représente près de 60% des terres cultivées. Au total, 1,7 Mha de parcelles agricoles sont cultivées en riz, produisant en moyenne 4,2 MT/an. Une cinquantaine de variétés sont cultivées dans l'ensemble du pays. Les autres céréales sont le maïs (220 000 ha), et dans une moindre mesure le sorgho (2400 ha) et le blé (2000 ha environ, variable).

A l'intérieur du pays, les hautes-terres sont propices à la culture de protéagineux. La culture de haricots (72 000 T) représente plus de la moitié de la production de protéagineux à Madagascar, l'autre moitié étant constituée de niébé (26 000 T, en augmentation ces dernières années), de pois secs (20 000 T) et d'autres protéagineux (lentilles, etc.). Au total, 122 000 ha en moyenne seraient dédiés chaque année à la culture de protéagineux. La culture du haricot est pratiquée essentiellement dans les hautes terres, le sud-ouest et le nord-ouest. Environ 40 % de la production nationale est exportée, essentiellement en Europe. La variété la plus emblématique est le *black eyes* qui est une sous-variété du Niébé. L'essentiel de l'exportation est assuré par *Lecofruit*, filiale du groupe malgache *Basan*, qui en est le 2^{ème} exportateur mondial.

La production d'oléagineux s'articule principalement autour des arachides et dans une moindre mesure du coton. La culture d'arachides représente une surface de près de 80 000 ha, produisant annuellement environ 58 000 T d'arachides, soit des rendements plutôt faibles. La culture de coton couvre 14 000 ha et produit 14 500 T de graines de coton, transformées notamment en huile (1 200 T). L'essentiel de la production se concentre à l'ouest du pays et également dans la région de Majunga. Le soja reste peu développé, mais la production se concentre dans la région de Vakinankaratra, au Centre du pays.

En synthèse, la culture du riz domine largement à Madagascar et façonne les paysages agricoles avec plusieurs types de rizicultures : 79% des surfaces sont en riziculture irriguée (le type de riziculture demandant le plus d'eau), 8.4% en riziculture pluviale et 12.9% en riziculture sur brûlis. Les rendements agricoles sont assez faibles et n'ont que très peu progressé au cours des deux dernières décennies.

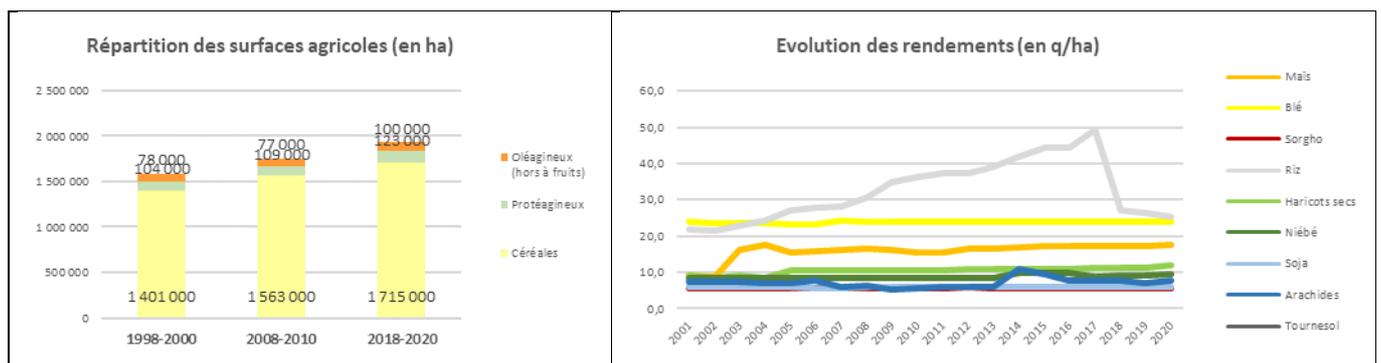
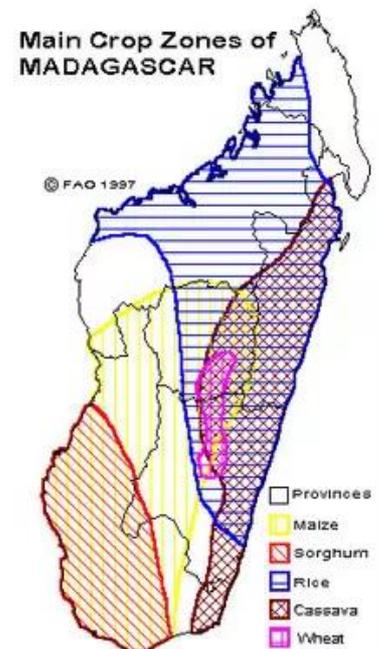


Figure 44 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

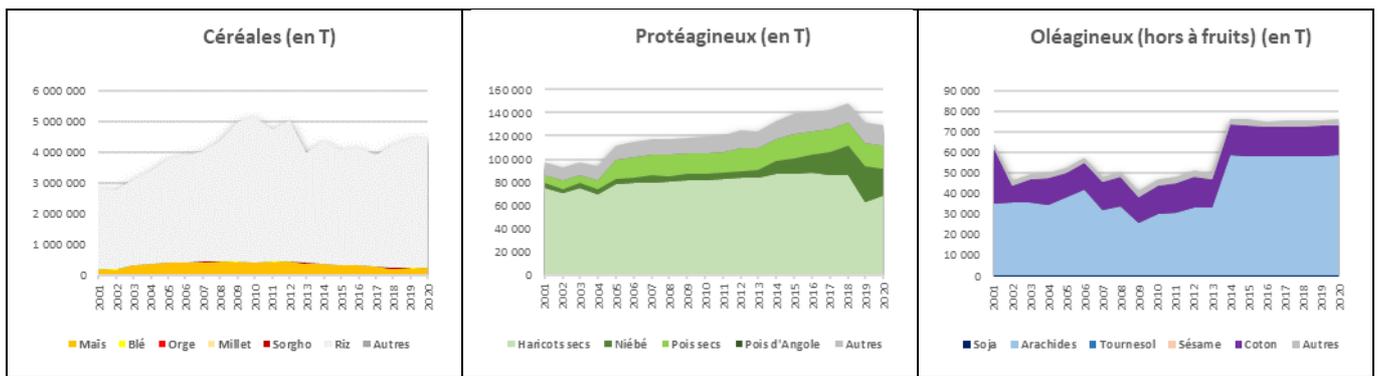


Figure 45 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Consommation et dépendance aux importations

Le riz constitue l'aliment de base pour la majorité de la population. Le riz est la principale denrée alimentaire à Madagascar, constituant plus de 50% des calories et des protéines consommées au niveau local. La consommation moyenne annuelle de riz par habitant s'élève à 97 kg, faisant de Madagascar le premier consommateur de riz par habitant en Afrique. Des tentatives ont eu lieu au cours de la dernière décennie pour trouver des alternatives au riz (mil et sorgho) et renforcer la production d'autres cultures vivrières (manioc, patate douce) dans les régions du Sud les plus touchées par la crise alimentaire. Ce régime, basé essentiellement sur le riz, est marqué par une très faible consommation de protéines végétales issues des légumineuses (10,6 g/pers/j, bien en-deçà de la moyenne mondiale de 41,6 g/pers/j) et de protéines animales (8,9 g/pers/j), conduisant à des carences en acides aminés essentiels.

Au total, 70% des importations agricoles concernent des produits de première nécessité. Alors que le riz constitue la production de céréales la plus importante dans le pays, 14% des besoins en riz sont importés. Ils représentent un total d'environ 0,7 MT/an, soit le principal poste d'importation agricole (37%), devant la farine (12%), le sucre (11%) et l'huile (10%). La dépendance aux importations est quasi-totale par ailleurs pour des produits comme le blé, les huiles (palme, tournesol, soja) et les tourteaux (soja) à destination de l'alimentation animale. Pour le maïs, les habitudes sont davantage à l'autoconsommation, ce qui limite les importations. Cette dépendance aux produits d'importation expose le pays et les populations vulnérables à des chocs externes. Les autorités malgaches ont ainsi créé une société d'Etat, la *State Procurement of Madagascar*, qui a vocation à importer les produits de première nécessité afin de maîtriser les coûts d'approvisionnement et réguler les prix en période de soudure.

Une dépendance aux importations à la fois sur le blé et la farine. Les importations de blé sont en forte augmentation ces dernières années pour atteindre 156 000 T en 2021. Il convient d'ajouter à ces importations 143 000 T de farine de blé. Le blé provient en grande partie de Russie, d'Ukraine, mais également d'UE et d'Argentine, alors que la farine provient essentiellement d'Egypte et de Turquie, pays dépendants de la Russie de l'Ukraine pour leur approvisionnement en blé. La transformation locale de la farine de blé est assurée par les Minoteries de l'Océan Indien (LMOI), dont l'usine, d'une capacité de 150 000 T, a été inaugurée à *Tamatave* en novembre 2020.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	219 701	125 671	17,5	1 935	1%	AdS, FR, USA	129	0%
Blé	3 667	1 530	24,0	45 156	92%	RUS, UKR, UE, ARG	-	0%
Riz	4 164 382	1 585 000	26,3	688 640	14%	INDE, INDO, PAK	5	0%
Sorgho	1 356	2 373	5,7	7 093	84%	USA	-	0%
Autres céréales	-	-	-	1	100%	-	-	-
Haricots secs	72 761	62 902	11,6	122	0%	-	32 885	45%
Niébé	26 396	28 830	9,2	-	0%	-	-	0%
Pois secs	20 188	16 201	12,5	2 584	15%	USA, TURQ, FR	5 893	29%
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres protéagineux	17 013	14 680	11,6	6 055	27%	-	366	2%
Soja	46	77	5,9	12	21%	-	-	0%
Arachide	58 564	78 734	7,4	-	0%	-	-	0%
Tournesol	-	-	-	1	100%	-	-	0%
Autres oléa. à graines	17 451	21 260	8,2	14	0%	-	128	1%
Huiles végétales	11 493	-	-	161 075	94%	INDO, MALA, ARG, UKR	517	4%
Tourteaux	Pas données	-	-	31 307	-	INDE, MALAWI	-	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	562	-	-	360	-
Farines	Pas données	-	-	217 252	-	EGY, TURQ	220	-

Tableau 14 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

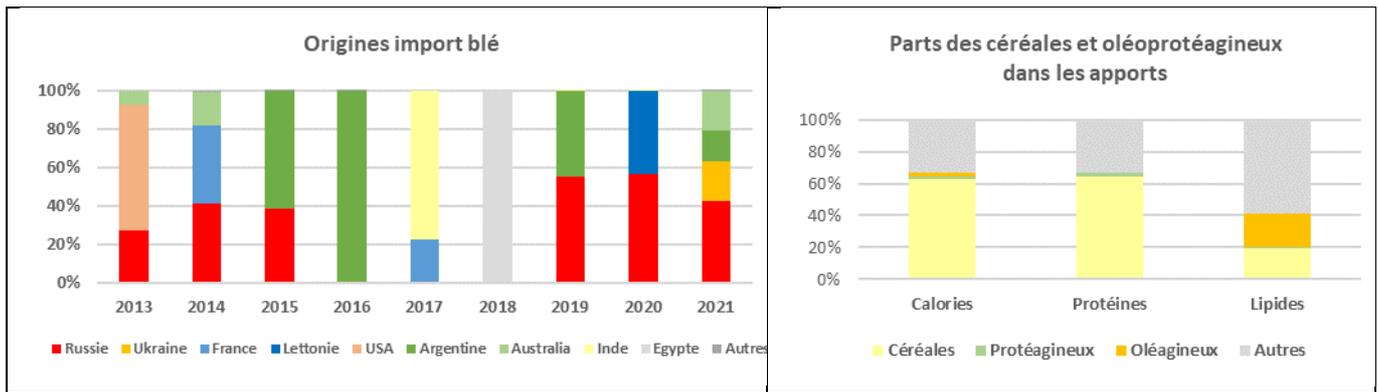


Figure 46 : Evolution des origines du blé importé (Gauche) et Part des céréales, oléagineux et protéagineux dans les apports caloriques, protéiques et lipidiques en 2019 (Droite) (Sources FAO et douanes)

Le secteur agricole exposé à plusieurs fragilités structurelles

Une agriculture majoritairement de subsistance. L'agriculture malgache est dominée par des exploitations de petite taille, majoritairement de subsistance, et très peu mécanisées ou consommatrices d'intrants de qualité. Les rendements restent faibles et l'agrégation de la production (malgré les efforts déployés dans ce domaine) difficile.

Quelques outils industriels se déploient. En 2020, les *Minoteries de l'Océan Indien* (LMOI) ont inauguré une nouvelle usine à *Tamatave* et repris l'ancienne meunerie de *Kobama*, afin de redynamiser le secteur. Même si les capacités de transformation restent inférieures aux besoins croissants du pays, ces investissements permettront de réduire les importations de farine. L'*Huilerie Industrielle de TAMatave* (HITA) est quant à elle le principal acteur du raffinage des huiles. Deux nouveaux entrants, visant la transformation de soja et d'arachides, devraient compléter l'offre : l'entreprise *SEDIEM* installée en 2021 à Betafo (Vakinankaratra – 5 T/j) et le groupe *INSIVO*, en cours d'installation à Tana (50 T/j). Sept sociétés sont par ailleurs actives, ou le seront bientôt, dans l'import de tourteaux et l'alimentation animale (provenderies), comme le groupe *Eclosia* (*Livestock Food Limited*) et le groupe *INSIVO* (*AGRIVAL*).

En dépit de conditions favorables, les enjeux restent importants pour la production malgache. Parmi ces enjeux, la faible performance de l'agriculture traditionnelle (terres morcelées, faibles mécanisation et apports en intrants de qualité, formation et conseil agricole, investissements, etc.) fait partie des principaux. Un investissement dans la structuration des filières et le développement d'infrastructures routières et de stockage devrait par ailleurs pouvoir tirer la production vers des marchés plus rémunérateurs. L'intensification des phénomènes climatiques et le passage régulier de cyclones fragilisent néanmoins le secteur, tout comme les sécheresses récurrentes dans le Sud du pays.

Une action coordonnée des autorités et des partenaires techniques et financiers

Des mesures d'urgence pour limiter l'inflation alimentaire. Le ministère de l'agriculture a bénéficié en 2022 d'une augmentation de 30 % de son budget d'investissement pour renforcer la production agricole. Les autorités tentent par ailleurs de juguler la hausse des prix des produits de première nécessité (riz et huile notamment) en assurant occasionnellement et pour les foyers les plus modestes la distribution à moindre coût de ces produits (programme *tseña mora*). Certains produits, comme l'arachide, font par ailleurs l'objet d'une réduction des droits de douane.

Un objectif ambitieux d'augmentation des surfaces aménagées et dédiées à la culture du riz d'ici 2040. L'atteinte de l'autosuffisance alimentaire, notamment en riz, fait partie des objectifs récurrents des politiques agricoles malgaches : un *Plan National de Développement Agricole pour l'Autosuffisance Alimentaire* serait en cours d'élaboration, et les *Stratégies Nationales de Développement Rizicole* et *Semencière* en cours de révision. La Loi sur l'*Agrégation agricole* vient quant à elle d'être ratifiée, et les autorités envisagent désormais le déploiement de systèmes électroniques pour la distribution des semences et engrais, mais également la gestion des stocks.

La quasi-totalité des partenaires techniques et financiers intervenant à Madagascar développent des projets agricoles. Le projet *DEFIS* du FIDA, le projet *FOODSEC* de l'UE, le projet *PAPRIZ* de la JICA ou le projet *VOKABARY* du programme *Fiharina*, par exemple, soutiennent des actions allant de la fourniture d'aide alimentaire pour des besoins d'urgence à la structuration et au renforcement des chaînes de valeurs agricoles sur les céréales (riz, maïs, voire blé), et dans une moindre mesure des légumineuses (arachides voire soja).

Océan Indien – Maurice

Par l'Ambassade de France à Port-Louis



Un pays structurellement dépendant des importations de céréales et d'oléo-protéagineux

A Maurice, en raison d'une production dominée par la canne à sucre et quelques productions vivrières, maraîchères et fruitières, le secteur agricole ne parvient pas à satisfaire les besoins en céréales (riz, blé, maïs) et en oléo-protéagineux de l'île. Le pays reste donc fortement dépendant des importations dans un contexte marqué par des perturbations dues à la guerre en Ukraine.

Une très faible production de céréales et oléo-protéagineux

La canne à sucre occupe l'essentiel des surfaces agricoles. Selon *Statistics Mauritius*, 85 % des surfaces cultivées en 2020 sont dédiées à la canne à sucre, et seulement 7 400 ha seraient exploités pour des productions vivrières, principalement maraîchères et fruitières. Depuis le retrait de l'entreprise singapourienne *Vita Grain* qui a expérimenté une filière rizicole entre 2009 et 2019, la culture de céréales se résume à une petite production de maïs avoisinant les 550 T/an. Enfin, les récoltes de haricots verts et de petits pois (1 500 T) – protéagineux cultivés comme légumes –, ainsi que d'arachides (320 T) ne répondent qu'à une faible proportion de la demande locale.

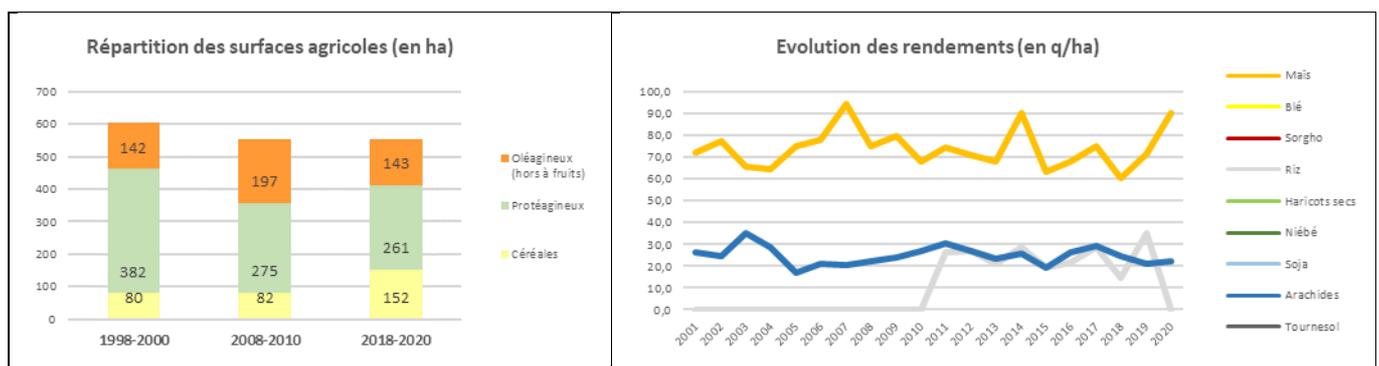


Figure 47 : Evolution des surfaces dédiées aux céréales, aux protéagineux et aux oléagineux (Gauche) et Evolution des rendements de plusieurs cultures de céréales et oléo-protéagineux (Droite) (Source FAO)

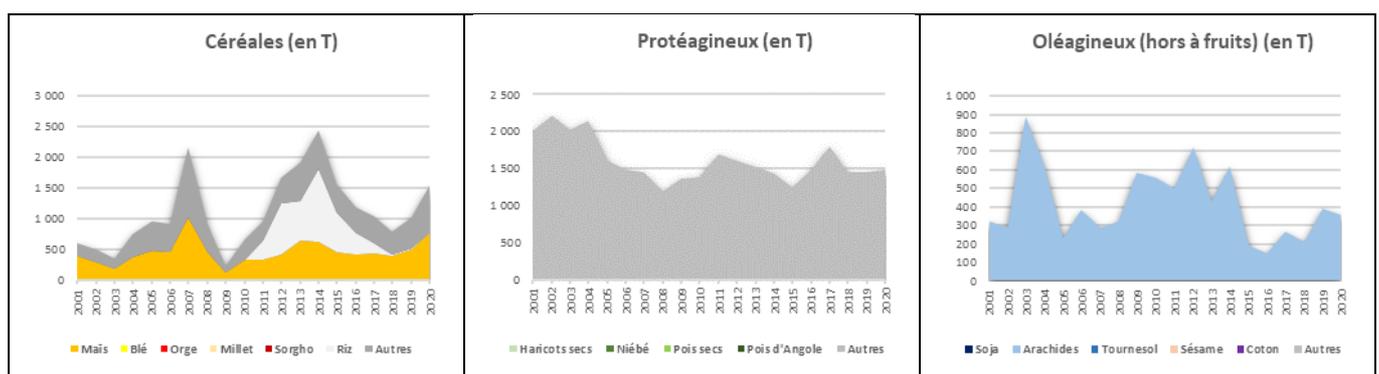


Figure 48 : Evolution des quantités produites en céréales, protéagineux et oléagineux sur 20 ans (Source FAO)

Une forte dépendance aux importations de céréales

Le blé, céréale la plus consommée pour l'alimentation humaine. Selon la FAO, la consommation annuelle de blé s'établirait à 105 kg/pers/an devant le riz (54 kg/pers/an). Maurice a ainsi importé 121 000 T de blé et 57 000 T de riz, en moyenne entre 2018 et 2020. La consommation de légumineuses est également importante dans l'alimentation quotidienne, notamment de haricots secs, de pois secs et de lentilles. Elle correspond à 64,1 g/pers/j, soit nettement supérieure à la moyenne mondiale (41,6 g/pers/j). Enfin la consommation d'oléagineux bruts (hors à fruits) se résume aux arachides (1,7 kg) mais se retrouve également dans les huiles de soja (12 kg) et de tournesol (4 kg), omniprésentes dans une alimentation riche.

Le maïs à destination de l'alimentation animale. Bien que le pays en importe presque autant que le blé (119 000 T), le maïs est principalement destiné à deux usines de production d'alimentation animale (*Livestock Feed Ltd* et *Meaders Animal Feeds*) qui répondent à la demande locale et exportent dans plusieurs pays de la zone (Madagascar, Seychelles...). C'est également le cas pour 55 000 T de tourteaux, principalement de soja.

Un faible développement de l'agro-industrie. En raison du faible développement de l'agro-industrie, la plupart des produits destinés à l'alimentation humaine sont importés déjà transformés ou semi-transformés : c'est le cas pour les huiles qui proviennent principalement d'Égypte et d'Argentine. Le riz, quant à lui, est d'origine majoritairement indienne et pakistanaise.

Le commerce du blé est singulier puisque la vente de farine est subventionnée par la *State Trade Corporation* (STC) qui désigne chaque année par appel d'offres un fournisseur unique. La minoterie *Les Moulins de la Concorde* en importe et en transforme ainsi la quasi-totalité. Elle s'approvisionne historiquement auprès de l'entreprise française *Soufflet*, intégrée en 2021 dans le groupe *Invivo*. Avant cette fusion, un *Memorandum of Understanding*, liait les deux entreprises et garantissait un approvisionnement 130 000 T/an de blé. Ainsi, le blé tendre provient de France et le blé dur d'Allemagne. Cette unité de transformation permet au pays d'exporter de la farine de blé (3,5 M€ en 2020) vers La Réunion, les Comores, les Seychelles et Madagascar.

Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	550	73	75,7	118 926	100%	ARG	-	0%
Blé	-	-	-	121 378	100%	FR, D	-	-
Riz	13	6	21,1	57 215	100%	INDE, PAK	21	157%
Sorgho	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres céréales	550	73	75,7	358	44%	-	103	19%
Haricots secs	-	-	-	1 430	105%	MAD, AUS, KEN	65	-
Niébé	-	-	-	-	-	-	-	-
Pois secs	-	-	-	4 242	100%	UKR, AUS	-	-
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres protéagineux	1 461	261	56,0	5 443	81%	-	201	14%
Soja	-	-	-	174	100%	-	-	-
Arachide	320	143	22,3	-	0%	-	-	0%
Tournesol	-	-	-	162	100%	-	-	-
Autres oléa. à graines	-	-	-	373	100%	-	4	-
Huiles végétales	18	-	-	37 127	100%	ARG, EGY, NDO, MAL	17	-
Tourteaux	Pas données	-	-	54 837	-	ARG, PARAGUAY	5 027	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	407	-	-	2 614	-
Farines	Pas données	-	-	1 588	-	INDE	11 380	-

Tableau 15 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

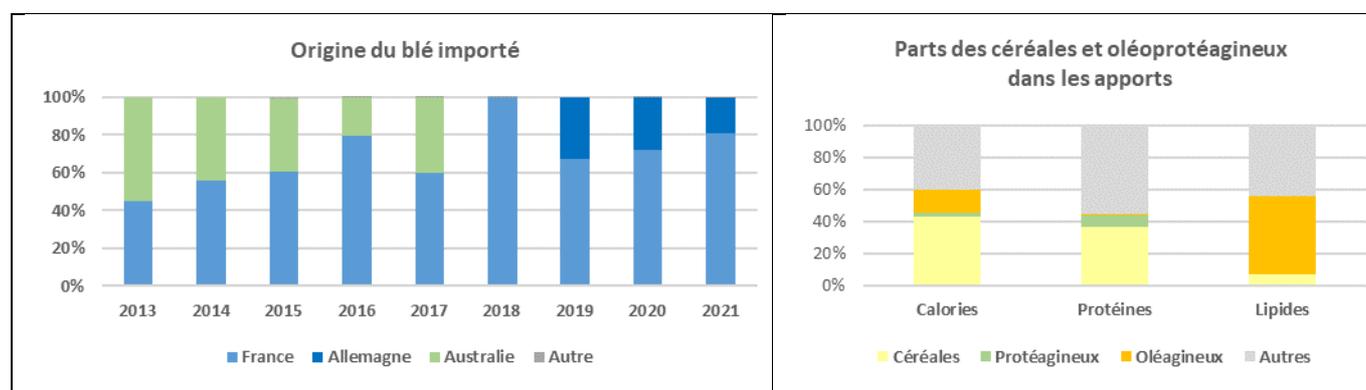


Figure 49 : Evolution des origines du blé importé (Gauche) et Part des céréales, oléagineux et protéagineux dans les apports caloriques, protéiques et lipidiques en 2019 (Droite) (Sources FAO et douanes)

Une réponse budgétaire pour lutter contre l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire dans tous les esprits. Le dérèglement des flux de marchandises lié à la crise de la Covid-19 et la pression exercée sur certains marchés par la guerre en Ukraine ont ravivé les enjeux de sécurité alimentaire dans le pays et poussent les autorités à mettre en place plusieurs stratégies pour limiter l'augmentation des prix et renforcer l'auto-suffisance alimentaire (sans pour autant porter sur les céréales et les oléo-protéagineux).

Des subventions pour maintenir des prix bas. Afin de lutter contre une forte inflation sur les produits de première nécessité, le gouvernement s'est engagé à poursuivre une tradition de subventionnement au bénéfice du consommateur. Ainsi, selon les éléments communiqués lors de la présentation du budget 2022-2023, le prix de vente aux professionnels du sac de farine de 25 kg sera maintenu à 2,4 € pour un coût de revient estimé à 15,4 € : 31 M€ ont été accordés à la STC à cette fin. De même, 8 M€ seront utilisés pour subventionner la vente de riz. Pour la première fois, le prix des huiles alimentaires, du lait et des pois seront également soutenus grâce à une enveloppe de 11 M€. Enfin, une subvention de 0,22 €/kg sera appliquée pour l'achat d'aliments pour animaux afin de limiter la répercussion des hausses du coût des matières premières. Selon *Statistic Mauritius*, ce soutien induit un blocage des prix des produits subventionnés (pain, riz, farine) et encadre l'évolution du prix des lentilles (+0,8 % en glissement annuel en juillet 2022) et des pois cassés (-9,7 %). En revanche, la commercialisation de volumes limités d'huile alimentaire subventionnée ne suffit pas à ce stade à endiguer une explosion du prix de vente (+83,9 %) sur un produit tant sensible que scruté. Sur la même période, l'inflation sur l'ensemble des produits alimentaires a atteint +11,0 %.

Une absence de soutien aux productions locales de céréales et d'oléo-protéagineux. Pour des raisons structurelles, le développement des productions de céréales et oléo-protéagineux n'est pas mis en avant par les projets agroindustriels publics qui privilégient majoritairement le soutien à la filière cannière ainsi que le développement de l'élevage et des productions maraichères et fruitières. La réponse aux risques liés à la sécurité alimentaire pour ce type de productions passe ainsi largement par une diversification des approvisionnements. Si quelques importateurs et acteurs privés dominants veillent directement à les sécuriser, la mise en place de deux lignes maritimes régionales, financées par le gouvernement, devrait permettre de créer des synergies, avec l'Inde, le Sri Lanka et les Seychelles d'une part et avec Madagascar, la Tanzanie et le Kenya d'autre part.

Océan Indien – Seychelles Par le SE de Tananarive



Une absence de production de céréales et d'oléo-protéagineux

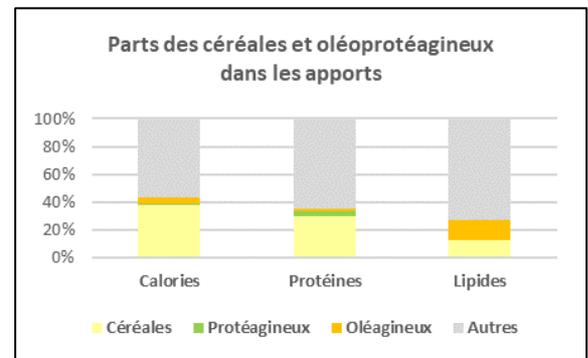
Aux Seychelles, la production agricole est essentiellement composée de fruits et de légumes. La production de céréales et d'oléo-protéagineux est donc absente des systèmes de production et l'archipel est à ce titre entièrement dépendant des importations de céréales et d'oléo-protéagineux, sous forme de graines, de farine ou d'huile. La guerre en Ukraine n'aurait aujourd'hui qu'un impact limité sur les importations et la disponibilité des produits.

En l'absence de production locale, la consommation relève des produits importés

Une absence de production locale. A l'exception d'une petite production d'orge qui serait utilisée pour la fabrication de bière locale par *Seychelles Breweries Ltd* (en partenariat avec *Diageo*). Aucune production significative de céréales et d'oléo-protéagineux n'est recensée sur l'archipel, l'essentiel des productions portant sur les fruits (noix de coco, banane, papaye, mangue...) et les légumes (piment, manioc, tomates, potiron...).

Une importation totale de céréales et oléo-protéagineux.

En l'absence de production locale, la totalité des céréales et oléo-protéagineux consommés sont donc importés. Le riz (10 800 T) et le maïs (4 400 T) représentent les principales céréales consommées, sans oublier le blé sous forme de farine (4 200 T). La consommation de légumineuses s'établit à 22 g/pers/j, bien en-deçà de la moyenne mondiale. Une partie des céréales et légumineuses (maïs, blé, soja) est utilisée pour l'alimentation animale (œufs). A noter que le tourisme absorbe près de 20 % des produits alimentaires disponibles.



Produits	Production (T)	Surface (ha)	Rendement (q/ha)	Import (T)	%Conso importée	Origines import	Export (T)	%Prod exportée
Maïs	-	-	-	4 402	100%	INDE, SERBIE, PAK	-	-
Blé	-	-	-	787	100%	-	-	-
Riz	-	-	-	10 825	100%	INDE	-	-
Sorgho	-	-	-	1	100%	-	-	-
Autres céréales	-	-	-	13	100%	-	-	-
Haricots secs	-	-	-	110	100%	-	-	-
Pois secs	-	-	-	8	100%	-	-	-
Pois d'Angole	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres protéagineux	-	-	-	708	100%	-	6	-
Soja	-	-	-	1 273	100%	INDE	-	-
Arachide	-	-	-	-	-	-	-	-
Tournesol	-	-	-	3	100%	-	-	-
Autres oléa. à graines	-	-	-	40	100%	-	-	-
Huiles végétales	7	-	-	4 505	100%	MALAISIE, TURQ	-	-
Tourteaux	Pas données	-	-	90	-	-	-	-
Sons et luzerne	Pas données	-	-	97	-	-	-	-
Farines	Pas données	-	-	4 204	-	SRI LANKA, MAU, IND	6	-

Tableau 16 : Valeurs moyennes – sur 3 ans (2018-2020) – de plusieurs grandeurs par type de produits (Sources FAO et douanes)

Une exposition limitée à court-terme aux répercussions de la guerre en Ukraine

Une part minime des importations. Si l'archipel est dépendant des importations pour les céréales, ce poste représente uniquement 0,5% de toutes les importations du pays (agricoles ou non), soit 4.6 M€ en 2019.

Un impact davantage sur le maïs et le blé. Les importations de céréales concernent majoritairement le riz (74% pour un montant d'environ 4,5M € en 2019), dont les cours mondiaux sont restés stables pour l'instant. Les produits ayant subi récemment une forte hausse des prix sont principalement le maïs et le blé, qui représentent respectivement 21% et 5% des importations de céréales. L'archipel se fournit principalement en céréales auprès de l'Inde (69%), du Pakistan (7%) et dans une moindre mesure d'Ukraine (3%). Un impact à moyen terme pourrait néanmoins s'observer s'il existe une inflation généralisée des produits alimentaires.

Indicateurs régionaux : Océan Indien

Indicateurs Pays	Comores	Madagascar	Maurice	Seychelles
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	0,9	27,7	1,3	0,1
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	2,2	2,7	0,2	0,7
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	160	161	13	100
<i>Rang Indice de corruption - Transparency international 2021</i>	164	147	49	23
Macroéconomie				
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2022</i>	1,3	14,6	11,3	1,8
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2022</i>	1 371	504	8 892	17 693
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2022</i>	3,5	5,1	6,1	4,6
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2022</i>	5,0	8,8	8,4	5,6
Finances Publiques				
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2022</i>	-5,6	-6,3	-4,9	-6,7
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2022</i>	30,4	57,9	98,9	76,7
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2022</i>	29,8	43,3	30,1	36,4
Echanges				
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2020</i>	-17,6	-6,9	-19,3	-40,8
<i>Exportation française vers (MEUR) 2021</i>	46,8	347,7	327,4	44,5
<i>Importation française depuis (MEUR) 2021</i>	6,4	520,9	209,5	129,0
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2021</i>	-3,4	-5,5	-11,1	-20,3
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2020</i>	13,2	2,8	2,4	0,9
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2021</i>	8,2	5,2	14,7	4,6
Développement				
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,55	0,53	0,80	0,80
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	64,0	66,5	74,8	73,3
<i>Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM</i>	19,1	78,9	0,2	0,5
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2018</i>	0,31	0,13	3,26	6,41
Notation Dette Souveraine				
S&P	-	B-(+)	-	-
Moody's	-	-	Baa2(-)	-
Fitch	-	-	-	B+
Politique Monétaire				
<i>Taux directeur **</i>	1,04	-	2,25	4,94
Supplément agricole				
<i>Part du PIB agricole (%PIB) CNUCED, 2020</i>	38	27	3	2
<i>Part de population rurale (%Population) BM, 2020</i>	70,6	61,5	59,2	42,5
<i>Part des surfaces agricoles (%Superficie) FAO, 2020</i>	70,4	69,6	42,2	3,0
<i>Part des surfaces forestières (%Superficie) FAO, 2020</i>	17,7	21,2	19,0	73,9
Surfaces agricoles et forestières				
<i>Total des surfaces agricoles (Mha) FAO, 2020</i>	0,131	40,9	0,086	0,001
<i>Cultures annuelles - Terres arables (Mha) FAO, 2020</i>	0,066	3,0	0,075	0,000
<i>Cultures permanentes (Mha) FAO, 2020</i>	0,050	0,6	0,004	0,001
<i>Pâturages et prairies (Mha) FAO, 2020</i>	0,015	37,3	0,007	0,000
<i>Total des surfaces forestières (Mha) FAO, 2020</i>	0,033	12,4	0,039	0,034
Cheptel				
<i>Bovins (millions de têtes) FAO, 2020</i>	0,051	8,95	0,004	0,000
<i>Ovins (millions de têtes) FAO, 2020</i>	0,025	0,9	0,004	0,000
<i>Caprins (millions de têtes) FAO, 2020</i>	0,121	1,5	0,026	0,006
<i>Porcins (millions de têtes) FAO, 2020</i>	0,000	1,8	0,022	0,005
<i>Volailles (millions d'animaux) FAO, 2020</i>	0,5	41,3	16,5	0,1
Echanges agricoles, agroalimentaires, bois et agrofournitures				
<i>Total des imports "agricoles" (MUSD) CNUCED, 2020</i>	92	736	1 178	261
<i>Total des exports "agricoles" (MUSD) CNUCED, 2020</i>	17	887	635	296
<i>Exportations "agri" FR vers (MEUR) Kiosque Fin., 2021</i>	12,2	64,5	103,1	19,9
<i>Importations "agri" FR depuis (MEUR) Kiosque Fin., 2021</i>	1,9	309,9	67,4	112,2

Contacts

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Pour toute la zone, le Conseiller aux Affaires Agricoles est Vincent ABT vincent.abt@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international